economic problems which if untended can themselves sow the seeds of future war. This will be the task of the Economic and Social Council which finds its place in the Proposals now before you. It is our duty to insure that this Council shall be well adapted to play its full part in our new structure of peace.

Here then, Sir, are our two immediate tasks, political and economic. Let us press them vigorously to a conclusion. World events of unprecedented magnitude, both in the East and in the West, crowd upon us at every hour. If we order our labors efficiently, if we work to the utmost of our strength, it should surely be possible for us to agree on our charter within four weeks from now.

So I hope we shall set ourselves such a target and determine to reach it. We cannot afford to delay. This Conference bears heavy responsibilities; it has also splendid opportunities. Let it seize them now.

Ladies and Gentlemen, before I conclude, I would just like to give you one experience which was mine in the early days of this war, which I think has perhaps its lesson for us all in the work we have to do. In the early days of this war, I went to Egypt to greet soldiers from Australia and from New Zealand who had come to that country to protect the Suez Canal against the imminent threat of Mussolini's aggression. On the evening after they had arrived, I was speaking to a number of the men on the motives that had made them volunteer to come those many thousands of miles for this duty. And of the group as we talked, one man remained quite silent. At last, I turned to him and I said, "And what made you come here?" And he replied, "I guess there is a job of work to be done."

Sir, in the last six terrible years, unnumbered men have died to give humanity another chance; unnumbered men have died because they felt there was a job of work to be done. We too have a job of work to do if we are not to fail these men. Let us do it with courage, modesty, and dispatch. Let us do it now.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, that concludes the First Plenary Session of the Conference. The Steering Committee, may I remind you, will meet again tomorrow morning at 10:30 in the same room in which we met this morning. The Second Plenary Session will be held in this Opera House at 3:30 tomorrow afternoon when we will hear from certain of our other distinguished chairmen of delegations. We stand adjourned.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 15 (FRENCH)
P/3
April 27, 1945

PLENARY

PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE SEANCE PLENIERE
Théâtre de l'Opera, le 26 Avril 1945 à 15 h.48

M. Stettinius: Mesdames, Messieurs, je déclare ouverte la première séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale. Le Président de la Délégation du Chili a demandé la parole pour quelques instants pour une raison toute particulière.

Son Excellence, le Ministre des Affaires Etrangères [illegible] Chili, (Applaudissements)

Señor Joaquin Fernández y Fernández (Par l'intermédiaire d'un interprête):

La délégation du Chili a reçu le plus grand honneur qui ait été conféré--celui de représenter toutes les Républiques de l'Amérique Latine--pour demander à cette assemblée de rendre hommage à la mémoire de Franklin Delano Roosevelt.

La vie d'un grand homme est comme la semence d'un arbre inconnu. Pendant son temps sur la terre nous voyons ses branches et ses fleurs parfois très belles et délicatement parfumées. La mort rehausse quelquefois cette splendeur et la glorifie tandis que ses fruits mûrissent avec une saveur et une beauté intenses. Roosevelt fut un arbre puissant dont les fruits furent magnanimes et fermes, dont les fleurs sont fortement ancrées dans le coeur de ce grand peuple, et dont le feuillage couvre le monde entier. Sa mort n'a été qu'un éclair qui détruisit seulement sa forme mortelle, car malgré la douleur qui pèse sur nous, nous affirmons que Roosevelt vit encore de par le monde.

Sa mort, au lieu d'être le coup de foudre qui détruit, est une forte lumière qui jette ses feux avec une clarté toujours plus grande--la lumière d'un grand homme d'état et d'un grand inspirateur des peuples.

Son oeuvre spirituelle commence à croître et à se propager à travers le monde entier. C'est à nous, les Nations Unies, qu'incombe le devoir solennel d'être fidèle à ce noble héritage.

Roosevelt, l'humanitaire, nous demande de donner la paix au genre humain. Nous devons donc, nous les pays de ce continent, qui sommes ses descendants spirituels, continuer son credo politique de bon voisinage sur ce continent aussi bien que par le monde entier.

Il est donc indiqué que les Républiques latines présentent à la Conférence la déclaration suivante:

"Les Républiques de l'Amérique Latine invitent toutes les Nations Unies ici présentes à rendre hommage à la mémoire de Franklin D. Roosevelt et à formuler le voeu solennel de mener à bonne fin l'oeuvre qu'il a commencée comme leader des démocraties, créateur du principe de bon voisinage, inspirateur d'une organisation mondiale pour le maintien de la paix par la justice.

Je prie l'assemblée de bien vouloir exprimer son approbation en se levant et gardant le silence pendant quelques instants.

(L'Assemblée se lève, silencieuse)

M. Stettinius: Permettez-moi de vous exprimer, au nom du Gouvernement et du peuple des Etats-Unis, notre profonde gratitude pour l'hommage que vous avez rendu au Président Roosevelt. Je sais que l'esprit de ce grand homme inspirera à jamais nos efforts communs, aujourd'hui comme dans l'avenir, pour établir et maintenir une paix durable. Les Chefs des Délégations se sont réunis ce matin en vue de préparer l'organisation de la présente Conférence. La réunion n'a pas encore complété sa tâche: elle se réunira de nouveau demain à 10 h.30. La session plénière qui devait se tenir demain matin sera de la sorte ajournée à l'après-midi. Au cours de cette session, les Chefs des Délégations, en commençant par celles des nations à l'invitation desquelles se réunit la présente Conférence, prendront la parole.

Permettez-moi maintenant de faire un bref exposé au nom de la Délégation des Etats-Unis.

Il y a trois ans, les forces de la tyrannie et de l'agression semblaient sur le point de conquérir le monde. Aujourd'hui, sur tous les fronts elles font face à la défaite, à une défaite totale et complète.

Il a fallu des années de labeur et de sacrifices pour arriver au moment présent. Mais il y a déjà longtemps que les agresseurs sont voués à la perdition. En fait, leur sort fut décidé à Washington le premier Janvier 1942, lorsque fut signée la Déclaration des Nations Unies.

Nos ennemis ne pouvaient conquérir qu'en nous divisant. Mais bien loin d'être divisés, nous les avons confrontés ensemble, librement associés en un bloc auquel adhèrent volontairement toutes les Nations Unies dans un même dessein, une union hors de pair en ressources matérielles et humaines. Cette unité, rien n'a pu la rompre, ni force, ni subterfuge. C'est en vain que nos ennemis nous ont inondés de leur propagande et ont lancé toute la force de leurs armes à l'assaut de la volonté commune et des forces étroitement ralliées des Nations Unies.

Dans les siècles à venir, les hommes pourront montrer en exemple les Nations Unies comme preuve convaincante dans l'histoire que des miracles peuvent être accomplis par des nations groupées pied à pied dans la défense d'une cause légitime. Cette union a été réalisée malgré des différences de langues, de coutumes, de traditions et de structures économiques; cette union prouve qu'aucune différence de races, de couleurs, de croyances, d'histoire ou de géographie ne peut diviser les peuples qui sont unis par les liens les plus nobles en intérêts et en intentions.

Notre premier objectif a été la défaite de nos ennemis. Mais dès l'abord, les Nations Unies ont visé encore un autre but--un but qu'il nous est tous également nécessaire d'atteindre. Ce but est celui qui couronne les sacrifices et les souffrances de toutes ces années tragiques. Nous ne sommes pas seulement unis afin de pouvoir survivre ou afin de remporter une victoire militaire; nous sommes unis par-dessus tout par la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'établir une paix juste et durable, au sein de laquelle tous les peuples du monde puissent travailler, la main dans la main, et enfin s'affranchir de la peur et s'exempter du besoin.

Les premiers pas que nous avons déjà faits dans ce sens ont été couronnés de plus de succès qu'aucune autre entreprise internationale.

A ces fins, les Chefs responsables des diverses nations et leurs représentants se sont réunis à Moscou et à Téhéran, au Caire, à Québec, à Dumbarton Oaks et en Crimée.

Grâce à notre communauté de vues sur le fait que la sécurité économique va de pair avec la sécurité militaire, les Nations Unies se sont réunies en Conférence à Atlantic City, à Hot Springs et à Bretton Woods pour discuter les mesures coopératives de secours, pour résoudre leurs problèmes communs se rapportant à l'approvisionnement et à l'agriculture, et pour établir les bases financières pour la reconstruction économique ainsi que l'expansion de l'économie mondiale dans le monde d'après-guerre.

A Mexico City, la Conférence Interaméricaine sur les Problèmes de la Guerre et de la Paix a resserré les liens qui existaient entre les Républiques de l'Hémisphère Occidental et préparé l'intégration du Système Interaméricain dans l'Organisation Mondiale.

Les Nations Unies travaillent ensemble depuis longtemps déjà aux nombreux préliminaires nécessaires à l'établissement d'une paix durable.

Ici, à San Francisco, nous sommes arrivés au point décisif dans ces préliminaires. Le but de cette Conférence est d'établir la Charte d'une Organisation Internationale destinée à maintenir une paix juste dans un monde libre, peuplé d'hommes libres.

La décision qui fut prise de limiter l'oeuvre de cette Conférence à cette tâche immense fut, je crois, une mesure sage et même nécessaire. Ce fut une mesure sage, car rédiger la Constitution d'une Organisation Mondiale destinée à maintenir la paix future est une tâche entièrement détachée de celle qui consiste à punir les gangsters internationaus responsables de la présente guerre.

Ce fut une mesure nécessaire, car une Organisation Mondiale doit être établie dans le cadre d'un plan plus élevé et nettement séparé des accords de la Paix, si elle doit pouvoir faire face, en toute liberté et en toute justice, aux menaces à l'état de paix qui pourraient résulter d'une cause quelconque, même du règlement de la paix.

La préparation de la Charte de l'Organisation Mondiale ne doit donc pas être affectée par les nombreux et complexes problèmes d'ordre politique et économique qui seront la conséquence de la défaite allemande et japonaise. De plus, l'imminence de l'écroulement de toute résistance allemande organisée rend d'autant plus important l'établissement de l'Organisation Mondiale dans le plus bref délai. La considération des autres problèmes fera l'objet de nombreuses autres Conférences, ainsi que de nombreuses décisions tant nationales qu'internationales. Il n'y a pas de temps à perdre.

Le succès de cette Conférence n'entraîne pas par lui-même une paix durable. Des années seront nécessaires pour construire un tout. Mais, sans un accord général sur la Charte d'une Organisation Mondiale, il est impossible d'établir la Paix. Une maison ne peut être construite sans plan ni fondations. Ici, à San Francisco, les Nations Unies doivent tirer les plans et poser les fondements. Sur ces fondements, et en accord avec le plan, la charpente de la structure sera érigée lorsque les Nations Unies auront ratifié la Charte selon leurs propres systèmes constitutionnels et donné vie, de ce fait, à l'Organisation Mondiale. Ce ne peut être qu'avec cette charpente que nous pourrons compléter l'oeuvre de paix et y adjoindre toutes les autres solutions aux divers problèmes politiques, économiques et sociaux que nous résoudrons ensemble.

Nous avons donc accepté avec cette Conférence une responsabilité dont dépendra tout l'avenir. Nous avons entrepris d'établir la Charte d'une Organisation Internationale suffisamment puissante pour prévenir la guerre, mais néanmoins d'une souplesse telle qu'elle se pliera aux exigences et aux évolutions de temps de paix.

L'esquisse d'une telle Charte se trouve dans les Propositions formulées à Dumbarton Oaks, l'automne dernier, par les représentants de la République de Chine, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume Uni, et les Etats-Unis d'Amérique.

Ces Propositions furent formulées après des années d'études préliminaires. Elles représentent, en ce qu'elles ont d'essentiel, le plus haut dénominateur commun de pensée qui lie les quatre nations; elles sont proposées à cette Conférence comme propres à constituer le point de départ de la Charte d'une Organisation Mondiale.

Ces Propositions ont été soumises il y a de longs mois à l'examen approfondi des Gouvernements et des peuples de toutes les Nations Unies. Depuis, de nombreuses suggestions constructives ont été émises en vue de leur amélioration. La Charte finale reflètera, sans aucun doute quelques-unes de ces suggestions, ainsi que d'autres qui pourraient naître des discussions actuelles. De plus, la Charte elle-même devrait être accessible à tout amendement ultérieur que l'expérience jugerait sage.

Nous devons toutefois ne jamais oublier qu'il existe au moins deux conditions essentielles à la création d'une Organisation Mondiale qui puisse assurer avec succès le maintien de la paix.

Une de ces conditions est que les Nations éprises d'un idéal de paix, qui possèdent des ressources militaires et industrielles nécessaires à la prévention ou à la suppression d'une agression, doivent arriver à un accord et agir ensemble contre cette agression. S'il n'y a pas accord ni action concertée, l'agression ne peut être ni prévenue, ni réprimée sans une guerre mondiale. Nous sommes certes pénétrés de cette vérité du fait de notre expérience dans la guerre actuelle.

satisfaisante à tous les délégués à cette Convention. Il lui manquait beaucoup de dispositions, que de nombreux Américains du temps croyaient essentielles. Elle fut pourtant adoptée en 1789 par le nombre voulu d'Etats. Ce ne fut que quatre ans après qu'elle eût vu le jour que les premiers dix amendements à notre Constitution entrèrent en vigueur; et nous y avons, depuis lors, encore apporté onze autres amendements.

Ce qui était vrai pour les treize Etats qui s'étaient groupés pour former les Etats-Unis est vrai maintenant pour les Nations qui sont réunies ici en Conférence pour considérer les propositions sur l'Organisation Mondiale de Sécurité et de Paix. Réalisons la Charte de cette Organisation aussi bien que nous le pouvons, mais ne subordonnons pas notre approbation à l'atteinte de la perfection.

Agissons maintenant avec la certitude que nos travaux seront sujets à des améliorations avec le temps, mais aussi avec la certitude que, si nous n'agissons pas, il est vraisemblable que nous perdions à jamais la possibilité qui nous est donnée d'empêcher une autre guerre mondiale.

Au moment où nous entreprenons notre grande tâche, nous ne devons pas oublier les millions d'hommes de nos forces armées qui ont donné leur vie pour cette cause, ni les autres millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont souffert les cruelles agonies de la faim, de la torture et de la mort. Nous ne devons pas non plus oublier les destructions dont l'étendue est encore inconnue. De même nous ne devons pas oublier combien notre civilisation s'est trouvée proche de la ruine totale.

C'est notre suprême responsabilité, au cours de la présente Conférence comme dans l'avenir, de nous assurer que cette calamité ne frappe jamais plus l'Univers. Nous devons avoir assez de vision pour nous rendre compte que sans Paix et sans Sécurité pour toutes les nations il ne peut y avoir de paix et de sécurité pour aucune d'entre elles. Nous devons avoir assez de courage pour faire face aux difficultés, aux mésententes temporaires, et aux autres différends qui pourront s'élever au cours de l'accomplissement de notre tâche commune. Nous devons avoir foi dans l'Humanité pour la croire capable de se dévouer à la Paix avec la même résolution que les peuples des Nations Unies ont montrée dans la poursuite de la guerre.

Cette vision, cet idéal, cette foi inspirèrent le grand chef Américain qui donna sa vie pour la cause qui nous a fait assembler, Franklin Delano Roosevelt. C'est seulement avec une telle vision, un tel idéal, une telle foi, exprimés de mille manières, que les Nations Unies ont pu avancer si loin vers la victoire finale et que nous pourrons créer une paix à toute épreuve tant pour nous-mêmes que pour les générations à venir.

Mesdames et Messieurs, je donne maintenant la parole à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de Chine et Président de la Délégation chinoise, le Docteur T.V. Soong (Applaudissements).

M. SOONG: M. le Président, mes chers collègues délégués,

Je désire tout d'abord exprimer l'estime que la Chine porte à la mémoire de Franklin Delano Roosevelt et c'est avec une émotion profonde que je m'en acquitte. Il était pour nous, non seulement le premier citoyen des Etats-Unis, mais aussi le guide inspiré du monde, passionnément dévoué à la cause de la paix et de la justice entre les Nations. Son idéal et sa confiance, sa science du gouvernement et son courage ont permis aux Nations Unies d'entrevoir la victoire prochaine. Il personnifiait les idéaux et les espoirs du monde entier. On le reconnaissait avec justice comme l'auteur et l'arthitecte principal d'un système de paix durable qui devait couronner nos communs efforts dans la lutte présente. Il y a quinze jours à peine il guidait encore activement le travail préliminaire de la présente Conférence. Bien qu'il nous ait quittés, son travail continuera à nous guider. En tribut à sa mémoire et en reconnaissance de tout ce qu'il a fait pour nous, concertons nos efforts et achevons cette tâche importante qui nous incombe.

La Chine, peut-être plus que toute autre Nation, comprend la nécessité du succès de cette Conférence. Il est, en effet, universellement reconnu aujourd'hui que l'invasion de la Mandchourie en 1931 par les Japonais dans le but d'enlever à la Chine trente millions de ses habitants et ressources naturelles si essentielles à son existence nationale, a marqué le commencement de la seconde guerre mondiale. Deux fois au cours de notre génération, il nous a fallu mobiliser les ressources mondiales tant en hommes qu'en matériaux pour tenir en échec la tyrannie et garantir la liberté. Deux fois au cours de notre génération nous avons dû apprendre au prix d'une expérience cruelle que, dans un monde solidaire, il ne peut y avoir de guerre localisée ni de paix isolée. Deux fois au cours de notre de principe toute particulière. On ne saurait également sous-estimer le fait d'une participation active dans cette coalition des Etats-Unis d'Amérique qui se trouvaient autrefois à l'écart des problèmes d'une organisation internationale et qui apportent maintenant à cette oeuvre leur initiative et leur immense autorité internationale. Cette coalition eut été simplement impossible sans la Grande-Bretagne à qui appartient un rôle proéminent dans l'association internationale des pays démocratiques. La Chine en Asie et la France en Europe sont les grands pays qui renforcent cette coalition comme une force mondiale puissante également pour la période d'après-guerre.

Si les principaux pays démocratiques prouvent qu'ils sont capables d'agir également en accord au cours de la période d'après-guerre cela signifie que les intérêts de la paix et de la sécurité des peuples ont enfin trouvé leur meilleur support et protection. Mais cela ne suffit pas encore. Il s'agit de savoir si les autres pays pacifiques sont prêts à se rallier autour de ces puissances principales pour créer une organisation internationale de sécurité effective,--c'est là la question qui doit être résolue à la présente Conférence dans l'intérêt de la paix future et de la sécurité des peuples.

Il s'agit de créer une organisation internationale qui doit être munie de certains droits pour laprotection de la paix générale. Une telle organisation doit aussi disposer des moyens nécessaires de défense militaire de la sécurité des peuples. Sous ces seules conditions quand la violation de la paix ou une menace d'une telle violation ne restent pas impunies et quand l'exécution des mesures respectives de répression n'est pas trop tardive, l'organisation de sécurité pourra porter la responsabilité pour la cause de la paix. Il s'agit ainsi de créer ime organisation effective pour protéger la paix générale et la sécurité des peuples qui depuis longtemps est le rêve de tous les partisans sincères du progrès pacifique des peuples mais qui avait toujours beaucoup d'ennemis acharnés dans le camp des impérialistes les plus agressifs.

Les aspirations des peuples à l'établissement d'une telle organisation sont particulièrement prononcées après les sacrifices innombrables de cette guerre, après les souffrances et les calamités survécues pendant des années. Mais les adversaires de la création d'une telle organisation internationale n'ont pas posé leurs armes. Ils ne cessent pas de poursuivre leur activité subversive, bien qu'ils le font pour la plupart sous une forme camouflée et voilée. Pour atteindre ce but on a fréquemment génération nous avons perdu un nombre tragique de vies et des fortunes prodigieuses qui auraient pu être épargnées si les Nations éprises de paix s'étaient unies lorsque cette paix fut menacée pour la première fois au lieu d'attendre que l'agression ait fait sombrer dans les flammes la moitié du monde.

Au cours des quatorze années de guerre sauvage qui ont suivi l'année 1931, la Chine a supporté toutes les misères que l'agression d'une grande puissance prédatrice peut imposer. Nous nous sommes efforcés par tous les moyens disponibles à cette époque d'obtenir justice, dans les conditions alors existantes d'organisation internationale. Inévitablement nous avons appris que sans un système efficace de sécurité collective il ne pouvait y avoir d'espoir de sécurité pour aucun pays. En conséquence, dès l'inception de l'idée des Nations Unies, le Président Chiang Kai-shek a préconisé l'établissement, dans un avenir peu éloigné, d'un Conseil exécutif des Nations Unies, puisque sans un tel pouvoir un nouvel ordre mondial ne peut fonctionner.

Regardons les faits bien en face: nous devons tous faire un grand effort avant de pouvoir faire régner le droit dans les affaires mondiales. Nous, les Chinois, nous l'avons appris par une expérience bien cruelle. La règle de droit aurait dû être défendue par l'ancienne Ligue des Nations, mais elle fut négligée comme nous l'avons appris à nos dépens en dépit des pactes les plus solennels portant les signatures de ceux-là mêmes qui devaient plus tard manquer à leur parole.

Pourquoi la sécurité collective préconisée par la Ligue nous fit-elle défaut au point qu'aucun des belligérants qui pourtant étaient tous membres du Conseil de la Ligue n'invoquât le Pacte dès le commencement de cette guerre terrible ? Parce qu'une grande partie du pouvoir réel du monde n'était pas présent à la Ligue des Nations. Les Etats-Unis n'en faisaient pas partie, la voix de l'Union soviétique n'était pas toujours écoutée, et la Chine n'était représentée que rarement au Conseil tandis que le Japon, l'Italie et l'Allemagne purent simplement donner leur démission après avoir commis des actes d'agression en toute impunité.

Aujourd'hui il n'en est pas de même. Aujourd'hui la victoire est le résultat des efforts cumulés de la sécurité collective en action. L'Allemagne et le Japon doivent être à jamais mis hors d'état de nuire. Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont maintenant les ouvriers principaux du nouvel ordre international et leur force irrésistible se joindra à celle des autres puissances pour supporter cet ordre nouveau. En conséquence, son autorité sera défendue par toutes les nations puissantes d'aujourd'hui.

Pour assurer la réalisation de nos buts en vue d'une organisation internationale efficace, nous n'avons pas de temps à perdre. Nous ne devons pas quitter cette Conférence sans avoir pris les mesures nécessaires pour l'établissement d'une nouvelle Organisation Internationale.

Le Conseil connaîtra de mesures de sécurité aussi variées que les situations pourront le demander. Il y aura des problèmes comme celui de savoir quelles sont les forces de sécurité à maintenir, les problèmes de main-d'oeuvre, d'organisation industrielle, d'équipement militaire, de bases de sécurité sous l'égide des Nations Unies; ainsi que les problèmes essentiels de redressement et de développement économiques dont dépend la vie de toute nation.

S'il est un message que mon pays--qui a été l'une des principales victimes de l'agression, bien qu'étant la première--désire transmettre à la présente Conférence c'est que tous nous ne devons pas hésiter à déléguer une part de notre souveraineté à la nouvelle Organisation Internationale dans l'intérêt de la sécurité collective. Nous devons tous être prêts à faire des sacrifices afin de réaliser notre but commun. Parmi les nations non moins que parmi les particuliers, nous devons dès à présent accepter le concept de la liberté sous la loi.

Nous, la Délégation chinoise, venons d'une partie du monde dont la population innombrable a été troublée par le cataclysme de la guerre actuelle jusqu'au plus profond de son âme; elle a été témoin de la grandeur et de la décadence de puissants empires; elle a mesuré à l'étalon des préceptes de sa propre philosophie la profondeur des infamies commises par les représentants de la force brutale; et elle a apprécié à sa juste valeur la croissance majestueuse de la puissance d'hommes libres unis par les liens de camaraderie. Elle s'efforce maintenant ardemment à atteindre l'idéal commun de liberté humaine au sein de la communauté des peuples libres.

M. STETTINIUS: Je donne maintenant la parole à Son Excellence M. V.M. Molotov, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères et Président de la Délégation de l'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (applaudissements).

(Discours de M. Molotov en langue russe)

M. STETTINIUS: Le discours de M. Molotov sera traduit immédiatement en Anglais par M. Pavlov.

M. MOLOTOV (par l'intermédiaire de l'interprète):

(Traduction du discours de M. MOLOTOV en Anglais)

(Traduction du discours de M. MOLOTOV en Français)

M. STETTINIUS: Mon ami, permettez-moi de vous interrompre un instant pour mentionner qu'après la traduction en français du discours de M. MOLOTOV, M. ANTHONY EDEN prendra la parole.

Je vous prie de m'excuser.

(Traduction en Français du discours de M. MOLOTOV):

M. le Président, Mesdames, Messieurs, Chargé par le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes je voudrais par les premières paroles de la Délégation Soviétique à cette Conférence historique exprimer au Gouvernement des Etats-Unis et au Secrétaire d'Etat M. Stettinius personnellement notre profonde gratitude pour l'immense travail accompli par eux pour préparer la présente Conférence et aussi pour l'organisation exemplaire de la Conférence des Nations Unies. En même temps je veux saisir cette occasion pour exprimer au nom de la Délégation soviétique nos sincères remerciements au maire de la Ville de San Francisco, M. Lapham, pour son hospitalité cordiale envers la Délégation à San Francisco.

Le Gouvernement Soviétique attache une grande importance à la Conférence Internationale de San Francisco. La fin de la guerre est proche, tout au moins en Europe. La défaite de l'Allemagne hitlérienne, agresseur principal au cours de cette guerre, est un fait acquis. Il est temps de prendre soin de la période d'après-guerre, de l'avenir.

La Conférence doit examiner la question de la création d'une organisation pour protéger la paix universelle et la sécurité des peuples après la guerre. Cela montre à quel point est grande la responsabilité qui incombe à cette Conférence.

Aujourd'hui,comme bien souvent dans l'avenir, nous devons nous rappeler le grand nom du Président Franklin Roosevelt. Ses mérites dans la lutte pour acquérir une paix solide et dans la préparation de cette Conférence historique ont reçu une large reconnaissance parmi tous les peuples, partisans de la paix.

La seconde guerre mondiale a de beaucoup surpassé la premiére au point de vue de l'ampleur des hostilités, de la grandeur des armées qui y participent, du nombre des victimes, des destructions incalculables et ses conséquences d'une cruauté inouie pour la vie d'un nombre de peuples. L'Allemagne hitlérienne qui a déclenché cette guerre n'a pas hésité à recourir à tous les crimes pour dominer l'Europe et frayer la voie à la domination mondiale de l'impérialisme germanique. On ne saurait oublier les enfants, les femmes et les vieillards massacrés, l'extermination complète de certaines nationalités, l'anéantissement total des civils qui ont déplu aux fascistes, la destruction barbare de la culture et de ceux qui dans leur activité culturelle n'ont pas voulu se soumettre, la destruction de plusieurs milliers de villes et de villages, l'écroulement total de la vie économique des peuples, ainsi que les pertes incalculables subies.

En son temps le fascisme germanique ne se contentait pas de préparer ouvertement ses armées et ses armements pour lancer une attaque de brigands contre les pays pacifiques, plus que ça, le hitlérisme ne se gênait pas d'adapter l'idéologie des nombreux millions d'habitants dans son pays aux buts de conquête et de domination des autres peuples.

Les théories haineuses et obscures sur la "race allemande des maîtres" au service de laquelle devaient être les autres peuples, poursuivaient le même but.

Au temps où une attaque directe contre ses voisins était encore une perspective lointaine, le hitlérisme préparait ouvertement une guerre criminelle qu'il déclencha quand il crut le moment venu. On sait qu'il a trouvé des acolytes malhonnêtes et des complices sanglants. On sait également qu'après avoir envahi l'Union Soviétique, le fascisme allemand, qui jusque là parcourait librement l'Europe entière, s'est heurté à un adversaire inflexible. Le pays soviétique, qui a sauvé la civilisation européenne au cours des combats sanglants contre le fascisme allemand, a toute raison de rappeler la responsabilité que les gouvernements assument vis-à-vis de l'avenir des peuples pacifiques après la fin de cette guerre. Cela est d'autant plus nécessaire vu le fait que la voix avertissante de l'Union Soviétique à la veille de la présente guerre n'a pas été écoutée avec toute l'attention qui lui était due.

Ce n'est pas le temps pour en examiner les causes. On ne saurait prouver que le désir d'éviter la guerre manquait. C'est toutefois un fait acquis, que les gouvernements qui prétendaient alors jouer un rôle dirigeant en Europe, ont fait preuve, si non d'un manque de désir de prévenir cette guerre, dont les conséquences ne seront pas faciles à écarter, du moins de leur incapacité.

La Conférence, doit poser les bases de l'organisation future de sécurité des peuples. C'est là le grand problème qui n'avait pu jusqu'ici être résolu avec succès.

Tout le monde sait que la Société des Nations a été complètement incapable de surmonter les difficultés de cette tâche. Elle a trompé les espoirs de ceux qui lui faisaient confiance. Il est évident qu'à l'heure actuelle personne ne veut rétablir la Société des Nations qui était dépourvue de droits et de force et qui n'empêchait pas un agresseur quelconque de préparer la guerre contre les pays pacifiques, et qui parfois assoupissait tout bonnement en avance la vigilance des peuples vis-à-vis d'une agression.

L'autorité de la Société des Nations souffrait tout particulièrement quant on s'efforçait sans scrupules d'en faire un instrument des forces réactionnaires quelconques et des puissances privilégiées. S'il convient ici de rappeler les tristes leçons que la Société des Nations nous offre, c'est bien pour éviter à l'avenir les anciennes fautes encore qu'elles soient commises sous le couvert de nouvelles et belles promesses. On ne saurait toutefois compter sur la patience infinie des peuples, au cas où se manifesterait à nouveau l'incapacité des gouvernements de créer une organisation internationale pour protéger la vie paisible des gens, de leurs familles, de leurs jeunes générations contre les horreurs et les calamités des nouvelles guerres brigandières impérialistes.

Le Gouvernement Soviétique est un partisan sincère et ferme de la création d'une forte organisation internationale de Sécurité. Tout ce qui dépendra de lui et de ses efforts dans la cause commune en vue de créer pour la période d'après-guerre une telle organisation de paix et de sécurité des peuples sera faite avec une parfaite bonne volonté par le Gouvernement Soviétique. Nous collaborerons d'une manière complète avec tous les autres gouvernements réellement dévoués à cette noble cause.

Nous sommes certains que ce but historique sera atteint par les efforts communs des peuples pacifiques, en dépit de tous les obstacles qui se trouvent dans la voie de sa réalisation.

L'oeuvre remplie à Dumbarton Oaks l'année passée est une grande contribution à cette matière. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande Bretagne, de la Chine et de l'Union Soviétique y ont élaboré tels fondements de l'Organisation Internationale de Sécurité qui posent une base importante d'une Organisation Internationale d'un type nouveau. Tout récemment sur la proposition du grand Préident américain, Franklin Roosevelt un supplément important à ce projet a été adopté à la Conférence de Crimée. Grâce à tout cela la présente Conférence a un terrain ferme pour procéder avec succès à son activité.

Il est naturel que la nouvelle organisation de la sécurité internationale soit fondée sur la base qui a été mise par les Nations Unies en cette guerre.

On sait qu'en Europe au cours d'une lutte ardue contre l'ennemi commun une grande coalition des puissances démocratiques s'est formée. Grâce à la fondation de la coalition anglo-américano-soviétique la débacle du fascisme allemand et de ses suppôts a été assurée. Ayant en tête cette grande coalition les autres peuples de l'Europe, eux aussi, mènent une lutte pour leur libération. La coalition des grandes puissances, avec leur volonté inflexible de défendre leurs droits nationaux ainsi que les intérêts de la libération de tous les autres peuples victimes d'une agression sanglante, arrive à la fin de la tâche de la défaite de l'ennemi, de l'ennemi de toutes les Nations Unies. Elle en fut capable aussi bien par conscience de sa responsabilité historique que grâce aux ressources énormes tant en hommes qu'en matériel dont elle dispose, qu'elle n'a jamais manqué d'affecter, dans les buts exigés par les intérêts de la lutte contre l'ennemi commun. Mais nous ne devons jamais oublier que l'autorité acquise peut être facilement dissipée si l'on oublie certaines choses élémentaires comme les leçons que nous offre la Société des Nations ou les leçons de cette guerre au cours de laquelle les nations démocratiques se sont unies contre cette puissance impérialiste qui s'est considérée maître de l'Europe et qui a voulu imposer sa volonté presque à l'univers entier.

Cette coalition a été forgée dans le feu de la lutte et a déjà rendu de grands services à la cause des Nations Unies. On ne peut pas nier que la présence au sein de cette coalition d'un pays comme l'Union Soviétique où la question des relations mutuelles des grands et petits peuples fut résolue d'une façon suivie sur le pied d'égalité et d'un démocratisme réel, est d'une importance de recours aux mots d'ordre et aux arguments les plus démocratiques en apparence jusqu'à la défense hypocrite des intérêts des petites nations ou des principes de justice et de l'égalité des peuples. Mais en fin de compte, il n'importe pas de savoir par quels motifs ou sous quels prétextes on ferait sauter la création d'une organisation efficace de la sécurité des peuples. Si cette fois encore une telle organisation efficace pour la protection de la paix d'après-guerre n'est pas créée ce serait une nouvelle démonstration d'incapacité de venir à bout de ce grand problème par les forces dont nous disposons au moment actuel. Mais ceci ne constituerait pasla preuve que la nécessité d'une telle organisation n'est pas encore mûrie et que cette organisation ne serait pas créée dans l'avenir.

Nous ne devons pas sousestimer les difficultés de la formation d'une organisation internationale de sécurité. LÀ aussi nous ne pourrions trouver le chemin les yeux fermés. Nous devons être avertis de ces difficultés pour pouvoir les surmonter et, sans se livrer aux illusions , trouver enfin la voie sûre pour nous d'avancer vers ce noble but. Je voudrais en même temps assurer la Conférence en ce qui concerne l'Union Soviétique, que dans notre pays tout le peuple est élevé dans l'esprit de la fidélité à la cause de la formation d'une solide Organisation de Sécurité Internationale. Je voudrais aussi assurer la Conférence que les soviets écouteront avec attention la voix, les désirs et les propositions de tous les amis sincères de cette grande cause parmi les peuples du monde entier.

Vous n'ignorez pas que dans l'Union Soviétique il y a des millions de gens qui savent, les armes à la main, défendre leur Patire jusqu'au bout. En même temps ce n'est pas que dans notre pays soviétique que le peuple est dévoué de toute son âme à la cause de l'établissement de la paix générale solide et il est prêt à soutenir de toutes ses forces les efforts des autres nations dans la création d'une organisation sûre de la paix et de la sécurité des peuples. Vous devez bien savoir qu'en ce qui concerne la défense de la paix et de la sécurité des peuples on peut se fier à l'Union Soviétique. Cette [illegible] cause a le support infelxible de notre peuple pacifique, du Gouvernement Soviétique, de l'Armée Rouge, de notre grand Maréchal Staline. La tâche principale de la délégation du Gouvernement Soviétique est de donner expression à ces sentiments et à ces pensées des gens soviétiques.

Je finis mon discours par un souhait ardent de nos succès communs dans les travaux de cette Conférence.

MR. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, je donne maintenant la parole au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Président de la Délégation du Royaume-Uni, M. Anthony EDEN (Applaudissements).

Nul n'aurait pu choisir un cadre plus seyant pour cette Assemblée que la splendide ville de San Francisco, un des centres principaux de l'effort de guerre des Nations Unies.

San Francisco, qui place autant de confiance dans l'avenir que d'esprit de camaraderie dans le présent.

Notre reconnaissance profonde est due à la ville elle-même ainsi qu'à l'Etat de Californie tout entier qui, avec son hospitalité tranditionnelle nous a ouvert ses portes, et aussi au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis qui, dans un sens plus large, sont nos hôtes à cette Conférence mémorable.

La grande ombre d'une perte douloureuse plane sur nos réunions.

Personne ne peut parler dans cette Assemblée sans se rappeler le souvenir de Franklin Roosevelt, l'ami des peuples libres, le bon voisin.

Il envisageait de continuer dans la paix cette association étroite des nations libres qui nous a amenés tous au seuil de la victoire et dont, vraiment, la réunion d'aujourd'hui est le fruit.

C'était lui qui nous a appelés les Nations Unies, et nous honorons le mieux sa mémoire en nous montrant dignes de ce titre glorieux.

Entendons-nous sur le but de cette Conférence.

Nous ne sommes pas réunis ici pour rédiger les termes du Traité de paix.

Nous sommes réunis pour décider d'établir une Organisation mondiale qui aidera à maintenir la paix lorsque la victoire sera enfin remportée sur l'Allemagne et le Japon.

Au cours de l'histoire le monde a, parfois, tenté de règler,par le truchement d'un processus international, les différends entre nations par accord amical, plutôt que par la force. Toutefois, toutes ces tentatives se sont jusqu'ici heurtées à l'insuccès. Pourtant, personne ici ne doute que, en dépit de ces insuccès au passé, nous devons maintenant faire une nouvelle tentative et, cette fois, réussir à tout prix.

Tout ce qui avait rendu désirable un mécanisme international, sous une forme ou une autre, après la première guerre, rend aujourd'hui indispensable la création de ce mécanisme.

Au cours du siècle écoulé, et tout particulièrement au cours de ce dernier quart de siècle, les découvertes scientifiques ont servi à enrichir, voire même à exposer le monde au danger, mais elles ont servi surtout à le resserrer. Nous vivons dans un âge pour lequel nulle frontière naturelle, soit-elle formée de montagnes ou d'océans, ne peut garantir la sécurité contre les nouvelles armes mises par la science à la disposition des hommes. Tous les peuples ont maintenant conscience de cette réalité mordante qui les ronge douloureusement et ils sont désormais, je crois, prêts à accepter les implications qui s'en suivent et de supporter leur part des responsabilités qui s'imposent. C'est là qu'est la différence entre aujourd'hui et l'occasion manquée à la fin de la dernière guerre mondiale. Aujourd'hui, ce fait est évident aux yeux de tous. Que nous le désirions ou non, nous sommes tous voisins maintenant.

San Francisco est aussi proche de Berlin ou de Tokio que New York l'était de Washington il y a cent ans. Le monde d'aujourd'hui est une grande ville, et nos pays sont ses paroisses.

Nous en sommes les citoyens.

Il nous faut maintenant soit trouver le moyen de conduire les relations que nous entreprenons avec justice et avec honnêteté en laissant à toutes les nations, grandes et petites, toute latitude pour développer leur vie libre et indépendante--ou alors nous nous heurterons bientôt à nouveau à un autre conflit mondial qui, cette fois, Et elles peuvent aussi se soumettre à certaines règles de conduite internationale et les respecter scrupuleusement dans toutes leurs relations avec d'autres pays.

Plus la puissance d'un pays est grande, plus lourdes seront les responsabilités qui lui imposent d'utiliser cette puissance en respectant les droits des autres et en réprimant tous ses mouvements trop égoistes.

Quel fut le trait le plus sinistre des années qui ont précédé la lutte à laquelle nous participons aujourd'hui ?

Ce fut l'avilissement délibéré du code de relations internationales, la voie dans laquelle s'engagèrent l'Allemagne, l'Italie et le Japon afin d'atteindre leurs fins égoistes.

Ce fut l'habitude prise par ces puissances non seulement de violer constamment leurs engagements, mais encore d'utiliser les nouveaux engagements auxquels elles souscrivaient avec tant de facilité après chaque agression comme couverture à leur prochain crime.

Telle était leur technique.

Mais quel en fut le résultat ? Il vint un temps où les forces outragées de la civilisation durent se dresser contre ces pratiques; fatalement le monde sombra dans une guerre nouvelle.

Les Grandes Puissances ont une responsabilité toute particulière pour prévenir le retour de tels procédés.

J'ai souligné ici cette part de notre tâche qui doit déterminer les dispositions de la procédure internationale pour la solution des différends politiques.

Mais la solution des problèmes économiques est tout aussi importante, car si ceux-ci restaient en suspens, ils pourraient de leur propre chef donner naissance à une guerre future.

Cette tâche incombera au Conseil Economique et Social dont la création, comme il se doit, se place naturellement dans les Propositions que vous considérez actuellement.

C'est notre devoir d'assurer à ce Conseil les moyens de remplir son rôle dans le cadre de la paix future.

Voici donc nos deux tâches les plus immédiates, l'une politique, l'autre économique.

Poursuivons leur solution avec vigueur et sans délai.

Chaque heure apporte sans relâche, tant de l'Est que de l'Ouest, des événements d'une ampleur mondiale sans précédent.

Si nous ordonnons nos travaux avec efficacité et si nous travaillons jusqu'à la limite extrême de nos forces, il devrait sûrement nous être possible d'arriver à un accord sur notre Charte, avant quatre semaines.

Nous ne pouvons pas nous permettre de différer.

Messieurs, j'espère que nous nous fixerons une telle limite de temps et que nous nous efforcerons de ne pas la dépasser.

La présente Conférence comporte de lourdes responsabilités, mais elle présente aussi des opportunités magnifiques. Saisissons-les, dès maintenant. Dans les premiers jours de la guerre, je me rendis en Egypte pour y accueillir les soldats d'Australie et de Nouvelle-Zélande qui avaient quitté leurs pays pour venir protéger le Canal de Suez contre la menace imminente des troupes de Mussolini.

Le soir de leur arrivée, je parlais à un groupe de ces hommes des motifs qui les avaient décidés à s'engager comme volontaires dans cette entreprise. Comme l'un des hommes du groupe était resté silencieux, je me tournai enfin vers lui et lui demandai: "Qu'est-ce qui vous a décidé à venir ici ? " Il me répondit: "J'ai pensé qu'il y avait du travail à faire".

Au cours de ces six dernières années terribles, un nombre incalculable d'hommes ont donné leur vie pour le bien de l'humanité. A notre tour nous avons du travail à faire si nous ne voulons pas faillir à la mémoire de ces hommes.

Faisons-le avec courage, avec humilité, avec célérité.

Faisons-le sans plus attendre.

M. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, ceci termine la première séance plénière de laConférence. Puis-je vous rappeler que le Comité de Direction siègera demain matin à 10 h. 30 dans la salle où nous nous sommes réunis ce matin. La deuxième séance plénière se tiendra en ce Palais de l'Opéra, demain à 15 h. 30, et nous entendrons les distingués Présidents de plusieurs autres délégations.

Puis-je mentionner que lesvoitures des Présidents de délégations stationneront près de la porte située *a ma gauche-- à votre droite. La séance est levée.

The United Nations Conference
on International Organization

Doc.13 (English)
P/2
April 27, 1945

PLENARY

AGENDA FOR THE SECOND PLENARY SESSION

April 27, 1945

(1) Report of the meetings of the chairmen of delegations

(2) Statement by the chairmen of the delegations desiring to make statements. If the presentation of those statements is not completed at this plenary session, it will be continued at the next plenary session

---

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. 13 (FRENCH)
P/2
April 27, 1945

PLENARY

AGENDA DE LA DEUXIEME SEANCE PLENIERE

Le 27 avril 1945

(1) Compte-rendu des réunions des présidents des délégations

(2) Déclaration des présidents de délégations qui désirent être entendus. Au cas où leurs exposés ne seraient pas complétés au cours de cette séance plénière, ils seraient continués à la prochaine séance plénière.

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. 20 (English)
P/6
April 28, 1945

PLENARY

VERBATIM MINUTES OF THE SECOND PLENARY SESSION

OPERA HOUSE, APRIL 27, 1945, 3:58 p. m.

MR. STETTINIUS: Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen:

The Second Plenary Session of the United Nations Conference on International Organization is hereby convened.

The first part of our session this afternoon will be devoted to the business of organizing the Conference. After this is completed, the chairmen of the delegations, other than the chairmen of the sponsoring delegations who spoke at the First Plenary Session yesterday, will address the Conference.

The chairmen of the delegations met yesterday morning and again this morning for the purpose of considering and recommending to the Plenary Session the organization of the Conference. The meeting of the chairmen of delegations appointed the Chairman of the Delegation of Cuba, Dr. Guillermo Belt, as Rapporteur, who will now present to you his report based upon the action of the Steering Committee. Each item as it is presented by Dr. Belt will be considered immediately after it is read.

And I now welcome Dr. Belt to the rostrum.

DR. BELT: Thank you, Mr. Stettinius. The chairmen of all delegations represented at the United Nations Conference on International Organization met on April 26 and 27, 1945, at 10:30 a.m. for the purpose of organizing the Conference. The Honorable Edward R. Stettinius, Jr., temporary President of the Conference, acted as Chairman.

Working languages of the Conference:

The meeting recommends that at plenary sessions of the Conference addresses in English or French would not be interpreted into the other language, but that a translation would appear subsequently in the "Record". Delegates would be free to use any other language besides English or French, but in this case they should provide interpretations thereof into either English or French, at their choice. Interpretations may be made into both English or French if the speaker desires.

As regards meetings of commissions, technical committees, and subcommittees, it is recommended that interpretations from English into French and vice versa would be provided if the meeting in question so desired. Delegates would be free in these bodies also to speak in any other language, but should provide their own interpretations into either English or French.

MR. STETTINIUS: Does any delegate wish to comment upon this recommendation? In the absence of objection, the recommendation will be approved.

Dr. Belt, will you continue with your report?

DR. BELT: Official languages of the Conference:

The meeting recommends that English, Russian, Chinese, French, and Spanish be the official languages of the Conference.

A more detailed report on the question of languages will be submitted tomorrow.

MR. STETTINIUS: Is there any comment on this recommendation by any delegate? If not, the recommendation is approved.

DR. BELT: The meeting unanimously elected the Chairman of the Delegation of Cuba as its Rapporteur.

Secretary General of the Conference:

The meeting recommends the confirmation of the temporary Secretary General, Mr. Alger Hiss, as the Secretary General of the Conference.

MR. STETTINIUS: Hearing no objection, Ladies and Gentlemen, Mr. Hiss is approved by acclamation.

DR. BELT: Organization of the Conference:

The meeting approved the memorandum prepared by the temporary Secretary General on the proposed organization of the Conference, and will submit to the Conference its report based thereon as soon as possible

Election of presiding officers:

The meeting recommends that there be four Presidents, who will preside in rotation at the plenary sessions. These four may meet from time to time, with Mr. Stettinius presiding over these meetings, and Mr. Stettinius to be Chairman of the Executive and Steering Committees, the three others delegating full powers to Mr. Stettinius for conducting the business of the Conference.

MR. STETTINIUS: Has any delegate any comment on this suggestion? Is there any objection?

The recommendation is approved. Dr. Belt, will you proceed?

DR. BELT: Membership of the Executive Committee:

Francis Michael Forde or Herbert Vere Evatt, K.D., Chairman of the Delegation of Australia ,

Pedro Leão Velloso, Chairman of the Delegation of Brazil

W. L. Mackenzie King, M.P., Chairman of the Delegation of Canada

Joaquín Fernández y Fernández, Chairman of the Delegation of Chile

T. V. Soong, Chairman of the Delegation of China

Jan Masaryk, Chairman of the Delegation of Czechoslovakia

Georges Bidault, Chairman of the Delegation of France

Mostafa Adl, Chairman of the Delegation of Iran

Ezequiel Padilla, Chairman of the Delegation of Mexico

Eelco N. van Kleffens, Chairman of the Delegation of the Netherlands

V. M. Molotov, Chairman of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics

Anthony Eden, Chairman of the Delegation of the United Kingdom

Edward R. Stettinius, Jr., Chairman of the Delegation of the United States

Ivan Subasić, Chairman of the Delegation of Yugoslavia

MR. STETTINIUS: You have heard the recommendation for the membership of the Executive Committee. Are there any further nominations? If there are no further nominations, members of the Executive Committee will stand approved as recommended by the Steering Committee. Dr. Belt.

DR. BELT: Agenda of the Conference:

The meeting recommends that the Conference approve as its agenda the Dumbarton Oaks Proposals as supplemented at the Crimea Conference and by the Chinese proposals agreed to by all the sponsoring governments, and the comments thereon submitted by the participating countries.

MR. STETTINIUS: Has any delegate any comment on this recommendation? If there is no comment, the recommendation stands approved.

DR. BELT: Rules of procedure:

The meeting discussed the rules of procedure for the Conference on the basis of a memorandum prepared by the Secretariat. The report of the meeting will be submitted to the Conference in plenary session for its approval as soon as possible.

The initial membership of the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Byelo-Russian Soviet Socialist Republic in the proposed international organization:

The meeting recommends that the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Byelo-Russian Soviet Socialist Republic be invited to be initial members in the proposed international organization.

MR. STETTINIUS: Does any delegate wish to comment on this unanimous recommendation of the Steering Committee to the plenary session? Hearing no objection, the recommendation is approved.

DR. BELT: Credentials Committee:

The meeting appointed a Credentials Committee, composed of six members, appointed by the chairmen of the delegations of the following governments: Luxembourg (Chairman), Ecuador, Nicaragua, Syria, Saudi Arabia, Yugoslavia.

Participation of Poland in the Conference:

The meeting recommends to the Conference in plenary session the adoption of the following resolution:

> The governments of the United Nations express to the people of Poland their sympathy and their admiration. They hope that the constitution of a Polish Government, recognized as such by the sponsoring nations, will make it possible for Polish delegates to come and take part as soon as possible in the work of the Conference.

MR. STETTINIUS: Thank you, Dr. Belt, for your very fine and very brief and very efficient report. Gentlemen, the last resolution that Dr. Belt read was introduced this morning by the Foreign Minister of Belgium and has been recommended to the plenary session. Do I hear any objection to the adoption of this resolution? Hearing no objection, the resolution is approved. Thank you, Dr. Belt.

Ladies and Gentlemen, this completes the business to be taken up today. We now come to the second part of our program, and I recognize the Delegate from Australia who will speak in behalf of the Australian Delegation, the Right Honorable Francis M. Forde, Deputy Prime Minister of Australia.

MR. FORDE: Mr. President, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: Australia joins her voice with those of other nations in paying tribute to the memory of the late President Roosevelt. He fought the battle for world security for many testing years and I venture to suggest that he won it before he passed away.

We in Australia know in full the calamity of war; what it costs in sacrifice, human suffering, and wasted opportunities of peaceful development. We know that a nation with our population cannot hope to stand alone against the aggression of larger and stronger powers. That realization is the basis of our national policy.

The Australian Delegation is determined to do its utmost to make this Conference a success. We share the desire for despatch expressed yesterday by the Right Honorable Anthony Eden. We too are anxious to get down to business. We believe that yesterday's speeches indicated a real willingness to see the charter improved without impairing its fundamental principles. In our view the success of the Conference will be measured by one test: Will it bring into existence an organization which will give to the peoples of the world a reasonable assurance of security from war and reasonable prospect of international action to secure social justice and economic advancement?

The acceptance by the nations of the invitation to this Conference means that we are already agreed that world organization is necessary and that the Dumbarton Oaks draft is a suitable basis of discussion.

There is an even wider area of common agreement on relevant principles. For example, by the United Nations Declaration of January 1942, incorporating the text of the Atlantic Charter, and by subsequent adherence to that Declaration, all the United Nations have accepted three great postulates:

1. The establishment of a peace which will offer to all nations the means of dwelling in safety within their boundaries and which will afford an assurance that all the men in all the lands may live out their lives in freedom from fear and freedom from want.

2. The fullest collaboration in the economic field with the object of securing for all improved labor standards, economic advancement, and social security.

3. The eventual abandonment of the use of force, but in the meantime the immediate use of force to curb aggression.

Of course, no absolute guaranties can be given. But in the past the leaders of the United Nations have made solemn promises to our peoples and especially to our fighting men. History will pass a severe judgment upon us all if we fail in the endeavor to translate these promises into action.

The new association of nations must be endowed with sufficient military power to deal effectively and ruthlessly with any resurgence of Fascism and with any immediate threat to world peace. At the same time the constitution of the association must be made capable of development to meet new situations as they arise.

We are substantially agreed on basic objectives. We have to apply ourselves realistically and intensively to translating our fervent desires into firm commitments and into principles and methods of action.

Instruments like the Atlantic Charter did not sketch a charter for Europe alone. Over three years ago the Australian Government stressed the point that the principles of the Atlantic Charter were to be made effective as much in the Pacific and Asiatic countries as in those bordering the Atlantic. It is particularly fitting that this Conference is being held on the shores of the Pacific Ocean. The location will remind us, if reminder is needed, that even when European Fascism has been destroyed, another barbarous aggressor, Japan, must be compelled to surrender.

The cardinal points of Australia's policy in relation to security may be restated as follows:

(a) There must be speedy and orderly procedures for the peaceful handling of disputes between nations.

(b) There must be a system of sanctions which can be imposed very rapidly and which will be based on the united military strength of the great powers, but shared in by all powers.

(c) A permanent system of security can be made effective and acceptable only if it has a foundation in economic and social justice, and real international stability can be achieved only by promoting measures of economic advancement as well as by maintaining security.

with wide executive power and authorized to act immediately on behalf of members of the organization in meeting a threat of armed conflict. We also accept the principle that for the purposes of security the greater powers should act as a unit and therefore that these powers can be properly accorded special recognition. They will have the major responsibility for the joint exercise of military power. They are therefore entitled to all the rights and prerogatives which are incidental to or reasonably necessary for the application of sanctions against an aggressor.

One of those rights is the so-called "veto" power. The term "veto" is not altogether a happy one. In relation to sanctions, it means only this: that if the world organization is to exercise economic or military sanctions against an aggressor, which of course involves acts of war, its leading members must act unitedly or not at all. But the very considerations which are appropriate to enforcement action by the greater powers are out of place in relation to the settlement of disputes by means of conciliation, arbitration, or by other specific means. In such cases, which are covered by chapter VIII-A of the Proposals, the Security Council should be empowered to act by the proposed majority of seven without the requirement of the approval by each and every one of the five great powers. I think that this point of view is implicit in the Yalta formula, which in relation to chapter VIII-A prevents a power which is party to a dispute from voting at all. Why any of five powers which is not party to a dispute should be empowered to prevent attempts to settle it by means of conciliation and arbitration, we are quite unable to discover. We think a mistake has been made, and that all the powers concerned should be ready to correct it at this Conference.

Second, we consider that in the processes for the pacific settlement of disputes the maximum use should be made of the Permanent Court, both for fact-finding and for terminating disputes which are capable of settlement by reference to standards of international law. The Permanent Court has been a successful institution, and we hope a step forward will be taken in relation to its compulsory jurisdiction.

Third, we think express provision should be made in the Charter the better to secure the political independence and territorial integrity of individual nations. These rights are the very basis of a nation's existence. Unless they are fully respected, the principle of the sovereign equality of nations declared in the Moscow Declaration and the Dumbarton Oaks draft would become an empty phrase. At the same time we recognize that in the course of time adjustments in the existing

This, I may add, is the policy for which my colleague here, Dr. Evatt, has striven for years. I gladly acknowledge the ability and energy with which as Minister for External Affairs he has handled international problems of the war and post-war years.

Australia has welcomed the general acceptance of the Dumbarton Oaks principles. We do not speak as theorists, but because as a nation fighting in two wars, not for ourselves alone but for world security, we have learned by bitter experience that peace and security are indivisible and that nations in the Pacific cannot contract out of Europe any more than European nations can contract out of the Pacific.

There is one basic requirement fully and fairly recognized by the Dumbarton Oaks Proposals. For the organization to succeed, all members of the United Nations must pledge themselves to cooperate in carrying out, by force wherever needed, the decisions of the organization for the preservation of peace. We believe that the obligation to contribute to enforcement action should be accepted by all members and that decisions of the organization to apply enforcement measures should be equally binding on all members. The expectation that there will be complete and immediate application of measures for collective security is essential both to deter the would-be aggressor and to bring reassurance to the peoples of the world who look for security. In our view the acceptance of this obligation is fundamental.

It is now the duty and the opportunity of the Conference to pass from general principles to the practical working rules of the proposed organization. In this task we should attempt precision of thought and language and avoid the oratorical flourishes which only serve to conceal the real difficulties in hammering out a workable constitution. The best initial contribution any nation can make to this Conference is to say frankly where it stands, to indicate how much of the Dumbarton Oaks Proposals it is prepared to accept without reserve, and to set out the points on which it finds difficulty and seeks improvement. By this process we can ascertain the area of apparent difference. Then we should be able to reduce that area until it ceases to be of any significance.

While accepting the general principles of the Dumbarton Oaks Proposals, we are of opinion that in some respects they call for expansion and amendment. We propose, therefore, to make positive and constructive suggestions to the Conference on certain points. First, we accept the principle that there should be a Security Council of the world organization vested

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, I now have the pleasure of recognizing Señor Velloso, the Minister of State for Foreign Relations of Brazil. Señor Velloso.

MR. VELLOSO: Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen: I speak in English so that my distinguished American friends here present and the people of the United States may understand me at first hand.

In the name of the Brazilian Delegation, I wish to say a few words on the death of President Roosevelt.

The Brazilian people has lost a devoted friend with the passing away of the "greatest champion of freedom", as he was fittingly called by Winston Churchill. On the news of that sad event, throughout the vast extent of Brazil, the people, profoundly moved, showed that they well realized the tremendous loss which they together with the entire world had suffered.

The years of President Roosevelt's life at the White House were years of closest cooperation between Brazil and of the United States. Fortunately, we were not deaf to the repeated warnings which, on the eve of war, he gave on the evils which confronted the world. When the hour struck, without counting sacrifices or seeking any reward but the friendship of the American people, Brazil responded to his call for the defense of the Americas and of the civilized world.

No one better than President Roosevelt knew the cost to Brazil of the wholehearted contribution to the security of the American continent, the liberation of Europe, and the final victory of democratic ideals. No one more than he, who knew Brazil, its people, and its leaders, could better value the sincerity and the extent of our share in the war effort. In turn, both on the part of the government and of the people it became a debt of honor to respond to his idealism, in which we have had always the most absolute faith.

On the death of such a great friend, my country feels a certain consolation in the thought that it understood his aims and that it not spare any effort within the scope of its possibilities to help bring about his high designs. We shall always remember President Roosevelt as the man who through his generous deeds so greatly contributed to make the world believe again that goodness and idealism security of all peoples while, for one reason or another, many other countries did little or nothing to resist the aggressors.

Now we are being asked to commit ourselves to fight again in case of future aggression anywhere in the world. We must be reasonably certain that on these future occasions other nations will stand with us. Our case is not different from that of others, but it is vital to us to have a security system that will really give us security.

I have already emphasized the principle that under the proposed security system the obligation to contribute will be binding on all members. Acceptance of that principle implies that we must be ready to give, but in return there must be an assurance of security; an assurance that, if we are attacked, the nations of the world will come to our assistance just as we have, in fact, gone promptly to their assistance in the past.

Australia has given clear proof of her willingness to make sacrifices for security. She was in the war in 1914, immediately after the invasion of Belgium by Germany; she was in the war in 1939, immediately after the invasion of Poland by Germany. Therefore, the people of Australia and, I suggest, the people of every other country similarly situated have a right to look for reasonable assurance of security. One form the assurance can take is the knowledge that the members of the Security Council who will have to make decisions regarding enforcement action, will be real and not nominal security powers.

Let me turn now to the proposal for economic and social cooperation. Australia's foreign policy has long been especially concerned with the arrangements for economic and social cooperation. We take the view that peace and security must rest on economic justice and social security.

Apart from the relationship of welfare to security, welfare is an end in itself. Greater welfare, employment for all, and rising standards of living for the masses have been promised in international declarations, such as the Atlantic Charter, and in the national declarations of policies of most of the socially advanced countries of the world. All this has been poledged. It is necessary to redeem the pledge. The pledge should be written into the charter of the world organization as an objective, but that is not enough. Suitable machinery must be provided for the progressive fulfillment of the pledge.

The statement of principles is clear enough. The United Nations declared themselves in the Atlantic Charter in favor of the fullest collaboration between all nations in the economic field, with the object of securing for all improved labor standards, economic advancement, and social security. There is everything to be said for a repetition of the words of this plain declaration in the Charter of the world organization. The declaration is clear in its meaning.

We will, therefore, suggest the inclusion in the Charter of an undertaking by which all members of the organization will pledge themselves to take appropriate action, both national and international, for the purpose of securing for all peoples, including their own improved labor standards, economic advancement, and social security, and as part of that pledge to take appropriate action through the instrumentality of the General Assembly, the Economic and Social Council, the I.L.O., and such other bodies as may be brought into relationship with the international organization. We believe that member countries should not only enter into this pledge but should also accept the obligation to render reports on the action they are taking to carry it out.

We also propose that the Economic and Social Council be made one of the principal organs of the world organization, and will make proposals vesting in the Council certain powers and functions in addition to and in expansion of those set out in the Dumbarton Oaks Proposals.

We also believe that, in order to carry out its functions and responsibilities, the Economic and Social Council, like the Security Council, should be in permanent session with continuous representation of those nations elected to it. It comes to this--real stability in the post-war world can be achieved only by carefully building an organization that will do its utmost to assure the peoples of the world a full opportunity of living in freedom from want as well as in freedom from fear of external aggression.

The Australian Government urges that the Charter of the world organization should recognize that the main purpose of the administration of dependent or undeveloped territories is the welfare and advancement of the peoples of those territories. This was recognized in article XXII of the Covenant of the League of Nations in respect of territories which were at the disposal of the Allied Powers as a result of the war of 1914-18. While no doubt certain modifications arising out of experience should be made in the terms of existing mandates, on the whole we believe the system worked reasonably well. Certainly most of its principles could safely be extended to dependent territories taken away from our enemies in the present war. Subject to the over-riding requirements of controlling bases and facilities for the purpose of security, these detached territories should properly be held in trust for the native inhabitants. They should be administered under terms which will impose upon the administering power a duty to the United Nations to promote the welfare of these dependent peoples.

We believe also that this principle of trusteeship, which in modern times powers have frequently recognized in relation to their colonial possessions by positive unilateral declarations, cannot in principle be confirmed to undeveloped territories formerly belonging to our enemies in World War I or World War II. Otherwise, native peoples would be in a better position merely because they had once been under enemy sovereignty.

We, therefore, wish to see provision in the Charter for the continuance of the mandate system, the establishment of new mandates, the recognition of the principle that the purpose of the administration of dependent territories is the welfare and advancement of the peoples of such territories.

We also wish to see the setting up of an expert organ of the United Nations, the function of which will be to inform the world organization of the welfare and progress of the peoples of mandated territories and such other dependent territories as may be determined upon by appropriate action.

It is quite wrong to call such a system "international direction" or "international supervision". There would be no interference with sovereignty. All that would be done would be to treat the welfare of dependent peoples as a matter not only of local but of international concern.

We were reminded yesterday of the futility of straining after a perfect Charter. This is true, but we must not let that idea block the possibilities of improving the Charter here and now. Nor must we allow the possibilities of improvement later to be obstructed by adopting too rigid a constitutional form. Mr. Stettinius reminded us that ten vital amendments in the United States Constitution were made within four years of its adoption. The parallel must not be pushed too far. No amendment of the Charter as it now stands will be possible without the unanimous consent of the five permanent members of the Security Council. Any one of the five will therefore be able to make the present constitution immutable. If the United States Constitution had given to the five major original states a similar entrenched position, I do not think that many constitutional amendments would have been carried.

The Dumbarton Oaks plan as it stands bears very many characteristics of a mere prolongation into the years of peace of the type of great-power leadership that has been found necessary in order to win the war. It would be wise, therefore, to regard the plan as having many transitional features. If that is conceded, the organization could start off in the expectation that the Charter would be progressively modified to fit the normal conditions of international relations after the period of post-war rehabilitation has been completed. To that end, however, the amending process needs greater flexibility. Australia will propose an amendment for this purpose.

In placing Australia's views before you, my colleague, Dr. Evatt, and I have endeavored to state our position frankly and realistically. There is no time to waste on mere generalities. There is, as we have been reminded, a job to be done. We desire to serve our people and the peoples of the world. We will be no party to building up hopes for a better world unless the machinery for building that world is likely to work.

We put these views before the great powers in the hope and belief that, except in principle and general application, the Dumbarton Oaks Proposals will not be treated as sacrosanct or beyond criticism. Our confidence in, like our gratitude toward, those powers is very great. They have led us out of the jaws of death.

Our relationship to the United Kingdom is one of the closest kinship, and to the war effort of Great Britain the whole world owes a great debt. We admire the epic deeds of the Red Army and the great sacrifices of the people of the Soviet Union. China's long-sustained resistance against Japan gave us enough time to hold back that powerful and unscrupulous foe.

And toward the people of the United States of America whose soldiers have done so much for Australia, we will always be deeply grateful. For over three years, our cooperation with the United States in the Pacific has been of great and decisive significance. The Coral Sea Battle, the Midway Battle, the Solomons Battle, all these battles decided the fate of Australia. And had America not been able to send tens of thousands of the flower of her manhood and hundreds of fighters and bombers to the southwestern Pacific at that period, Australia would have been overrun by the Japanese.

To France we pay special homage because of our association in New Caledonia and the sacred memories of the first great war. France's rapid restoration as a great power rejoices the heart of all lovers of what is best in western civilization. And I speak with some feeling on this subject because in recent weeks my colleague, Dr. Evatt, and I had an opportunity of visiting

Paris, of meeting the French people, and of learning of the great revival that has taken place, and the way they are standing wholeheartedly behind their Government.

We appeal to all countries, and especially to the great powers, not to shrink from making improvements in the Charter merely because a little more time and a little more trouble will be required. What we can do, and what we must do, is to accept the general principles of the Dumbarton Oaks plan and proceed as soon as possible to consider all proposals for its improvement. By doing so, we will be doing our duty to those whose sacrifices have made this Conference possible. That is the duty of each of us. No man can do more, but no man should do less.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, I now recognize His Excellency the Minister for Foreign Affairs of Belgium, and the Chairman of the Belgian Delegation, Dr. Spaak.

Dr. Spaak spoke in French. An English translation follows.

Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen: I am here to represent a country, twice invaded, twice occupied, twice tortured by the Germans in a quarter of a century. A country essentially fond of peace, a happy country, satisfied with its fate, where on the whole life is easy and pleasant and where civilization is old and deep. A country which holds an honorable place in the world, a country which is passionately attached to peace. A country which has twice heroically resisted a catastrophe that befell it but one which measures fully what dangers a third possible trial would mean and wishes to accomplish everything in its power in order to avert it. This will explain to you why, as the bearer of the hopes of the Belgians, I have come here, together with the members of my Delegation, determined to work with all my heart in order to promote security and justice in international relations.

It may sound commonplace to repeat once again that we are living moments that will probably prove decisive in the world's history. But constant repetition may help to make us feel the full weight of our responsibilities. The eyes of millions of men and women are fixed upon us, expecting that from our endeavor will come the fulfilment of their hope and the assurance that their sorrows and their sufferings shall not have been borne in vain.

Yesterday, in his magnificent and encouraging speech, Mr. Eden told us that our task is a hard one, but that its possibilities are great. Nothing could be more true.

The peoples of the world have felt and understood the dangers that our civilization has just faced. They realize how nearly we escaped the tragedy of seeing disappear from the face of ~~the earth~~, for long, and perhaps forever, all that brings a price to life and dignity to mankind. With the sure instinct that so often guides them, they are prepared today to make the effort necessary to prevent the return of such a threat.

Let us not miss the chance that is offered us, for it might never return.

A complete and perfect international organization, including an effective subordination of all private concerns to the interest of the collectivity is certainly one of the wishes of humanity. Had we been asked to bind ourself to fatal end to the principles on which we wish to build peaceful human harmony. It must be a peace dynamic in the desire to find a solution to the social and economic problems of the world.

On these fundamental concepts we base our opinion that raising of the standard of living of the nations, cooperation in the campaign against disease and assistance in improving food, shelter, and living conditions should no longer in the modern world be attitudes emanating from the humanitarian and charitable instinct of the strongest but rather the elementary rights of man and of the need to live in peace.

The statute planned at Dumbarton Oaks and proposed for our consideration is a method for organizing the peace. Within its general framework the obligations established therein are related to the effort made by each of the great nations under whose auspices this Conference is being held. Hence, peace and understanding among the great powers form, together with the faith of the small ones, the working parts of this complex machinery which we are constructing.

The sacrifice of the invaded nations, the suffering of those masses harassed by misfortune and the gigantic effort of the great nations which have unconditionally placed the blood of their sons at the service of humanity--all these things do not fail to be felt by us even though they are far removed from our land, for we consider that those men and those women are brothers and sisters in grief. For the glorious sacrifices, our eternal gratitude; for those who return victorious, our supreme admiration.

This is why the anxieties of the great assembly of the United Nations have not been strange to my country, which, through its highest representative body--the Parliament--gave the work of an Indo-American thinker who sketched the general lines of an honest and real law of nations, which seeks to attain peace on the foundations of justice and law. I cannot fail to quote two fundamental concepts which are now and always will be recognized as incontestable truths of universal value:

> "In the Community of Nations, the possession of power and strength imposes upon the powerful obligations and duties the neglect of which would bring immediate damage upon the smaller ntions, and would in the end bring ruin or the threat of ruin upon the powerful nations.
>
> "Any political power that is not used principally, even though not exclusively, in the service of others will in the end consume the possessor of such power."

such an undertaking, I feel sure I would have been able to bring the full consent, both deeply pondered and enthusiastic, of all my compatriots.

It would be a mistake to pretend that the Dumbarton Oaks and Yalta proposals have brought us all that we wished, that they fulfilled all our hopes, that they claimed of us the maximum effort that we were ready to furnish. But my compatriots and myself are not of the kind that can be discouraged if the goal is not reached at the first try. We know that the road that leads to achievement is long and sometimes rugged, that progress is made in successive stages and of repeated efforts. The result of the combined work of the four great peace-loving powers has been accepted by us loyally as a basis for fruitful discussions.

It would be wrong, however, to allow oneself to criticize systematically the proposals that have been made to us, and not to notice what, in some fields, they have brought that is new and progressive. Indeed, how could we not greet joyfully the fact that the new international organization is this time offered to us by a group of nations among which are the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics?

The absence of these two great nations, at the time of the creation of the League of Nations, brought about consequences which weighed on international politics during the whole period between the two wars. The family of peace-loving countries, being incomplete, was necessarily weakened. The present participation of the United States and of the Union of Soviet Socialist Republics now constitutes a magnificent reinforcement, and this important fact in itself is cause for hope and faith.

But there is another cause for hope: the sketchy but promising tendency to forego, on some grounds, the traditional rule of unanimity that was necessary to the taking of effective decisions. Undoubtedly, we would have wished for more daring, but the sign is a hopeful one and it gives us reason to believe that, on the road newly opened today, the nations will march tomorrow with more determination.

There is also new ground for hope in the plan to create an international body of armed forces strong enough to assure the enforcement of the organization's decisions. This is the sort of realism that serves and serves powerfully the loftiest idealism.

And there is finally another reason for hope: the suggestion that economic and social cooperation will not be neglected.

Allow me to dwell for one minute on this point. Everybody now stresses the necessary solidarity that ought to manifest itself in times of war; and one is right in doing so. But this solidarity would probably become useless if the peoples of the world understood more clearly that they must help one another in times of peace. From a strategic point of view, there are no more frontiers. When war breaks out in one part of the world, it does not take long to overrun the whole world. And that is the terrible vision that is offered us, every once in a while, so as to remind us, as we have such a tendency to forget it, that we are all dependent upon one another.

But why do we have to wait for war to become conscious of this reality? It exists as well--it exists as much, it exists perhaps even more--in times of peace. It is fine to be united to achieve victory; but it would be so much finer and so much more effective and less costly to be united to build a better world.

One cannot limit oneself to laying down texts that can be applied only when the situation becomes serious. I wish that we could build something that would become part of our daily life, of our daily preoccupations, something that reminds us of its existence not only when the specter of war appears threateningly but also helps us to answer effectively the anguishing questions that will arise from the social and economical organization of the world of tomorrow.

I wish the international organization that will be the outcome of our work would offer us the solution not only of the problem of how to prevent war, not only the solution of what must be done to win it, should it after all break out, but also bring us the means to insure peace by giving men the chance to live happily by their labor.

It is fitting to remember now that President Roosevelt, the great leader whose will has brought us together here and whose loss we feel so cruelly, never separated in his mind the fight for peace from the struggle to insure economic cooperation and social security, and that the expression of his powerful and prophetic thought is to be found as much in the resolutions of Hot Springs, of Bretton Woods, and of Atlantic City as it is in the Washington Declarations of the United Nations.

We thus have reason to hope. But our faith, our optimism, and our good-will should not prevent us from seeing and stressing several difficulties.

The Dumbarton Oaks and Yalta proposals set us the whole problem of relationship between large, medium, and small powers.

It is impossible today to approach this question without saying immediately how comforting it has been for us to have President Truman repeat twice, in an interval of a few days, in the same words and with the same determination, that the big powers must serve and not dominate the world.

This generous statement is also a reasonable one. Between the big powers and the other nations, an atmosphere of confidence is indispensable to all International cooperation.

This faith is brought thereby to countries like mine, in particular, to which war means also occupation by the enemy--happy are those who have not experienced that trial, the most terrifying and painful of all--to countries whose ambition is to be, each in its own place and according to its means, the skilled craftsmen of a sound international policy. The great powers have no reason to distrust us. On the contrary, they should wish for and stimulate our cooperation.

We know how much we owe our great Allies. We know the sacrifices they have accepted in order to achieve victory, to reestablish peace, to give us back our independence, and to deliver us from German oppression. We hope and we want them to remain united. For we see in this unity the best pledge for world peace and, in consequence, for our security.

We know likewise that, in the organization to be set up, their heavy duties, their great responsibilities, assign to them a special part that we are willing to dedicate.

In all this, one can find but the just measure.

At a first glance, but only at the first, it seems easier to solve problems by an agreement limited to a few of the powers; but experience has proved that the cooperation of all states is a guaranty of justice, and it is only on justice that a lasting peace can be founded.

Our aims are the same, our ideal the same, our appreciation of realities the same. All we request is the right to express our opinions freely, to assume our share of the tasks that world security imposes, and to take part in the general responsibilities proportionately to our strength.

Let the great powers be freely accepted as leaders; we have faith in their strength and in their experience. But let them also never forget that, less prone to trust strength because we lack it, we see in the respect for justice and right the supreme guaranty of our existence.

This very preoccupation leads us to hope with other delegations, that the principles of law and morality on which the new organization is to be founded will be defined more thoroughly.

The will to maintain peace is indeed a most praiseworthy purpose, but recent history has demonstrated to us that it is necessary, in order to achieve this aim, to remain true to some rules of law.

We cannot disentangle, in our minds, the idea of justice from that of peace. And we must never be placed before the painful dilemma of having to choose between justice and peace. It is in such spirit of loyal and constructive cooperation that we wish to help solve the problems layed in the Dumbarton Oaks proposals, and thus answer the call that was sent out to us by the representatives of the sponsoring powers.

Yesterday, Mr. Eden urged us to work fast, to avoid getting lost in details, and not to forget that a task like the one we have undertaken today can always be completed, revised, and improved. He is right. Clear directives are what the world expects of us. The pact that we wish to build must undoubtedly be drawn up by specialists, but it is intended for the people of the world. Let it be simple, and let us never forget that the best texts are valueless if the spirit does not give them life.

What matters above all is our will to act and succeed and our passionate desire not to disappoint all those who hope. Now that victory is about to crown our efforts, we must have faith in those who have suffered, and we must persuade them that the sacrifices they have consented and the ordeals they have undergone were not in vain.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, I will now recognize the Vice-Chairman of the Bolivian Delegation, Señor Andrade, the Bolivian Ambassador to Washington.

MR. ANDRADE: Mr. President, Honorable Delegates of the United Nations: Basking in the hospitality of this city of San Francisco, California, we begin our work. I wish to express my appreciation in the name of the people and of my Government of Bolivia for the generous welcome which has been accorded to us.

Gentlemen: Like all the countries of the world, Bolivia is confident that this Conference will initiate an era of peace on the earth. The sentiments of my people are intense, because they grew out of a fund of hard historical experiences; this is why the sorrows of this war and the hope of this moment are those of my country, which needs and wants a just peace. Such a peace can be attained if we who have the mandate of the peoples to defend their dearest aspirations, affirm for the future an era of security, justice, and well-being.

Security as a result of collective and immediate action on the part of the states for the elimintion of causes of aggression; right and peace as the necessary means for attaining justice; and the different recourses of international law, with equal guaranties for all, will give a lofty significance to the ends and objectives which the world proposes to attain.

In order that such objectives may be more effective, there is also a need for the classification of an aggressor in the Charter of the world organization. Thus, all countries would know in advance what they must avoid in their international conduct, in order not to incur collective sanctions.

There will, therefore, be no lasting peace if justice in international relations is not established as an essential condition for its maintenance. To attain such peace, insuring harmony in the common life of states, we are assembled here, Honorable Delegates, with the certainty that we shall create an international order without precedent in history and capable of eliminating all unjust situations which may be maintained or which it may be attempted to maintain in the new juridical era which is contemplated.

Oppression and tyranny are peculiar not only to political power, but also to hunger and want. Well-being is liberation, and it is justice.

The men and nations who fall into a state of destitution and abandonment consititute fertile soil in which those who periodically seek domination of the world sow their hopes for power. The suffering masses sometimes destroy the foundation of their happiness in their frenzied desire to find the road to liberation.

The excessive difference in remuneration for the same quality and quantity of work is the essence of that inequality which nourishes hatred and which, in giving birth to privileged groups, likewise creates collective tyrannies.

The ideal thing is for all men to have equal opportunities for attaining happiness and enjoying the benefits of civilization. The peace for which we long must not have for its purpose the establishment of a social status quo, because in addition to being anti-human and consequently impossible, such a thing would mean a new form of oppression which would put a are strong enough to direct the destiny of mankind. We shall always be inspired by the undying memory of his noble heart and his brilliant intelligence.

It is still the light of his spirit which inspires us in this assembly. In the work being undertaken, as we follow the arduous path which he was the first to tread, we shall need to raise our thoughts to the heights where his were wont to dwell. He spoke for all of us when he said that in the future juridical world organization there should be no attempt, with the attributions conferred upon the great powers, to create a super state possessing its own policing authority. "We are seeking", he said, "agreements and arrangements through which the nations would maintain, according to their capacities, adequate forces to meet the needs of preventing war and making impossible deliberate preparations for war, and to have such forces available for joint action when necessary."

In this lucid conception of a new system of peace and security, distinctions between large and small nations disappear, so that the efforts of all be added together in the aim toward a single objective, even so because nations which are considered small today may be great, rich, and strong tomorrow.

It is, therefore, in the equality of political rights, beginning by those of sovereignty, that we must set the foundations of our system, as was recognized by all the speakers in yesterday's session. The People's Commissar for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, the Honorable Mr. Molotov, inquired in his address, however, up to what point would the peace-loving nations be disposed to waive prerogatives and rights in benefit of the efficiency of the future world organization. A nation which has always held in repugnance the resort to force for the solution of disagreements between peoples and which has always favored moral and juridical solutions, Brazil has never hesitated, when wounded in its sovereignty, or in virtue of international obligations, to assume the responsibilities and the burdens of war. While our participation in the struggle of 1914-18 was a limited one, we threw into the present conflict the resources at our disposal and gave an example of supreme loyalty and confidence when we placed at the disposal of our great ally, the United States, air and naval bases from which their forces and ours operated to expel enemy raiders from the South Atlantic and sweep away the submarine menace, insuring the safety of the stream of war matériel directed toward North Africa and Egypt.

There can be no doubt that this represented a considerable advance in the field of military cooperation between nations without detriment to the classical conception of the exercise of sovereignty, since those bases, placed at the service of the common cause, are and will continue to be Brazilian.

The contribution of Brazil to the victory of Allied arms did not stop here, however. Expeditionary forces of the Army and Air Force of Brazil have crossed the Atlantic to fight by the side of our Allies on the battlefields and in the skies of Italy, where we are still paying at the present time a heavy tribute to the ideals which we defend together.

In the event of a new conflict, in face of the progress in modern armament, and by force of our geographical situation, we are bound to become at once a battlefront. Exposed in this manner to the aggression of extra-continental powers, we shall constitute the advance defenses of the continent on the South Atlantic, within reach of naval and air operations.

The time is past when nations situated at a distance from the initial field of struggle could stay aloof, in selfish isolation, safe from destruction, from the crimes and monstrosities of war. No defense is afforded today by natural barriers, by mountains, rivers, or seas.

We all know, throughout all quarters of the world, the risks and dangers of the warlike fury of imperialistic nations. Brazil knows them; America and the world are awake to them.

Traditional principles, geographical imperatives, all impel us Brazilians, therefore, to prevent war and to desire the solid organization of a definitive system of security, for the efficiency of which we pledge all our resources in peace and in war, without demanding rewards and without measuring sacrifices.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, it gives me great pleasure to present to you as our closing speaker at this Second Plenary Session the Prime Minister of Canada, Mr. Mackenzie King.

We shall not be guided by considerations of national pride or prestige and shall not seek to have changes made for reasons such as these. We recognize the principle that power and responsibility must go hand in hand and that international security depends primarily upon the maintenance of an overwhelming preponderance of power on the side of peace. Power, however, is not exclusively concentrated in the hands of any four or five states, and the Conference should not act on the assumption that it is. Such a position would not only be contrary to the facts as they have been demonstrated in the past five years but it would also be dangerous to the cause of security itself, for it would foster in many smaller countries the development of a new type of isolationism, a feeling that the task of preserving the peace could be left exclusively to great powers. Such a habit of thought would make it difficult for the smaller powers to make their contribution. Experience has shown that the contribution of smaller powers is not a negligible one, either to the preserving of the peace or to its restoration when peace has been disturbed.

The people of Canada are firm in their resolve to do whatever lies in their power to insure that the world will not be engulfed for a third time by a tidal wave of savagery and despotism. That is why our Parliament overwhelmingly endorsed the acceptance of the invitation to Canada to participate in this Conference. That is why our Parliament accepted the proposals of the inviting powers as a satisfactory general basis for the discussion of the proposed Charter. That is why the Delegation from Canada received from Parliament a mandate to use its best endeavors at this Conference to further an agreement to establish a world security organization. The measure of the unanimity of our country is to be found in its delegation to this Conference. The delegates were selected while our Parliament was in session. They were chosen from both houses and from both sides of each house. They represent all important shades of opinion in Canada.

In conclusion, may I express my firm conviction that the spirit in which we approach the great task of this Conference will determine the measure of its success. It is for each nation to remember that over all nations is humanity. It is for all to remember that justice is the common concern of mankind. The years of war have surely taught the supreme lesson that men and nations should not be made to serve selfish national ends, whether those ends be isolated self-defense or world domination. Nations everywhere must unite to save and to serve humanity.

MR. STETTINIUS: Ladies and Gentlemen, that brings to a close our Second Plenary Session. I should like to

192

MR. MACKENZIE KING: Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen: The Canadian Delegation comes to this Conference with one central purpose in view. That purpose is to cooperate as completely as we can with the delegations of other nations in bringing into being, as soon as possible, a Charter of world security.

This Conference is meeting at a time without parallel in the history of human affairs. The present is one of those moments of transition when an old order is passing away. As representatives of the United Nations, we are all here to help lay the foundations of a new world order. The ends that we seek to serve transcend the limits of race and the bounds of nationality.

We would do well to seek to match our deliberations to the rapid movement of events. While the fires of war are still burning fiercely, the opportunity is given to this Conference to forge and fashion from those fires an instrument for world security. In the execution of this great task, there should be no avoidable delay. It is ours to give to grief-stricken humanity a hope of which it is in greater need today than it has ever been before. It is ours to help to bring into being a world community in which social security and human welfare will become a part of the inheritance of mankind.

The support we owe to the fighting forces of the United Nations must extend beyond the theaters of war. It must look beyond the end of hostilities. We owe it to all who have borne the heat of the strife; we owe it to the memory of those who have given their lives, to do all in our power to insure that their services and their sacrifice shall not have been in vain.

In the past, the sacrifices of human life in war have been commemorated in monuments of stone or bronze. The only memorial worthy of the service and sacrifice of this war is one which will help to secure to peoples everywhere the opportunities of a more abundant life.

Perhaps this great gathering would permit me, as one who represents a country which has such close ties with the United States, to say how deeply Canada felt and will continue to feel the loss of so close a friend and so good a neighbor as President Roosevelt. To many here who enjoyed his friendship, his death was a deeply moving, personal bereavement. To the United States, in its national bereavement, I should like again to express our sympathy.

But the passing of Franklin Roosevelt was more than a loss to neighboring countries. It is a loss to the whole

128

announce that the next plenary session will be held tomorrow morning at 10:30. I shall ask Dr. Soong to preside at that plenary session. The Fourth Plenary Session will be held tomorrow afternoon at 3:30. I shall ask Mr. Molotov to preside at that time. The following, the Fifth Plenary Session, will take place Monday afternoon at 3:30, and at that time I will ask the Right Honorable Anthony Eden to preside over that session.

Unless there is further business to come before the meeting, we will stand adjourned until 10:30 tomorrow morning in this same building.

The United Nations Conference
on International Organization

Doc.20 (French)
P/6
April 28, 1945

PLENARY

PROCES-VERBAL DE LA DEUXIEME SEANCE PLENIERE
Théatre de l'Opéra, le 27 Avril 1945 à 15 h.30

M. STETTINIUS: Chers Délégués, Mesdames et Messieurs, la deuxième séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale est ouverte.

La première partie de notre séance cet après-midi sera consacrée à l'organisation de laConférence. Après quoi, les Présidents des Délégations autres que les Présidents des Délégations des Nations à l'invitation desquelles se tient la Conférence, qui, eux, ont parlé à la première Séance Plénière, hier, adresseront la Conférence.

Les Présidents des Délégations se sont réunis hier matin et encore ce matin pour discuter et recommander à la Séance Plénière un projet d'organisation de la Conférence. Le Conseil des Présidents des Délégations a désigné le Dr. Guillermo Belt, Président de la Délégation de Cuba, comme rapporteur. Le Dr. Belt va maintenant vous présenter son rapport, basé sur les décisions du Comité de Direction. Chaque article, au fur et à mesure qu'il aura été présenté par le Dr. Belt, sera discuté immédiatement après avoir été lu.

Et maintenant je demande au Dr. Belt de vouloir bien venir à la tribune. M. le Dr. Belt (Applaudissements).

DR. BELT: Je vous remercie, Monsieur Stettinius. Les Présidents de toutes les Délégations représentées à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale se sont réunis les 26 et 27 Avril, 1945, à 10 h. 30, dans le but d'organiser la Conférence.

L'Honorable Edward R. Stettinius, Jr., Président intérimaire de la Conférence, fait fonction de Président.

Langues en usage à la Conférence:

Le Conseil recommande que lors des Séances Plénières de la Conférence, les discours en Anglais ou en Français ne seront pas interprétés d'une langue à l'autre; mais leurs traductions seront ultérieurement enregistrées aux Archives.

Les Délégués ont toute liberté de choisir une langue autre que l'Anglais ou le Français, mais, dans ce cas, ils doivent en fournir une interprétation anglaise ou française, à leur choix.

L'interprétation peut être faite en Anglais et en Français si l'orateur le désire.

En ce qui concerne les réunions des commissions, des comités techniques, et des sous-comités, il est recommandé que l'interprétation d'Anglais en Français et vice-versa soit prévu si l'assemblée en question désire ce service. Les Délégués ont, là aussi, toute liberté de s'exprimer en une autre langue à condition de fournir leur propre interprétation en Anglais ou en Français.

M. STETTINIUS: Les délégués désirent-ils faire des commentaires au sujet de cette recommandation ? S'il n'y a aucune objection, la recommandation sera acceptée.

DR. BELT, veuillez continuer votre rapport.

DR. BELT: Les langues officielles de la Conférence:

Le Conseil recommande que l'anglais, le russe, le chinois, le français et l'espagnol soient les langues de la Conférence.

Un rapport plus détaillé au sujet des langues sera fait demain.

M. STETTINIUS; Les Délégués désirent-ils faire des commentaires à ce sujet ? Sinon, la recommandation est acceptée.

DR. BELT: Le Conseil a élu à l'unanimité comme Rapporteur le Président de la Délégation de Cuba

Le Secrétaire Général de la Conférence:

Le Conseil recommande la nomination de M. Alger Hiss, Secrétaire Général intérimaire comme Secrétaire Général de la Conférence

M. STETTINIUS: N'entendant pas d'objection M. Hiss est nommé par acclamations

DR. BELT: Organisation de la Conférence.

Le Conseil a approuvé le memorandum préparé par le Secrétaire Général Intérimaire sur l'organisation proposée de la Conférence et soumettra à la Conférence, aussitôt que possible, son rapport basé sur ces propositions.

Election des Présidents de la Conférence:

Le Comité Exécutif recommande l'élection de quatre présidents qui présideraient, à tour de rôle, aux sessions plénières. Ces quatre présidents pourront se réunir, de temps à autre, sous la présidence de M. Stettinius, qui sera Président du Comité Exécutif et du Comité des Directions, les trois autres Présidents déléguant à M. Stettinius pleins pouvoirs pour assurer la bonne marche des travaux de la Conférence.

M. STETTINIUS: Les Délégués ont-ils un commentaire quelconque à ajouter à cette recommandation ? Y a-t-il objection ?

La recommandation est adoptée. Veuillez continuer Dr.Belt.

Dr. Belt: Membres du Comité Exécutif:

M. Francis Michael Forde ou M. Herbert Vere Evatt, KD, Président de la Délégation d'Australie.

M. Pedro Leão Velloso, Président de la Délégation du Brésil.

M. W.L. Mackenzie King M.P. Président de la Délégation du Canada.

M. Joaquin Fernández y Fernández, Président de la Délégation du Chili.

M. T.V. Soong, Président de la Délégation de la Chine.

M. Jan Masaryk, Président de la Délégation de la Tchécoslovaquie.

M. Georges Bidault, Président de la Délégation de la France.

M. Mustafa Adl, Président de la Délégation de l'Iran.

M. Ezequiel Padilla, Président de la Délégation du Mexique.

M. N. van Kleffens, Président de la Délégation des Pays-Bas.

M. V.M. Molotov, Président de la Délégation de L'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

M. Anthony Eden, Président de la Délégation du Royaume-Uni.

M. Edward R. Stettinius, Jr., Président de la Délégation des Etats-Unis.

M. Ivan Subasic, Président de la Délégation de la Yougoslavie.

M. STETTINIUS: Vous venez d'adopter les recommandations relativement à une liste de Membres du Comité Exécutif. Y a-t-il d'autres nominations ? S'il n'y a pas d'autres nominations, la liste recommandée par le Comité de Direction est approuvée,

Dr. BELT: Ordre du jour de la Conférence. Le Conseil recommande que la Conférence choisisse comme ordre du jour les propositions de Dumbarton Oaks complétées à la Conférence de Crimée et supplémentées par les propositions de la Chine. Telles qu'elles ont été acceptées par tous les Gouvernements convocateurs ainsi que les commentaires s'y rapportant soumis par les Gouvernements participants.

M. STETTINIUS: Les Délégués ont-ils des commentaires à présenter sur cette recommandation ? S'il n'y a aucune objection, la recommandation est acceptée.

Dr. BELT: Règles de procédure. Le Conseil a discuté les règles de procédure, pour la conférence; d'après un memorandum préparé par le Secretariat. Le procès-verbal de cette réunion sera soumis pour approbation à la Conférence en session plénière dès que ce sera possible.

Au sujet du statut de membre fondateur de l'organisation internationale à décerner à la République de l'Ukraine Soviétique Socialiste, et à la République de la Russie Blanche Soviétique Socialiste, le Conseil recommande que ces deux Républiques soient invitées à être membres fondateurs de l'organisation internationale proposée.

M. STETTINIUS: Y a-t-il quelqu'un parmi les délégués qui désire présenter des commentaires sur cette recommandation unanime du Comité de Direction à la Séance Plénière ? Il n'est pas exprimé d'avis contraire; la recommandation est adoptée.

DR. BELT: Comité de Vérification des Pouvoirs. Le Conseil de Vérification des Pouvoirs constitue un Comité composé de six membres, désignés par les Présidents des Délégations des Gouvernements suivants: Luxembourg, Présidence, Equateur, en échec l'agresseur présumé et pour rassurer les peuples du monde qui recherchent la sécurité, que l'on soit assuré d'une mise en application, immédiate et totale, de mesures de sécurité collective. A notre avis, l'acceptation de cette obligation est une nécessité fondamentale.

Notre Conférence a aujourd'hui la possibilité de faire passer l'organisation prévue du plan des principes généraux à celui des modalités pratiques d'application; c'est là son devoir.

Essayons, dans l'accomplissement de cette tâche, d'arriver à la précision de la pensée et du style, et évitons les formules oratoires qui ne servent qu'à cacher les difficultés réelles que présente l'élaboration d'une constitution efficace.

Au début, la contribution la plus utile qu'un pays peut apporter à la Conférence, c'est d'exposer franchement sa position, d'indiquer les propositions de Dumbarton Oaks qu'il est prêt à accepter sans réserve et de signaler celles pour lesquelles il éprouve des difficultés et qu'il désirerait voir améliorer. De cette manière, nous pourrons délimiter les zones de divergences apparentes, puis les réduire jusqu'au point où elles perdront toute importance réelle.

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

Tout en acceptant les principes généraux des Propositions de Dumbarton Oaks, nous sommes d'avis qu'à certains égards il est possible de les étendre et de les améliorer. Nous avons donc l'intention de présenter à la Conférence, sur certains points, des suggestions positives et constructives.

En premier lieu, nous acceptons le principe du Conseil de Sécurité de l'Organisation Mondiale, investi de larges pouvoirs exécutifs et du droit de prendre, au nom des membres de l'Organisation, des mesures immédiates en cas d'une menace de conflit armé.

Nous acceptons également le principe que, en vue d'assurer la sécurité, les grandes puissances agissent comme une seule entité et que, par conséquent, on peut, à juste titre, leur reconnaître un statut spécial.

C'est à elles qu'incomberont les responsabilités les plus importantes dans la mise en oeuvre commune des ressources militaires. Il est donc juste qu'elles jouissent de tous les droits et prérogatives que comporte ou que peut nécessiter l'application de sanctions contre un pays agresseur.

DROIT DE VETO DES GRANDES PUISSANCES

L'un de ces droits est celui qui est connu sous le nom de droit de veto; le choix du terme veto n'est d'ailleurs pas très heureux. S'appliquant aux sanctions, il veut seulement dire ceci: si l'organisation mondiale est appelée à exercer contre un agresseur des sanctions d'ordre économique ou militaire, entraînant des actes de guerre, ses membres dirigeants doivent soit agir en parfaite union, soit s'abstenir de toute action. Mais ces considérations mêmes, qui sont à leur place dans le cas d'action coercitive entreprise par les grandes nations, sont incompatibles avec le règlement de différends par la conciliation, l'arbitrage ou d'autres méthodes d'ordre pacifique. Dans des cas de ce genre--qui sont prévus au Chapitre VIII A des propositions--le Conseil de Sécurité aura le droit d'agir sur décision prise à majorité proposée de sept voix, sans que le consentement de chacune des cinq grandes Puissances soit nécessaire. Je crois que ce point de vue résulte implicitement de la formule adoptée à Yalta, laquelle, en ce qui concerne le Chapître VIII A, enlève le droit de vote à toute nation se trouvant partie à un différend.

Nous ne comprenons pas du tout pourquoi l'une quelconque des cinq grandes puissances n'étant pas directement impliquée dans un différend, aurait le droit d'empêcher que l'on essaie de régler ce différend par la conciliation ou l'arbitrage. Nous pensons qu'une erreur a été commise sur ce point et que toutes les puissances intéressées seront d'accord pour la corriger au cours de la présente Conférence.

LA COUR PERMANENTE

Nous considérons en second lieu que, dans les méthodes de règlement pacifique des différends, il conviendrait d'utiliser, dans toute la mesure possible, la Cour permanente de Justice, à la fois pour l'enquête sur les faits et pour la solution des différends qui sont susceptibles d'être réglés suivant les principes du droit international.

La Cour permanente est une institution qui a très bien réussi et nous espérons que des progrès seront faits dans le sens du caractère obligatoire de cette juridiction.

INTEGRITE TERRITORIALE

Nous pensons enfin que des dispositions formelles doivent être introduites dans la Charte en vue de mieux assurer l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des Etats.

Ces droits constituent la base même de l'existence des nations. S'ils ne sont pas pleinement respectés, le principe de l'égalité des nations dans la souveraineté proclamé dans la Déclaration de Moscou et dans les propositions de Dumbarton Oaks devient une formule vide de sens.

Nous reconnaissons en même temps que, dans l'avenir, il pourra devenir nécessaire d'apporter des modifications à l'ordre existant, moins pour le maintien de la paix que pour le progrès de la justice internationale.

La Charte serait donc bien inspirée en déclarant que l'Organisation doit exercer ses pouvoirs en vue du progrès de la justice et du règne du droit. Il conviendrait également d'introduire dans la Charte une disposition en vertu de laquelle tous les membres s'engageraient formellement à ne pas recourir, dans leurs relations internationales, à l'emploi de la force ou à des menaces contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État.

L'application de ce principe permettrait de donner l'assurance qu'aucune question concernant la modification de frontières ou la suppression de l'indépendance d'un État ne pourrait être réglée autrement que par des négociations pacifiques. Il devrait être entendu clairement que tout État qui tenterait d'étendre ses frontières en ayant recours à la force ou à des menaces violerait, de ce fait, un engagement formel et solennel contracté en vertu de la Charte. Dans un cas de ce genre, il serait certainement impossible au Conseil de régler le différend en faveur de la nation ayant violé ses engagements.

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE

Les pouvoirs et fonctions de l'Assemblée en ce qui concerne le règlement de différends devraient être définis plus clairement. L'Assemblée Générale doit comprendre tous les membres. Elle devrait être appelée à devenir l'organisme central ou le forum à la tribune duquel la conscience des peuples du monde pourrait trouver sa plus puissante expression. Nous admettons une exception, et une seule, au droit de l'Assemblée d'examiner toute question affectant les relations internationales et de faire, comme elle l'entend, des recommandations à leur sujet. Pendant que le Conseil de Sécurité connaît d'un différend conformément aux dispositions du Chapitre VIII des Propositions de Dumbarton Oaks, il convient de ne rien faire qui puisse amoindrir l'autorité du Conseil ou mettre obstacle au prompt règlement du différend. Nous suggérons qu'au moment où il se saisit d'un litige, le Conseil de Sécurité indique clairement s'il se charge effectivement de l'affaire. Durant la période pendant laquelle la question est ainsi examinée, il est normal que l'on enlève à l'Assemblée le droit de traiter la question de sa propre initiative. Cependant, il est essentiel également que l'Assemblée soit tenue au courant de la situation, de façon à être en mesure de faire toutes recommandations utiles au sujet de cette question, au cas où le différend resterait sans solution au sein du Conseil de Sécurité. C'est de cette façon que le litige sino-japonais demeura en suspens pendant la période

Nicaragua, Syrie, Arabie Saoudite, Yougoslavie.

Participation de la Pologne à cette Conférence. Le Conseil recommande à la Conférence Plenière l'adoption de la résolution suivante:

> "Les Gouvernements des Nations Unies expriment au peuple polonais leur sympathie et leur admiration. Ils esperent que, grâce à la constitution d'un Gouvernement Polonais, reconnu comme tel par les Nations invitantes, des délégués polonais pourront participer aussitôt que possible aux travaux de la Conférence."

M. STETTINIUS: Je vous remercie, Dr. Belt, pour votre excellent, très concis et très effectif rapport. Messieurs, la résolution dont le Dr. Belt vient de donner lecture et qui a été proposée ce matin par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, est soumise à l'approbation de la Séance Plénière. Y a-t-il des avis contraires ? Il n'est pas exprimé d'avis contraire; la résolution est adoptée je vous remercie, Dr. Belt.

Mesdames et Messieurs, ceci termine la première partie de l'ordre du jour; nous arrivons maintenant à la deuxième partie, je donne la parole au Délégué de l'Australie, le tres Honorable Francis M. Forde, Premier Ministre Adjoint d'Australie.

M. FORDE :

Monsieur le Président, Messieurs les Délégués, Mesdames, Messieurs.

L'Australie s'associe aux autres nations pour rendre hommage à la mémoire du Président Roosevelt. Pendant de longues et dures années, il a lutté avec acharnement pour la cause de la sécurité mondiale, et il est permis de dire qu'il a remporté la victoire avant de nous quitter.

Voilà six ans que les troupes australiennes combattent l'agression dans le monde entier et, sur une population totale d'un peu plus de sept millions, près d'un million d'hommes des forces armées australiennes ont livré combat en Europe, en Afrique, en Moyen-Orient, en Asie, dans la région du Pacifique et sur les mers. Une fois déjà, de 1914 à 1918, des Australiens, par centaines de milliers, avaient parcouru le monde pour accomplir la même mission--celle de repousser l'agression.

Nous n'ignorons rien des misères de la guerre, de ce que la guerre représente de sacrifices, de souffrances humaines, de possibilités de progrès perdues. Nous savons qu'un pays ayant notre population ne peut guère espérer s'opposer seul aux entreprises de puissances plus grandes et plus fortes. Cette considération est à la base de notre politique nationale.

Les Australiens, s'ils ont pris volontiers leur part lorsqu'il s'est agi de défendre leur pays en même temps que d'autres, savent qu'il ne saurait exister de paix sans une organisation efficace de la sécurité collective.

La Délégation australienne est décidée à faire tous ses efforts pour assurer le succès de la Conférence. Nous partageons le désir exprimé hier par M. Eden d'aboutir rapidement. Comme lui, nous tenons à nous mettre promptement au travail. A notre avis, les discours prononcés hier dénotaient une volonté sincère d'améliorer la charte actuelle, sans en affaiblir les principes fondamentaux.

Un seul résultat donnera la mesure du succès de la Conférence: sera-t-elle à même de créer une organisation qui apportera aux nations du monde une garantie raisonnable de sécurité contre la guerre et une perspective raisonnable d'arrangements internationaux propres à instaurer la justice sociale et favoriser le progrès économique ?

En acceptant de participer à cette Conférence, les nations ont montré qu'elles avaient reconnu qu'une organisation du monde est nécessaire et que le plan de Dumbarton Oaks constitue une base de discussion satisfaisante.

Les possibilités d'accord sont encore plus vastes en ce qui concerne les principes en cause. C'est ainsi que, par une déclaration faite en janvier 1942, reproduisant le texte de la Charte de l'Atlantique, et par des adhésions ultérieures à cette déclaration, toutes les Nations Unies ont accepté trois grands principes:

1) L'instauration d'une paix qui apportera à toutes les nations la possibilité de vivre en sécurité dans leurs frontières et à tous les hommes de tous les pays la certitude que leur existence s'écoulera à l'abri de la peur et du besoin.

2) La collaboration la plus totale dans le domaine économique en vue de réaliser pour tous une amélioration des conditions de travail et d'apporter à tous le progrès économique et la sécurité sociale.

3) Ultérieurement, la renonciation à l'emploi de la force, mais, dans l'intervalle, le recours à la force pour réduire l'agression.

Bien entendu, il ne saurait être question de fournir des garanties absolues, mais, dans le passé, les dirigeants des Nations Unies ont pris des engagements solennels envers nos peuples et particulièrement envers nos soldats. L'histoire nous jugerait tous sévèrement si nous ne parvenions pas à traduire ces promesses en actes.

Cette nouvelle société de nations devra disposer d'une puissance militaire capable de s'opposer efficacement et sans ménagement à un retour offensif du fascisme et d'éliminer toute menace immédiate à la paix du monde. Il sera nécessaire, d'autre part qu'une constitution puisse être développée de façon à répondre à des situations nouvelles au fur et à mesure qu'il s'en présentera.

L'accord a été largement réalisé sur les objectifs essentiels. Il nous appartient de nous employer, dans un esprit réaliste et vigoureux, à traduire nos désirs en engagements fermes, en principes et en méthodes d'action.

Des instruments tels que la Charte de l'Atlantique ne sont pas valables pour l'Europe seulement. Il y a plus de trois ans, le Gouvernement australien avait marqué que les principes de cette charte devaient être mis en vigueur aussi bien dans les pays du Pacifique et de l'Asie que dans ceux qui bordent l'Atlantique. Il était normal que la présente Conférence se tînt sur les rives de l'Océan Pacifique. Ce site nous rappellera--s'il en est besoin--que même lorsque le fascisme européen aura été abattu, un autre agresseur, un autre barbare, le Japon, devra être contraint à la capitulation.

Les points essentiels de la politique australienne touchant la sécurité peuvent être exprimés à nouveau sous la forme suivante:

a) Il y aura lieu d'instaurer des procédures rapides et méthodiques en vue du règlement pacifique des différends entre nations.

b) L'on devra disposer d'un système de sanctions applicables très rapidement et qui devront être fondées sur la force militaire coalisée des grandes Puissances, mais auxquelles tous les pays participeront.

c) Il est indispensable, pour qu'un système de sécurité soit efficace et acceptable, qu'il soit fondé sur la justice économique et sociale et l'on ne réalisera véritablement la stabilité internationale qu'en favorisant les mesures de progrès économique et en maintenant la sécurité.

Telles étant nos opinions, nous nous sommes réjouis de ce que les principes de Dumbarton Oaks aient rencontré l'agrément général. Les Australiens ne parlent point en théoriciens, au contraire, en tant que nation ayant pris part à deux guerres mondiales, non pas seulement pour eux, mais aussi pour la sécurité mondiale, la dure lecon des faits leur a appris que la paix et la sécurité sont indivisibles et que les nations du Pacifique ne peuvent pas plus se tenir à l'écart de l'Europe que les nations européennes du Pacifique

L'ACCEPTATION D'ENGAGEMENTS OBLIGATOIRES

Il existe une nécessité fondamentale que reconnaissent pleinement et de bonne foi les Propositions de Dumbarton Oaks. Pour que l'Organisation puisse remplir son rôle, il est indispensable que tous les membres des Nations Unies s'engagent à coopérer par la force, en quelque lieu que ce soit, à l'exécution des décisions prises par l'Organisation en vue de sauvegarder la paix. Nous sommes convaincus que tous les membres doivent accepter l'obligation de contribuer à une action coercitive et que les décisions de l'Organisation d'appliquer des mesures de ce genre doivent être obligatoires au même titre pour tous les membres. Il est essentiel, en effet, pour tenir durant laquelle le Japon se chargea le premier d'apprendre aux autres agresseurs fascistes la maniere dont on se moque des obligations internationales.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Nous devons parler franchement de la composition du Conseil de Sécurité. Ce Conseil sera investi, en ce qui concerne l'emploi de la force par l'Organisation mondiale, de pouvoirs immenses. Comme je l'ai dejà dit, les grandes puissances ont droit à une position spéciale pour l'application de sanctions. Une action commune est essentielle pour tenir l'agresseur en respect. Mais l'application de ce même principe au choix des membres non-permanents du Conseil exige que l'on prenne tout spécialement en considération les preuves de la bonne volonté de ces membres et leur capacité d'apporter une contribution substantielle à la sécurité. Nous devrons reconnaître que, en dehors des grandes puissances, il en existe d'autres, sur lesquelles, en raison de leurs ressources et de leur situation géographique, il y aura lieu de compter tout particulierement pour le maintien de la paix et de la sécurité dans diverses régions du globe. De même que la France, le Canada et certains autres pays, l'Australie a constamment suivi ce principe. Mais il existe un autre principe encore plus important. Certaines nations, qui ne sont pas classées parmi les grandes puissances, ont prouvé par leur attitude au cours de deux guerres mondiales, qu'elles ont non seulement la possibilité mais aussi la volonté de combattre pour résister a la menace de tyrannie mondiale des agresseurs. Ces puissances sont, dans un sens, des vétérans aguerris dans la lutte contre la dictature fasciste qui menace la sécurité du monde. Elles sont réellement des "puissances contribuant a la sécurité". Elles ont droit à une considération spéciale dans toute organisation tendant à la sécurité.

Ce droit spécial peut leur être reconnu de différentes façons. On peut suggérer d'établir des catégories de membres non-permanents de telle sorte que les membres non-permanents du Conseil de sécurité représentent en fait des puissances dont les ressources matérielles, la situation géographique et la détermination de résister à toute agression rendent la co-opération effective avec les grandes puissances absolument essentielle au fonctionnement efficace d'un systeme de sécurité.

"PUISSANCES CONTRIBUANT A LA SECURITE"

J'ai tout particulièrement insisté sur le sujet de la sécurité, parce que c'est une question qui nous touche de très près. Nos soldats, nos marins et nos aviateurs se battent

depuis plus de cinq ans contre les agresseurs sur presque tous les fronts de la guerre mondiale. Nous n'avons eu, pendant une partie de cette période d'autre appui que celui de nos propres parents et amis britanniques et que la force de nos propres armes. Une partie de nos possessions extérieures a été envahie et toute notre vie nationale a été bouleversée. D'autres pays ont également subi le même sort--des pays qui, au cour des deux guerres mondiales, se sont battus jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources et qui ont subi le plus fort de la bataille afin d'assurer la sécurité de tous les peuples--alors que, pour une raison ou pour une autre, un grand nombre d'autres pays n'ont fait que peu ou pas d'efforts pour résister aux agresseurs.

On exige de nous maintenant que nous nous engagions à nous battre de nouveau et, ce, en n'importe quel point du globe--dans l'éventualité d'une agression future. Nous devons avoir la certitude raisonnable que, dans l'avenir, d'autres nations se joindront à nous contre l'agresseur. Notre cas ne diffère en rien de celui des autres nations. Mais il est vital pour nous d'avoi un système de sécurité qui nous donne réellement la sécurité nécessaire.

J'ai déjà insisté sur le principe en vertu duquel, d'après le système de sécurité proposé, tous les membres seraient tenus de prêter leur concours. L'acceptation de ce principe implique que nous devons être prêts à fournir un tel concours. Mais en échange nous devons pouvoir compter sur la sécurité; nous devons avoir l'assurance que, si on nous attaque, les nations du monde viendront à notre secours comme nous avons été au leur dans le passé.

L'Australie a donné une preuve évidente de son désir de faire des sacrifices pour la sécurité. Elle entra dans la guerre en 1914 aussitôt que la Belgique fût envahie par l'Allemagne. Elle entra dans la guerre en 1939 après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne.

Par conséquent, le peuple de l'Australie et, je présume, le peuple de tout autre pays dans une situation analogue, ont le droit de rechercher les assurances raisonnables de sécurité. Une des formes que cette assurance peut prendre, c'est de savoir que les membres du Conseil de Sécurité qui auront à prendre des décisions concernant les mesures coercitives seront réellement et non pas seulement nominalement des puissances facteurs de sécurité.

Ceci n'est pas une question qui touche seulement les délégations réunies aujourd'hui ici. L'appel en faveur de la sécurité vient de tous les peuples du monde--des hommes et des femmes qui ont combattu et souffert. Ces peuples du monde ne se contenteront pas d'une constitution qui peut être menacée par un dange

venant de l'intérieur, comme l'était la Société des Nations. En raison du développement gigantesque des armes, la vie ou la mort du monde civilisé dépendant de la justesse des décisions qui seront prises ici--de l'assurance de la sécurité du monde, de l'institution d'une obligation militaire qui soit universelle et qui soit respectée, et de la certitude que l'agression sera supprimée par la force de tous, quel que soit l'endroit où elle lève sa hideuse tête. Nous devons veiller à ce que la sécurité soit servie par des méthodes régulières pour la solution de conflits conformément aux principes de justice ouvertement proclamés, et, avant tout à ce que l'Organisation soit dirigée d'une façon réaliste et vigoureuse par les puissances qui ont prouvé qu'elles voulaient résister à l'agression jusqu'à la mort.

COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Permettez-moi maintenant d'examiner les projets de coopération économique et sociale. La politique étrangère de l'Australie s'est depuis longtemps particulièrement intéressée aux mesures à prendre en vue d'une coopération économique et sociale.

Notre point de vue est que la paix et la sécurité doivent reposer sur la justice économique et la sécurité sociale. Indépendamment des rapports entre le bien-être et la sécurité, le bien-être demeure une fin en lui-même. Un plus grand bien-être du travail pour tous et des conditions de vie plus satisfaisantes ont été promis dans les déclarations internationales, telle que la Charte de l'Atlantique ainsi que dans les déclarations politiques nationales de la plupart des nations avancées au poi de vue social. Tout ceci a été promis. Il est nécessaire de renouveler cette promesse. Elle doit êtreinscrite dans la charte de l'organisation mondiale comme un objectif à atteindre. Mais ceci n'est pas suffisant. Un organisme approprié doit êtr prévu pour la réalisation progressive de cette promesse.

L'exposé de ces principes est suffisamment clair. Les Nations Unies, dans la Charte de l'Atlantique, se déclarèrent en faveur de la plus "complète collaboration dans le domaine économique entre toutes les nations, dans le but d'assurer à tous des conditions de travail meilleures, le progrès économique et la sécurité sociale". On ne saurait trop recommander de prendre dans la charte de l'Organisation Mondiale, les mots de cette déclaration si claire. Cette déclaration a un sens très net. C'est pourquoi nous proposons d'insérer dans la charte une clause par laquelle tous les membres de l'Organisation s'engageront à prendre les mesures nécessaires d'un caractère national ou international en vue d'assurer à tous les peuples, y compris le leur des conditions de travail meilleures, un progrè économique et la sécurité sociale; dans cet engagement sera co pris l'obligation de prendre des mesures appropriées par l'intermédiaire de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, du Bureau International du Travail et de tous autres organismes qui pourront entrer en relations avec l'Organisation internationale.

Nous pensons que les pays membres devraient non seulement contracter cet engagement, mais aussi accepter de rendre compte des mesures prises pour son exécution.

Nous proposons également que le Conseil économique et social devienne un des principaux organes de l'Organisation mondiale et qu'il soit investi de certains pouvoirs et certaines fonctions complétant et développant ceux qui ont été prévus dans les propositions de Dumbarton Oaks.

Nous sommes également convaincus qu'en vue de remplir ses fonctions et ses obligations, le Conseil Economique et Social, de même que le Conseil de Sécurité, doit siéger en permanence, avec une représentation constante des nations qui y sont élues. Ceci revient à dire qu'une stabilité réelle dans le monde d'après-guerre ne sera obtenue que par la création d'une Organisation bien au point qui fera tout ce qu'elle peut pour assurer aux peuples du monde la possibilité de vivre, libérés du besoin et de la crainte d'une agression extérieure.

PEUPLES TRIBUTAIRES

Le Gouvernement Australien insiste pour que la Charte de l'Organisation mondiale reconnaisse que le but essentiel de l'administration des territoires tributaires ou qui ne sont pas encore développés, est le bien-être et le progrès des peuples de ces territoires. Ce principe a été reconnu par l'Article XXII du Pacte de la Société des Nations en ce qui concernait les territoires qui se sont trouvés à la disposition des Puissances Alliées à la suite de la guerre de 1914-1918. Il n'est pas douteux que, pour tenir compte de l'expérience, certaines modifications doivent être apportées aux dispositions des mandats existants; nous pensons cependant que dans son ensemble, le système a donné d'assez bons résultats.

Il est certain que la plupart des principes de ce système pourraient être appliqués aux territoires tributaires enlevés à nos ennemis au cours de cette guerre. Sous réserve des nécessités inéluctables du contrôle des bases et des installations, en vue de la sécurité, ces territoires détachés devraient être gérés au profit des indigènes. Ils devraient être administrés dans des conditions qui imposeraient à lapuissance chargée de cette tâche l'obligation de développer le bien-être de ces peuples tributaires.

Nous croyons également que ce principe de "trusteeship" reconnu à diverses reprises de nos jours par lesPuissances pour leurs possessions coloniales dans des déclarations unilatérales et formelles, ne peut pas être limité aux territoires peu développés ayant appartenu à nos ennemis des première et deuxième guerres mondiales. Sinon les peuples indigènes se trouveraient dans une meilleure situation pour la seule raison qu'ils ont été à un moment donné sous la domination de l'ennemi.

C'est pourquoi nous souhaitons voir insérer dans la Charte des dispositions qui prolongent le système des mandats, qui instituent de nouveaux mandats et qui reconnaissent le principe suivant lequel le but de l'administration des territoires tributaires est le bien-être et le progrès des peuples de ces territoires. C'est également notre voeu de voir s'établir un organisme des Nations Unies composé d'experts dont la fonction consisterait à tenir l'Organisation mondiale au courant du bien-être et des progrès des peuples des territoires sous mandat et des autres territoires tributaires qui pourraient être désignés par une action appropriée.

Il est erroné d'appeler un tel système "direction internationale" ou "surveillance internationale". Il n'y aurait pas d'intervention dans l'exercice de la souveraineté nationale. On se bornerait à considérer le bien-être des peuples tributaires comme une question d'intérêt non seulement régional, mais international.

On nous a rappelé hier qu'il serait vain de vouloir élaborer une Charte parfaite; cela est vrai mais cette idée ne doit pas nous empêcher de profiter de l'occasion qui s'offre de l'améliorer dès maintenant. Nous ne devons pas, non plus, adopter une constitution trop rigide qui mettrait obstacle aux améliorations futures. M. Stettinius nous a rappelé que dix amendements d'une importance capitale ont été apportés à la Constitution des Etats-Unis pendant les quatre années qui ont suivi son adoption. La comparaison ne doit pas être poussée trop loin. Aucun amendement à la Charte, telle qu'elle se présente actuellement, ne sera possible sans le consentement unanime des cinq Membres Permanents du Conseil de Sécurité. L'un quelconque de ces cinq Membres pourra donc rendre la présente Constitution immuable. Si la Constitution des Etats-Unis avait donné aux cinq Etats primitifs une position aussi solide je ne pense pas qu'un grand nombre d'amendements à la Constitution auraient pu être adoptés.

Le plan de Dumbarton Oaks, sous sa forme actuelle, présente de nombreuses particularités qui impliquent la prolongation pure et simple, pendant les années de paix, du système de direction par les Grandes Puissances qui a été reconnu nécessaire pour gagner la guerre. Il serait sage en conséquence de considérer ce plan comme comportant plusieurs dispositions transitoires.

Si ce fait est admis, l'Organisation peut démarrer avec la perspective que la Charte sera adaptée au fur et à mesure aux conditions normales des relations internationales qui prévaudront lorsque la période de restauration d'après-guerre sera terminée. A cette fin, cependant, la procédure d'amendement doit être conçue d'une façon plus souple. L'Australie proposera un amendement à cet effet.

En vous soumettant le point de vue de l'Australie, mon collègue, le Dr.Evatt et moi-même avons essayé d'indiquer notre situation d'une manière franche et nette. Nous ne devons pas perdre de temps pour de simples généralités. Il y a, comme on nous l'a rappelé, du travail à accomplir. Nous désirons servir notre peuple et les peuples de l'univers. Nous ne contribuerons à semer l'espoir d'un monde meilleur que si l'organisme destiné à construire ce monde est en état de fonctionner.

Nous soumettons ces opinions aux Grandes Puissances, avec l'espoir et la conviction que, sauf en ce qui concerne le principe et l'application générale,les propositions de Dumbarton Oaks ne seront pas considéré comme sacro-saintes ou au-dessus de toute critique. Notre confiance dans ces Puissances est très grande, comme notre gratitude envers elles. Elles nous ont arrachés aux griffes de la mort.

Nos relations avec le Royaume Uni sont des plus étroites et le monde entier a une grande dette envers l'Angleterre pour son effort de guerre. Nous admirons les combats épiques de l'Armée Rouge et les grands sacrifices accomplis par les peuples de l'Union Soviétique.

La résistance de si longue durée de la Chine contre le Japon nous a donné assez de temps pour tenir en échec cet ennemi puissant et sans scrupules. Pour le peuple des Etats-Unis dont les soldats ont tant fait pour l'Australie nous avons toujours une profonde reconnaissance. Pendant plus de trois ans notre coopération avec les Etats-Unis dans le Pacifique a été d'une importance décisive. A la France nous rendons un hommage spécial à cause de notre association en Nouvelle Calédonie et des souvenirs sacrés de la première Guerre mondiale. Le rèlevement rapide de la France comme grande puissance réjouit les coeurs de tous ceux qui aiment ce qu'il y a de meilleur dans la civilisation occidentale.

Nous faisons appel à tous les pays, et spécialement aux grandes puissances, en leur demandant de ne pas s'abstenir d'apporter des améliorations à la Charte pour la seule raison que cela exigerait un peu plus de temps et un peu plus de peine.

La vérité est que si, sans toucher en aucune façon aux principes fondamentaux de Dumbarton Oaks, nous pouvons améliorer quelques-unes de ses dispositions, il est de notre droit et de notre devoir de le faire. Surtout, il ne faut pas que nous mettions un veto sur les modifications futures. On aurait tort de bâcler le travail ou de permettre que la mollesse ou la temporisation pénètrent dans cette enceinte. La guerre mondiale ne sera pas finie lorsque l'Allemagne aura été battue. La sécurité du monde sera toujours en péril jusqu'à ce que le Japon soit vaincu.

Ce que nous pouvons faire, c'est d'accepter les principes généraux du plan de Dumbarton Oaks et de procéder aussitôt que possible à l'examen de toutes les propositions tendant à l'améliorer. En agissant ainsi, nous ferons notre devoir envers ceux dont les sacrifices ont rendu cette Conférence possible. C'est le devoir de chacun d'entre nous. Nul ne peut faire plus. Mais nul ne doit faire moins.

M. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, je donne la parole à son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, Président de la Délégation de la Belgique, le Dr. Spaak.

MONSIEUR PEDRO LEAO VELLOSO:

Messieurs les délégués à la Conférence des Nations Unies pour l'organisation internationale,

Je vous parle en anglais afin d'être compris directement par mes éminents collègues américains et par le peuple des Etats-Unis.

Au nom de la Délégation Brésilienne, je désire prononcer quelques paroles a la mémoire du Président Roosevelt.

Le peuple brésilien a perdu un ami dévoué lorsque a disparu celui que Winston Churchill appelait avec tant de justesse "le plus grand champion de la liberté". A la nouvelle de ce tragique événement et sur toute l'étendue du vaste territoire brésilien, le peuple, profondément ému, a montré qu'il se rendait compte de l'immense perte qu'il avait subie et avec lui le monde civilisé tout entier.

Les années que le Président Roosevelt a passées à la Maison Blanche ont été des années de cooperation tres étroite entre le Brésil et les Etats-Unis. Fort heureusement, nous n'avons pas été sourds aux avertissements répétés que, a la veille de la guerre, il a donnés au sujet des fléaux qui menaçaient le monde. Lorsque l'heure a sonné, sans compter les sacrifices et sans attendre d'autres récompenses que l'amitié du peuple americain, le Brésil a répondu a son appel pour la défense des Amériques et du monde civilisé.

Personne ne connaissait mieux que le Président Roosevelt le prix que coûterait au Brésil sa contribution sans réserve a la sécurité du continent américain, à la libération de l'Europe et au triomphe final des idéals démocratiques. Personne n'appréciait mieux que lui, qui connaissait le Brésil, son peuple et ses dirigeants, la sincérité et l'étendue de notre part de l'effort de guerre. Aussi, ce fut pour le gouvernement et pour le peuple un devoir d'honneur de faire écho à son idéalisme dans lequel nous avons toujours eu la foi la plus absolue.

A la mort d'un aussi grand ami, mon pays trouve une certaine consolation dans la pensée qu'il avait compris ses buts et qu'il n'avait épargné aucun effort, dans la limite de ses possibilités, pour aider a l'accomplissement de ses nobles desseins. Nous nous souviendrons toujours du Président Roosevelt comme d'un homme qui, par ses actes généreux, a grandement contribué à amener le monde à croire de nouveau que la bonté et l'idéalisme sont assez forts pour conduire les destins de l'humanité. Nous nous inspirerons toujours du souvenir impérissable de son noble coeur et de sa brillante intelligence.

C'est encore la lumière de son esprit qui nous guide au sein de cette assemblée.. Dans les travaux que nous entreprenons, alors que nous suivons le sentier difficile qu'il a été le premier à parcourir, il nous faudra élever nos pensées vers les sommets où évoluaient les siennes. Il avait parlé pour nous tous en disant que dans la future organisation juridique du monde il ne devrait y avoir aucune tentative de créer, à la faveur des attributions conférées aux grandes puissances, un super état possédant sa propre police. "Nous recherchons, a-t-il dit, des accords et des arrangements en vertu desquels les nations maintiendraient, selon leurs possibilités, des forces suffisantes pour prévenir la guerre et pour rendre impossible toute préparation délibérée à la guerre, ces forces devant être disponibles pour une action concertée lorsque celle-ci serait nécessaire."

Dans cette conception lucide d'un nouveau système de paix et de sécurité, les distinctions entre grandes et petites nations s'évanouissent, en sorte que les efforts de toutes s'additionnent en vue du même objectif, d'autant plus justement que des nations tenues pour petites aujourd'hui peuvent devenir grandes, riches et fortes demain. C'est donc sur l'égalité des droits politiques, en commençant par les droits de la souveraineté, que nous devons fonder notre système, ainsi que l'ont reconnu tous les orateurs qui se sont exprimés hier. Le Commissaire aux Affaires Etrangères de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, M. Molotov, s'est demandé dans son discours jusqu'à quel point les nations éprises de paix seraient disposées à faire abandon de leurs droits et prérogatives pour assurer l'efficacité de la future organisation du monde. Une nation qui a toujours professé de la répugnance pour le recours à la force en tant que moyen de résoudre les désaccords entre peuples et qui a toujours préféré les solutions morales et juridiques, le Brésil n'a jamais hésité, lorsqu'il a été blessé dans sa souveraineté, ou lorsqu'il agissait en vertu d'obligations internationales, à assumer les responsabilités et le fardeau de la guerre. Alors que notre participation aux luttes de 1914-1918 a été limitée, nous avons jeté dans le conflit actuel les ressources dont nous disposions et nous avons donné un exemple de suprême loyauté et de suprême confiance en mettant à la disposition de notre grand allié, les Etats-Unis, des bases aériennes et navales d'où ses forces et les nôtres sont parties pour chasser les corsaires ennemis de l'Atlantique sud et balayer la menace sous-marine, assurant ainsi le passage, dans la sécurité, de matériel de guerre destiné à l'Afrique du Nord et à l'Egypte.

Il ne fait pas de doute qu'il y a eu là un progrès considérable dans le domaine de la coopération militaire entre les nations sans qu'il ait été porté préjudice à la conception

Dr. SPAAK: Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je représente ici un pays deux fois envahi, deux fois occupé, deux fois martyrisé par les Allemands en un quart de siècle; un pays essentiellement pacifique, heureux, satisfait de son sort, où, d'une façon générale la vie est douce et facile, qui, dans un coin du monde où la civilisation est vieille et raffinée,tient honorablement sa place; un pays qui aime passionnément la paix, qui a résisté deux fois héroiquement au cataclysme qui s'est abattu sur lui, mais qui mesure exactement tous les dangers d'une troisième épreuve éventuelle et qui veut tout faire pour la prévenir et l'empêche

C'est vous dire que, porteur de l'espoir des Belges, je suis venu ici, avec les membres de ma délégation, décidé à travailler de tout mon coeur à promouvoir, dans les relations internationales, la sécurité et la justice.

Il est peut-être banal de dire encore une fois que nous vivons une heure sans doute décisive dans l'histoire du monde, mais en le répétant sans cesse, nous nous imprégnerons mieux de nos responsabilités.

Oui, des millions d'hommes et de femmes ont les yeux fixés sur nous, attendent de nos travaux la réalisation de leurs espoirs, la certitude que leurs souffrances et leurs épreuves n'auront pas été supportées en vain.

Hier, dans son discours magnifique et réconfortant, M. Eden disait que notre tâche était difficile mais que les possibilités étaient grandes.

Rien n'est plus juste.

Les peuples ont senti, ont compris, les dangers que notre civilisation vient de courir. Ils savent que c'est de peu que nous avons échappé au malheur de voir disparaître pour longtemps, peut-être pour toujours, de la surface de la terre ce qui fait le prix de la vie et de la dignité de l'homme. Avec ce sûr instinct qui les guide si souvent, ils sont aujourd'hui disposés à faire l'effort qu'il faut pour empêcher le retour du danger.

Ne laissons pas passer l'occasion qui s'offre à nous. Elle ne reviendra peut-être jamais.

Une organisation internationale complète et parfaite, comportant subordination effective des intérêts particuliers à l'intérêt collectif, est assurément dans les voeux de l'humanité. Si l'on était venu nous offrir de nous y associer, je suis sûr que j'aurais pu apporter le consentement à la fois réfléchi et enthousiaste de mes compatriotes.

Il serait inexact de prétendre que les propositions de Dumbarton Oaks et de Yalta nous ont apporté tout ce que nous souhaitions, qu'elles ont comblé tous nos espoirs, qu'elles réclament de nous l'effort maximum que nous étions prêts à accomplir. Mais mes compatriotes et moi-même ne sommes pas de ceux qui se découragent si l'idéal n'est pas atteint du premier coup. Nous savons que la route qui y mène est longue et quelquefois tortueuse, que le progrès est fait d'étapes successives et d'efforts répétés, et ce qui est sorti du travail combiné de quatre grandes puissances amies de la paix, nous l'avons accepté loyalement comme une base de discussion fructueuse.

On aurait tort, d'ailleurs, de se laisser aller à une critique systématique des propositions qui nous sont faites et de ne pas voir, de ne pas souligner, ce qu'en certains domaines elles apportent de neuf et de progressif.

Comment, d'abord, ne pas saluer avec joie le fait que la nouvelle organisation internationale nous est, cette fois, proposée par un groupe de nations où figurent les Etats-Unis d'Amérique et l'U.R.R.S. ? L'absence de ces deux grands pays lors de la naissance de la Société des Nations a eu des conséquences qui ont pesé sur toute la politique internationale pendant l'entre-deux guerres. La famille des pays amis de la paix étant incomplète a été nécessairement affaiblie. La présence des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. aujourd'hui constitue un magnifique renfort et ce seul fait, ce seul grand fait, est une raison d'espérance et de confiance.

Autre raison d'espérer: la tendance, encore incomplète, certes, mais prometteuse, de voir abandonner dans certains domaines la règle traditionnelle de l'unanimité nécessaire pour que des décisions efficaces soient prises. Certes, nous eussions souhaité ici plus d'audace, mais l'indication donnée est heureuse et laisse espérer que, dans la voie ouverte aujourd'hui, les nations s'engageront demain avec plus de résolution.

Même raison d'espérer, quand on voit accepter l'idée qu'il faut organiser une force armée internationale capable de faire respecter les décisions de l'organisation. Ce réalisme là est de ceux qui servent, et qui servent puissamment. l'idéalisme le plus élevé.

Et enfin, raison d'espérer encore, raison d'espérer surtout: l'indication que la collaboration économique et sociale ne sera pas négligée.

Permettez-moi d'insister un instant sur ce point. Tout le monde, aujourd'hui, souligne la solidarité nécessaire qui doit se manifester en temps de guerre, et l'on a raison de le faire. Mais cette solidarité deviendrait probablement inutile si les peuples comprenaient mieux qu'ils doivent s'entr'aider en temps de paix.

Du point de vue stratégique, il n'y a plus de frontières. La guerre éclatant dans un coin du monde ne tarde pas à dévaster le monde tout entier. C'est le terrible spectacle qui nous est donné pour nous rappeler de temps en temps, puisque nous avons tendance à l'oublier, que nous dépendons les uns des autres.

Mais pourquoi attendons-nous la guerre pour prendre conscience de cette réalité ? Elle existe aussi - elle existe autant, elle existe peut-être plus encore - en temps de paix. C'est beau de s'unir pour remporter la victoire; ce serait encore tellement plus beau et tellement plus efficace, et moins coûteux, de s'unir pour construire un monde meilleur.

On ne peut pas se borner à établir des textes qui ne sont d'application que quand la situation devient grave. Je voudrais que nous construisions quelque chose qui fasse partie de notre vie quotidienne, de nos préoccupations de tous les jours; quelque chose qui se rappelle à nous pas seulement quand le spectre de la guerre se présente menaçant mais quelque chose qui nous aide à répondre efficacement aux questions angoissantes que pose l'organisation économique et sociale du monde de demain.

Je voudrais que l'organisation internationale qui naîtra de nos travaux nous dise non seulement comment nous ferons pour éviter la guerre, non seulement comment nous ferons pour la gagner si elle éclate malgré tout, mais qu'elle nous apporte aussi les moyens d'assurer la paix en faisant vivre les hommes dans le travail et dans la joie.

C'est le moment de nous souvenir que le Président Roosevelt, le grand homme dont la volonté nous a réunis ici et dont nous ressentons si douloureusement la perte, n'a jamais, dans son esprit, séparé sa lutte pour la paix de sa lutte pour la collaboration économique et la sécurité sociale, et que les manifestations de sa pensée, puissante et prophétique, se marquent autant dans les décisions de Hot Springs, de Bretton Woods et d'Atlantic City que dans la Déclaration des Nations Unies de Washington.

Il y a donc des raisons d'espérer. Mais notre confiance, notre optimisme, notre bonne volonté, ne doivent pas nous empêcher de voir et de dire certaines difficultés.

Les propositions de Dumbarton Oaks et de Yalta posent le problème des relations entre les grandes, les moyennes et les petites puissances. Il est impossible aujourd'hui d'aborder cette question sans dire tout de suite avec quel réconfort nous avons entendu le Président Truman déclarer deux fois à quelques jours d'intervalle, dans les mêmes termes et avec la même force: que les grandes puissances doivent servir et non dominer le monde.

Ces déclarations généreuses sont aussi des déclarations raisonnables. Entre les grandes puissances et les autres pays, ce climat de confiance est indispensable à la collaboration internationale. Cette confiance, elle l'apporte surtout à ces pays, comme le mien, pour qui la guerre veut dire aussi l'occupation par l'ennemi - heureux ceux qui ne connaissent pas cette épreuve, la plus redoutable et la plus pénible de toutes - aux pays dont l'ambition est d'être à leur place, et, selon leurs moyens, les bons ouvriers d'une bonne politique internationale. Que les grandes puissances ne se méfient pas de nous. Au contraire, elles doivent souhaiter et stimuler notre coopération.

Nous savons ce que nous devons à nos grands alliés. Nous savons les sacrifices qu'ils ont consentis pour remporter la victoire, restaurer la paix, nous rendre notre indépendance, nous délivrer de l' oppression allemande. Nous souhaitons, nous voulons qu'ils restent unis. Nous voyons dans cette union le meilleur gage de la paix du monde, et, par conséquent, de notre sécurité.

Nous savons que, dans l'organisation à créer, leurs grandes responsabilités, leurs grands devoirs, leur assignent un rôle spécial que nous sommes prêts à consacrer.

Dans tout ceci, il n'y a que la juste mesure à trouver.

A première vue, mais à première vue seulement, il semble plus facile de résoudre les problèmes par un accord limité à quelques puissances; mais l'expérience a démontré que la collaboration de tous les états est une garantie de justice, et seule la justice est le fondement d'une paix durable.

Nos buts sont les mêmes, notre idéal est le même, notre sens des réalités est le même. Ce que nous demandons, c'est de pouvoir librement faire entendre notre voix, prendre notre part des charges qu'impose la sécurité du monde et partager les responsabilités générales proportionnellement à nos forces.

Que les grandes puissances soient des "leaders" librement acceptés; nous avons confiance dans leur force et dans leur expérience. Que, de leur côté, elles n'oublient pas que, moins portés à nous confier à la force qui nous manque, nous voyons dans le respect de la justice et du droit, la suprême sauvegarde de notre existence.

C'est cette préoccupation qui nous amène à souhaiter, avec d'autres délégations, que les principes juridiques et moraux sur lesquels la nouvelle organisation doit être basée, soient précisés davantage.

La volonté de maintenir la paix est un but certes hautement louable, mais l'histoire récente nous a montré qu'il était nécessaire, pour l'atteindre, de rester fidèles à certaines règles de droit.

Nous ne pouvons pas dissocier dans nos esprits l'idée de justice et l'idée de paix. Il ne faut pas que nous soyons acculés à ce douloureux dilemme de devoir choisir entre la justice et la paix.

C'est dans cet esprit de loyale et constructive coopération que nous voulons aider à résoudre les problèmes que posent les propositions de Dumbarton Oaks et répondre ainsi à l"appel qui nous a été adressé par les représentants des puissances invitantes.

Hier, M. Eden nous conviait à travailler vite, à ne pas nous perdre dans les détails et à ne pas oublier qu'un travail comme celui que nous avons entrepris aujourd'hui peut toujours être complété, revisé, amélioré. Il a raison. Ce sont des directives claires que l'on attend de nous. Le pacte que nous devons élaborer doit être rédigé sans doute par des spécialistes, mais il est fait pour les peuples. Qu'il soit simple, et n'oublions jamais que les textes les meilleurs ne valent rien si l'esprit ne les anime pas.

Ce qui importe avant tout, c'est notre volonté d'agir, de réussir, notre désir passionné de ne pas décevoir tous ceux qui espèrent. Au moment où la victoire va couronner nos efforts, il nous faut donner confiance à ceux qui ont souffert et les persuader que les sacrifices consentis et les épreuves subies n'auront pas été inutiles.

M..STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, je donne maintenant la parole au Président de la Délégation de la Bolivie, Señor Andrade, l'Ambassadeur de Bolivie à Washington.

M.ANDRADE: Monsieur le Président, Messieurs les Délégués des Nations Unies:

Charmés de l'hospitalité que nous donne la ville de San Francisco, Californie, nous avons entrepris notre tâche. Au nom du peuple et du gouvernement de Bolivie je tiens à exprimer ma gratitude pour l'accueil généreux qui nous a été réservé.

Messieurs:

Comme tous les pays du monde, la Bolivie est convaincue que cette Conférence ouvrira une ère de paix sur la terre. Mes compatriotes le ressentent avec une intensité issue des dures expériences faites au long de son histoire; c'est pourquoi mon pays partage les douleurs de cette guerre et les espoirs que fait naître ce moment, et désire, demande et a besoin d'une paix juste. Une telle paix ne régnera que si nous accomplissons la mission qui nous a été confiée par les peuples de défendre leurs aspirations les plus chères, d'assurer une ère future de sécurité, justice et bien-être.

La sécurité détenue au moyen d'une action collective et rapide de la part des états pour supprimer les causes d'agression; le droit et la paix comme seuls moyens d'obtenir la justice; les différentes possibilités d'en appeler au Droit International, avec des garanties égales pour tous, élèveront la portée des buts auxquels le monde aspire.

Pour que de tels buts soient plus tangibles, il est nécessaire de définir ce qui constitue une agression aux termes de la Charte d'Organisation Mondiale. Tous les pays seraient informés des actes auxquels ils ne pourraient se livrer dans la conduite de leurs affaires internationales, sans s'exposer à des sanctions collectives..

Il n'y aura donc pas de paix durable si la justice dans les relations internationales n'est pas érigée en condition essentielle de son maintien. Pour atteindre une telle paix, assurant l'harmonie dans la communauté des états, nous sommes réunis ici, Messieurs les Délégués, avec la certitude que nous créerons un ordre international sans précédent dans l'histoire, et capable de supprimer toutes situations injustes que l'on pourra maintenir ou tenter de maintenir dans la nouvelle ère juridique qui s'ouvrira.

L'oppression et la tyrannie sont caractéristiques non seulement du pouvoir mais aussi de la faim et de la misère; le bien-être, de la libération et justice.

Les hommes et les nations qui tombent dans un état de misère et d'abandon offrent un sol fertile dans lequel ceux qui tentent périodiquement de dominer le monde déposent la semence de leurs espoirs de domination. Les multitudes en proie à la souffrance détruisent parfois, par un désir passionné de trouver le chemin de la libération, les fondations de leur bonheur.

Les différences extrêmes dans la rémunération de la même qualité et quantité de travail sont l'essence de cette inégalité qui alimente la haine et qui, en donnant naissance à des groupes privilégiés, crée aussi des tyrannies collectives.

L'Ideal serait que tous les hommes aient égal accès au bonheur et aux bénéfices de la civilisation. La paix à laquelle nous aspirons ne doit pas viser à l'établissement d'un *status quo* social, chose non seulement inhumaine, et par conséquent impossible, mais qui représente une nouvelle forme d'oppression qui minerait les bases sur lesquelles nous voulons ériger une pacifique harmonie humaine. Cette paix doit être animée d'un désir énergique de trouver une solution aux problèmes sociaux et économiques du monde.

Notre opinion est basée sur les principes fondamentaux que tout ce qui tend à élever le niveau d'existence des nations, la coopération dans la lutte contre la maladie, l'aide à l'amélioration de l'alimentation, des habitations et des conditions d'existence, ne devrait plus être considéré, dans le monde moderne, comme l'émanation d'instincts humanitaires et charitables des forts, mais plutôt comme des droits élémentaires de l'homme et du besoin de vivre en paix.

Le plan établi à Dumberton Oaks et soumis à notre examen est un moyen d'organiser la paix. Les obligations contenues dans son cadre général s'apparentent à l'effort fait par chacune des grandes nations sous les auspices desquelles se tient cette conférence. De ce fait, la Paix et l'accord parmi les grandes puissances constituent, avec la foi des petits pays, les rouages du mécanisme compliqué que nous construisons.

Les sacrifices subis par les nations envahies, les souffrances des masses traquées par l'infortune, et l'effort gigantesque des grandes nations qui ont mis sans réserve le sang de leurs fils au service de l'humanité, sont des choses que nous ne pouvons manquer de ressentir malgré que notre pays soit fort éloigné, car nous considérons que ces hommes et ces femmes sont nos frères et nos soeurs en proie à la souffrance.

A ceux qui ont fait glorieusement le sacrifice suprême, va notre gratitude éternelle; à ceux qui reviendront en vainqueurs, notre fervente admiration. C'est pourquoi les préoccupations de la grande Assemblée des Nations Unies ne sont pas étrangères à mon pays, qui, par l'intermédiaire de sa plus haute assemblée législative, le Parlement, a fait siennes les paroles du penseur Indo-Américain qui trace les grandes lignes d'une Loi des Nations, honnête et réelle, dont le but est la paix reposant sur la Justice et le Droit :

"Dans la communauté des nations, le fait d'être puissant entraîne, pour ceux qui détiennent la puissance, des obligations et des devoirs qui ne peuvent être négligés sans porter un préjudice immédiat aux plus petites nations.

"Tout pouvoir politique qui ne serait pas mis principalement, sinon exclusivement, au service des autres, consumera finalement celui qui le détient."

Il est incombé au représentant d'une petite nation, pénétrée de traditions historiques profondes, de réaffirmer cette vérité: la détention du plus grand pouvoir entraîne toujours les plus grandes responsabilités. Pour l'homme et pour les peuples consciencieux, l'exercice de ce pouvoir est une suite de sérieuses obligations et devoirs plutôt qu'un privilège. Ce n'est pas en vain que les sacrifices nécessités par la guerre dont la fin approche auront été accomplis; si, pour conduire cette guerre vers une conclusion victorieuse il a été nécessaire de disposer de l'aide généreuse de tous les pays libres, le maintien de la paix exigera des nations, puissantes et faibles, leurs efforts et leur zèle les plus grands pour éviter que l'histoire ne continue dans le chemin suivi jusqu'ici: une succession d'occasions que l'on n'a pas su saisir.

M. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je donne maintenant la parole à Senor Velloso, Ministre des Affaires Etrangères du Brésil. Senor Velloso (Applaudissements)

Certainly, we must grant to the authors of these Dumbarton Oaks Proposals the glory that is theirs; the lessons of the war have not been lost upon them. The world has learned by painful experience that economic unrest and social troubles always are at the bottom of international disorders and that the best way to prevent war and maintain peace is to provide the world with a working system of co-operation.

It would be unjust not to recognize the achievement of the League of Nations in that field, but it would be equally unfair not to realize the broader vision which the Dumbarton Oaks Proposals show by comparison to the work of the League. The economic and social functions of the Assembly, and the institution of the Economic and Social Council are proof of a new conception of international affairs.

It is much less by settling conflicts and adjudicating disputes that peace and order can be maintained and human happiness secured. These ends can be more easily attained by promoting cooperation in cultural understanding, by setting a better pattern for international trade and monetary problems and other economic questions, by assigning to mankind a higher standard of living, based on the fact that the best condition for maintaining a high standard in a country is to secure the highest standard possible in the other countries.

We of Egypt hope that that part of the Dumbarton Oaks Proposals may receive the greatest care and attention and that the future Organization will be planned so as to make it most effective.

We plead for the continued earnest thought of all people for the development and clarification of international law. Several other governments have spoken out on this point, and we agree that if a new channel or agency is needed to accomplish it, either through the General Assembly or through the Economic and Social Council, it should be here provided.

The obvious weakness of international law was that, contrary to all other branches of law, its rules could not be enforced. Now, with military power being placed at the disposal of a world organization, it is logical that the rules of international law need to be determined, defined, and codified.

The rules now generally accepted as the law of nations, which are the outcome of the evolution of centuries of international practice, have often helped to avoid armed conflicts and to develop peaceful relations between different states. Better defined, it would help more.

In this connection and with a view of harmonizing international relationships, we suggest it as a duty of the Conference to prescribe principles for the revision of treaties which have become inconsistent with the new concept of world conditions and collective security and might therefore become irritants and a possible source of conflict.

In the tentative proposals of Dumbarton Oaks, a distinction is noted between the great powers or permanent members of the Council and the other powers, the latter being composed of the so-called medium and small powers. If we assume for all practical reasons that a privileged position for the great powers is justified by the larger responsibilities they undertake in the maintenance of peace, we nevertheless believe that a better balance between the great powers and the medium and small states should be achieved and to accomplish this we submit certain revisions.

In fact, the experience of the League of Nations should enable us to avoid many mistakes of the past. These mistakes may have been due to an excessive division of responsibilities, but would it not be equally a mistake to go to the opposite extreme, by adopting a scheme of concentrating the whole power in the hands of a very few? Taken as a whole, the group of medium and small powers constitutes an important element in the organization of world peace, numbering as they do no less than 40 states scattered all over the globe, which have their own national life and independence acquired by years and sometimes centuries of toil and struggle.

Their adhesion to the new Organization implies that in the general interests they should abandon to the Security Council some of their fundamental prerogatives. They may also be called upon to give effect to its decisions by armed force, or by according facilities within their territories, or by adopting economic measures entailing heavy sacrifices. It would therefore be difficult to justify a scheme under which these states should not be able to voice their views inside the Council, nor participate in framing the policy they will have to follow, though it may sometimes be detrimental to their own interests.

The support given to the world organization by any group of smaller powers should entitle them to a large representation in the Council. The number of members should be raised to 14. This would not affect the privileges of the permanent members of the Council. In spite of the increased number of members, the decisions would be carried by a majority of 8 votes, which might be qualified or not according to the case under examination. In this manner, the increase in the number of members of the Council would not hinder prompt action by the Security Council, nor would the permanent members lose their influence.

On the other hand, if the designation of the non-permanent members of the Council is provided for without some positive criterion being the basis of their election, and if it is left to the hazard of the ballot, to temporary combinations or struggle for influence, then, in spite of the broadening of the Council, the representation of the whole group of smaller states may still prove entirely inadequate.

The surest and most objective basis would be to secure the permanent representation in the Council of all the principal regions of the world. In an organization which exerts its functions and powers over the whole surface of the globe the choice of elected members should be based on territorial representation, so that no great region of the world--aside from the territories of the five great powers--should be left without an effective share in the work of the Council. The representation of states should be based on regional zones corresponding to electoral constituencies, the General Assembly choosing a representative for each region.

The Security Council, reflecting in its major strength the thought of the great powers, should have an opportunity to act on its own initiative, without having to consult the Assembly. This function would be comparable to that of an executive to whom full powers have been given by the legislative branch of the government. To override the Council's decision in the proposed world organization, it might be provided that the Assembly could interfere with the Council's action only by a majority as impressive as three-quarters. A general system of checks and balances, where incorporated into constitutional governments everywhere, have strengthened the framework of those governments.

It is axiomatic in government that the strongest reflection of popular will comes from the branch which is most widely representative of the mass of the people. To that end, it is our belief that the Assembly, including every nation embraced in the membership of the Organization, will more widely and truly mirror the public opinion of the world. Therefore, acts of the Council submitted to it for review will gain rather than lose strength in the process.

MR. SOONG: I now recognize His Excellency, the Minister of Foreign Affairs and Chairman of the Delegation of the Netherlands.

MR. VAN KLEFFENS: Mr. Chairman and Fellow Delegates: On behalf of the Netherlands Delegation, I should like to contribute only a few brief remarks to this general debate. First of all, I wish to confirm that the Government we have the honor to represent is wholeheartedly in favor of a plan generally acceptable to the United Nations for the maintenance of international security.

In endeavoring to help reach that goal, we simply continue a tradition. The Netherlands have always stood for a better-organized international community. We should like to see international anarchy reduced to the utmost possible extent. We are ready to accept certain limitations of that more or less complete freedom of action which hitherto has characterized a sovereign state. We should like to see those limitations accepted in the same measure by all states, great and small, but if this cannot be attained at once, and if, together with the other medium and smaller states, we are to set an example in this respect, we shall be proud to do it.

We fully recognize that apart from the sovereign equality of peace-loving states, which is a legal concept, there are between them inequalities in the realm of fact which must be duly taken into account. But, let me point out, that in the realm of fact there is, in another sense, complete equality between larger and smaller states, inasmuch as good and just ideas may and do occur to either category without regard to size or power. And I need not remind anyone that the intrinsic force of good and just ideas is very great.

We of the Netherlands have learned through bitter experience how necessary it is that every possible effort be made to make war as unlikely a contingency as is possible. We have fought and suffered in the course of the present conflict, and we are still suffering as few others. Almost everything has been taken away from us by our enemies except our honor and our abiding faith. But the price we are paying is enormous, not only in wealth but also, and most especially, in terms of human life and happiness. Even our very soil has been partly destroyed.

We should, therefore, like to see conditions created which will make it impossible, or at any rate unlikely, that ever again an innocent country should be thrown into such a depth of what we, applying human standards, consider undeserved sorrow. The world must be enabled to restore civilization to its proper place, seeking that harmony between the rights of the individual and those of the community, national or international, which is the essential goal in our pursuit of happiness. We recognize that, to attain that end, a good plan is an essential element, but even the best plan could be of no avail without an earnest resolve to observe in international relations those simple moral standards which our enemies have debased to their everlasting infamy.

I do not think that we can add anything to the exposition we have heard from those who spoke before me of the noble ideals we should strive to attain. Let us, rather, insist on the need to carry our good intentions into practical effect.

We have endeavored to make our point of view clear before the Conference opened. We have also laid on the table of the Conference certain amendments which we hope and trust will prove to find favor with all, and whose adoption, together with suggestions presented by others, would make the results of the conversations of Dumbarton Oaks more acceptable to all the United Nations. We approach this great work with an open mind, and we are ready to take the views of others into the most serious and sympathetic consideration.

Let us then approach this business in a practical fashion. We should like the working committees to start their labors as soon as possible, moved by a spirit of sober optimism, and that humility which is fitting in view of the magnitude of our task. We hope to contribute all we can to the success of the Conference, for we cannot and should not forget that it has been said, "Blessed are the peace makers."

"Blessed are the peace makers", and so the memory is blessed of that great American, Franklin Delano Roosevelt, whom to our deep sorrow we have lost. It was one of the ironies of fate that this friend and champion of peace had to engage in war in order to obtain it. We of the Netherlands are proud to think that through his ancestry he belonged to our nation. To us, in our tribulations, he has been a staunch friend, a wise counselor, a veritable pillar of strength. His departure leaves this world a poorer place. Let his memory inspire us.

MR. SOONG: His Excellency, the Chairman of the Delegation of Lebanon, has designated the Minister Plenipotentiary of Lebanon to the United States as speaker for the Delegation of Lebanon. The Chair recognizes His Excellency, the Delegate of Lebanon, who will be the last speaker of this session.

MR. MALIK: Mr. Chairman, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: Lebanon wishes to express its gratitude to the great powers sponsoring the United Nations Conference on International Organization for their just invitation of Lebanon to the Conference. Lebanon, as one of the United Nations, appreciates fully and shares the high motives which prompted them to hold this Conference. There is presented today to the peace-loving nations of the world a unique, historic opportunity for organizing the peace, which, considering the infinite issues at stake, certainly no one can afford to miss or slight.

Lebanon is completely ready to do its modest part in the maintenance of international peace and security on the basis of the Dumbarton Oaks Proposals, which, we believe, are inspired by the principles of justice and the sovereign equality of all peace-loving states, big or small.

It is impossible, Mr. Chairman, to be present here in this gathering without thinking of President Roosevelt. This Conference would have been impossible without his continued devotion to the cause of justice and his vision for a true unity among the nations. We in Lebanon have deeply grieved his loss. We have come to know that, when freedom and justice were in question, he was sure to be their champion. No greater and more fitting homage can be done President Roosevelt than for all of us, great or small, to bend every effort to produce a world Charter embodying the supreme principles he so dearly loved.

As regards the fundamental purposes of the proposed Organization of the United Nations, Lebanon wishes to suggest that there be added the following purpose: "To create a permanent Committee of Jurists, whose function shall be the periodic codification or consolidation of existing principles of international law, together with the modifications thereof which shall be deemed necessary from time to time." It is obvious that the precise formulation of the law of nations, brought always up to date in accordance with the development of the theory and practice of that law, will be a potent instrument for the maintenance of international peace and security. In this way, the more political and military aspects of the Organization, on which the Dumbarton Oaks Proposals seem to lay such justifiable stress, will be balanced and tempered by those equally important requirements of international justice.

The maintenance of international peace and security is certainly a worthy purpose of the United Nations. No price is too high for that end, but it will be noticed that in themselves peace and security are merely formal, derivative and static. It is patent that certain outwardly peaceful and

---

mentale, verront la possibilité de revenir sur le système de veto actuellement proposé. A nos yeux, permettre à une puissance, grande ou petite, d'être à la fois juge et juré dans sa propre cause, ce n'est pas contribuer à engendrer la confiance universelle qui est si nécessaire au succès d'un plan d'organisation mondiale. Comme je l'ai indiqué, ces propositions, qui tendent à modifier le système de vote, ont pour but de consolider les fondations essentielles de l'Organisation, et de lui assurer dans le monde le maximum de respect et de confiance.

Sans épuiser pour cela la série de nos observations sur les propositions de Dumbarton Oaks, nous avons cru devoir nous étendre davantage sur ces quelques idées, sachant que, de cette communauté d'intérêts de tous les Etats, grands et petits, puissants et faibles, anciens et nouveaux, sortira un instrument éprouvé, renforcé et revivifié, pour le maintien de la paix internationale et de la sécurité.

Messieurs, pour terminer, puis-je vous rappeler qu'il y a juste deux ans, plusieurs hommes d'Etat se réunirent dans mon pays pour discuter les questions délicates soulevées par la guerre et les problèmes plus difficiles encore à résoudre de la paix à venir. Parmi ces hommes d'Etat figuraient le dynamique Churchill, le vaillant Chiang Kai Chek et le courageux conducteur d'hommes qu'était Franklin D. Roosevelt. Aussitôt après une Conférence avec l'indomptable Staline, ils se rencontrèrent, un jour d'automne, dans un immense et magnifique jardin, non loin de la Grande Pyramide d'Egypte, construite il y a 5.000 ans par les ancêtres du peuple égyptien actuel. Vous pouvez vous représenter la scène et le soleil, dans sa course circulaire, projetait sur la toile de fond du jardin l'ombre de la Grande Pyramide, cette ombre qui, mois après mois, année après année, siècle après siècle, apparaît chaque jour depuis cinq mille ans. Les constructions des anciens Egyptiens étaient destinées à durer.

En cette heure solennelle, puis-je exprimer l'espoir que nous entreprenions ici une oeuvre de paix qui réponde aux aspirations de la population du monde entier? Souhaitons que l'édifice que nous allons construire aujourd'hui soit si bien équilibré, si noble et si solide, qu'au cours des mois, des années et des siècles à venir, de même que le soleil projette chaque jour l'ombre de nos grandes pyramides, son influence bienfaisante rayonne définitivement sur les peuples de la terre (Applaudissements).

Dr. SOONG : La parole est à Son Excellence le Président de la Délégation du Honduras, Ambassadeur du Honduras aux Etats-Unis. (Applaudissements).

M. CACERES: Monsieur le Président, chers collègues, Mesdames, Messieurs.

En avril 1917, les Etats Unis d'Amérique déclarèrent: la guerre à l'Allemagne impérialiste. Cette guerre avait été provoquée par l'Allemagne, qui avait violé la liberté des mers et répudié brutalement les traités internationaux. A cette époque, La République du Honduras, fidèle aux principes de liberté, adhéra sans réserves à la cause que l'Amérique défendait si courageusement sur les champs de bataille de l'Europe.

C'est ainsi que la République du Honduras participa à la Conférence de Versailles, qui aboutit notamment à la création de la Société des Nations, première organisation internationale ayant pour but de garantir la paix mondiale. Avec l'inauguration de la Société des Nations, le 16 janvier 1920, s'ouvrit une ère nouvelle pour l'humanité.

Le 7 décembre 1941, le Japon, qui avait été membre de la Société, mais qui avait préféré s'en retirer pour pouvoir suivre la voie de l'agression et de la conquête, attaqua les Etats-Unis à Pearl Harbour. Spontanément indignée par les crimes totalitaires, la République du Honduras se hâta de déclarer la guerre à l'Empire du Japon, et peu après, à son complice dans le crime, l'Allemagne hitlérienne.

Le Gouvernement du Honduras fut le premier Gouvernement américain, même avant l'ouverture des hostilités, à expulser de son territoire les agents qui se livraient à des activités subversives. (Applaudissements)

La superficie du Honduras est faible, de sorte que son économie est également restreinte. Cependant, le Honduras possède l'intégrité morale des nations amies du Droit et de la Paix. Bien longtemps avant que l'aube de la victoire ne se fût levée à l'horizon, mon pays avait pris position de belligérant contre les Puissances de l'Axe. Nous savons que les valeurs impondérables de l'esprit, même si elles subissaient une éclipse temporaire , continueraient à vivre et à être chéries par tous les hommes libres.

Mon pays, le Honduras, unissait donc ses destinées à celles des nations rangées contre les agresseurs totalitaires qui, dans leurs projets insensés, se voyaient déjà les maîtres du monde entier. C'est ainsi que le Honduras signa la Déclaration commune des Nations Unies, et offrit sans restriction des ressources matérielles et humaines pour la défense de la liberté.

Le Honduras n'a pas failli à la tâche que lui confiait l'histoire, et en récompense de son apport dans la guerre contre les Puissances de l'Axe, il est venu à la Conférence pour l'organisation internationale. Le Honduras n'a pas la puissance impressionnante des grands Etats victorieux. Il n'en possède pas moins l'attribut indéniable de l'égalité souveraine, dont jouissent pareillement toutes les nations pacifiques.

En donnant son plein appui au principe de la liberté le Gouvernement du Honduras n'a pas hésité à accepter l'invitation des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la République de Chine à participer à cette Conférence historique, qui ne manquera pas de formuler une politique internationale conforme aux principes fondamentaux du droit et de la justice, et aux doctrines du bien-être universel.

En dépit du sang, de la destruction et de la mort, conséquences de l'agression totalitaire contre les peuples libres, la dignité de l'homme doit l'élever au-dessus des horreurs de la haine. Dans cette ville cosmopolite et hospitalière qu'est San Francisco, sont réunis des représentants des peuples et des gouvernements de toutes les parties du monde. Les mêmes idéaux les éclairent et les guident tous. Ils ne sont réunis pour façonner, au moyen d'éléments durables tels que la liberté, la justice et l'amour, le monde de demain, qui doit reposer sur la paix et la sécurité des nations.

Le Honduras rend hommage à l'oeuvre historique qu'ont accomplie les Etats-Unis d'Amérique, la Russie, l'Angleterre et la Chine en élaborant le plan de Dumbarton Oaks, qui doit servir de base à l'étude du problème de la paix et de la sécurité internationale.

Les buts politiques, économiques et sociaux visés par l'organisation internationale constituent un grand progrès sur la voie d'une paix stable et de la suppression de la guerre. Reste cependant la nécessité urgente de créer un organe dont le fonction serait d'assurer cette paix.

classique de l'exercice de la souveraineté, puisque ces bases, mises au service de la cause commune, sont et continueront d'être brésiliennes.

La contribution du Brésil à la victoire des armes alliées ne s'est toutefois pas arrêtée là. Un corps expéditionnaire de l'armée et de l'aviation du Brésil a franchi l'Atlantique afin de combattre aux côtés de nos alliés sur les champs de bataille et dans les cieux de l'Italie où nous payons encore en ce moment un lourd tribut aux idéals que nous défendons ensemble.

Dans l'hypothèse d'un nouveau conflit et étant donné les progrès accomplis par l'armement moderne, étant donné aussi notre situation géographique, nous sommes voués à devenir immédiatement un champ de bataille. Exposés de cette façon à l'agression de puissances extracontinentales, nous constituerons les bastions avancés du continent dans le sud Atlantique, à portée des opérations navales et aériennes.

Le temps n'est plus où des nations situées à une certaine distance du champ de bataille initial pouvaient se tenir à l'écart, dans un isolement égoïste et en échappant aux destructions, des crimes et des monstruosités de la guerre. Les barrières naturelles, les montagnes, les fleuves et les mers ne sont plus maintenant des moyens de protection.

Nous savons tous, d'un bout à l'autre du monde, quels risques et quels dangers représente la fureur guerrière des nations impérialistes. Le Brésil les connaît, l'Amérique et le monde ne les ignorent point.

Les principes traditionnels, les impératifs de la géographie, tout nous engage donc à prévenir la guerre et à désirer que soit organisé solidement un système définitif de sécurité pour l'efficacité duquel nous engageons toutes nos ressources dans la paix et dans la guerre sans demander de récompense et sans mesurer nos sacrifices. (Applaudissements)

M. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, c'est avec grand plaisir que je donne maintenant la parole au dernier orateur de cette Deuxième Séance, Mr. Mackensie King, Premier Ministre du Canada. (Applaudissements)

M. Mackenzie King:

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La Délégation Canadienne vient à cette Conférence animée avant tout du désir de collaborer aussi complètement qu'elle le pourra avec les Délégations des autres pays à l'établissement, aussitôt qu'il sera réalisable, d'une charte de la sécurité mondiale.

Cette conférence se réunit à une époque sans précédent dans l'histoire des affaires humaines. Nous traversons en ce moment une de ces périodes de transition qui suivent l'écroulement d'un ordre ancien. Comme représentant des Nations Unies, il nous apoartient d'aider à poser les fondations d'un ordre mondial nouveau. Les buts vers lesquels nous tendons dépassent les limites des races et les frontières des nationalités.

Nous ferons bien d'adapter nos délibérations au rythme rapide des évènements. Tandis que le feu de la guerre brûle encore, la possibilité est donnée à cette Conférence de forger et de façonner, sur ce feu même, l'instrument de la sécurité mondiale. L'accomplissement de cette grande tâche ne saurait souffrir aucun retard que l'on puisse éviter. Il nous incombe de donner à une humanité douloureusement éprouvée un espoir dont elle a un plus grand besoin aujourd'hui que jamais auparavant. Il nous incombe de contribuer à mettre sur pied une communauté mondiale au sein de laquelle la sécurité sociale et le bien-être des hommes feront partie de l'héritage de l'humanité.

L'appui que nous devons donner aux forces combattantes des Nations Unies doit s'étendre au-delà des théâtres de guerre. Il doit dépasser le terme des hostilités. A tous ceux qui ont supporté le poids de la lutte, à la mémoire de ceux qui ont donné leur vie, nous devons d'accomplir tout ce qui est en notre pouvoir pour que leurs services et leurs sacrifices ne restent pas vains.

Dans le passé, l'on commémorait dans la pierre ou le bronze le sacrifice de ceux qui avaient donné leur vie dans la guerre. Le seul monument digne des services qui ont été rendus et des sacrifices qui ont été consentis au cours de cette guerre est celui qui aidera à assurer à toutes les Nations des conditions de vie plus larges.

pour laquelle notre Parlement a accepté que les propositions des Puissances invitantes fussent considérées comme une base générale satisfaisante pour la discussion de la Charte envisagée. C'est la raison pour laquelle la Délégation canadienne a reçu du Parlement le mandat de s'employer de son mieux, au sein de cette conférence, pour aboutir à un accord visant l'établissement d'une organisation de sécurité mondiale. L'unanimite de notre pays sur ce point a pour critère la composition de notre Délégation dont les membres ont été choisis alors que notre Parlement était en session. Ils ont été pris dans les deux Chambres et dans les deux ailes de chaque Chambre. Ils représentent toutes les nuances importantes de l'opinion canadienne.

En condusion, il me sera permis d'exprimer ma ferme conviction que l'esprit dans lequel nous abordons la grande tâche confiée à cette conférence conditionnera son succès. Chaque nation devra se rappeler que "Pardessus toutes les Nations il y a l'humanité". Chacun de nous devra se rappeler que "La justice est la préoccupation commune de l'humanité". Ces années de guerre nous ont sûrement enseigné cette leçon suprême que les hommes et les nations ne sont pas faits pour poursuivre des fins nationales égoistes, qu'il s'agisse de se défendre individuellement ou de dominer individuellement le monde. Partout les nations doivent s'unir pour sauver et servir l'Humanité. (Applaudissements).

M. STETTINIUS: Mesdames et Messieurs, ceci termine notre Deuxième Séance Plénière. J'ai le plaisir de vous annoncer que la prochaine Séance Plénière aura lieu demain à 10h.30. Je vais demander au Dr. Soong de présider à cette séance. La quatrième Séance Plénière aura lieu demain après midi à 15 h.30. Je vais demander à Mr. Molotov d'y présider. (Applaudissements).

La séance suivante, la cinquième Séance Plénière aura lieu Lundi après midi à 15 h.30 et je demanderais cette fois à M. le Très Honorable Anthony Eden de présider à cette séance. (Applaudissements).

A moins qu'il n'y ait d'autres affaires à discuter, nous nous réunirons ici demain matin à 10 h.30. La Séance est levée.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 18 (English)
P/4
April 28, 1945

PLENARY

AGENDA FOR THE THIRD PLENARY SESSION

April 28, 1945, 10:30 a.m.

Further statements by the chairmen of delegations who desire to speak.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.18 (French)
P/4
April 28,1945

PLENARY

ORDRE DU JOUR DE LA TROISIEME SEANCE PELNIERE

qui se tiendra le 28 avril 1945, à 10h30

Suite de la discussion générale.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 22 (ENGLISH)*
P/7
April 29, 1945

PLENARY

VERBATIM MINUTES OF THE THIRD PLENARY SESSION
Opera House, April 28, 1945, 11:05 a. m.
Mr. Soong Presiding

MR. SOONG: Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: The Conference on International Organization is called to order. At this session of the Conference we shall have the honor of hearing further statements from the chairmen of the delegations.

I shall recognize in alphabetical order those who have indicated a desire to speak to the Conference at this time.

First I recognize His Excellency, the Minister for Foreign Affairs and Chairman of the Delegation of Czechoslovakia.

MR. MASARYK: Mr. Chairman, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: The preceding distinguished speakers paid eloquent tributes to Franklin Delano Roosevelt. May I join them in saying that the suffering people all over the world, people in distress, people bewildered by the succession of horrors of this cataclysm, have lost a tower of strength to draw courage from a dear, understanding, helping friend.

I have come to beautiful San Francisco on my way to Prague, the lovely capital of Czechoslovakia. I came from London by way of Moscow, where I had the privilege of seeing the unique effort of the magnificent people of the Soviet Union, led by that great Marshal Stalin. Yesterday the papers brought news to the Czechoslovak Delegation which some of you may have overlooked. Brno, the capital of our Province of Moravia, has been liberated by the Red Army. Our joy is more than equalled by our everlasting gratitude to our Slav brothers.

Yesterday we also heard that the American and British Forces have met their Soviet Allies on German territory, in order to squeeze the remaining life out of Hitler's vulgar Valhalla once and for all--very good news welcomed by all who

* [Corrigendum see p. 253]

warriors; they are the Russian, Polish, Yugoslav, French, and Czechoslovak guerrilas, and, last but not least, the suffering inhabitants of the terrible concentration camps and ghettos. My country, Fellow Delegates, has been one concentration camp since 1939.

To make the world worthy of all their sacrifices and sufferings, to keep faith with our dead, this Conference has been convened. We who have survived in comparative safety have an almost crushing responsibility. Ours is a collective job of the first magnitude. We shall either create an effective organization to guarantee a permanent peace, even by force, if necessary, or we shall descend to the depth of iniquity which I once called a mechanized Stone Age.

In San Francisco there are, at this moment, assembled delegates of 46 nations, who for the last 25 years have been affected profoundly by the lack of an international instrument with a punch behind it. The idea of the League of Nations was a very lofty one, but the punch was conspicuous by its absence. That cannot be repeated. By now all of us have had the opportunity to study the Dumbarton Oaks draft from all the various aspects. Undoubtedly there are points which it may be worthwhile to reexamine jointly when the time comes. For my own part, questions such as the revitalization of international law, and of the observance of treaty obligations respectful of territorial integrity, the definition of aggression and eventually the implementation of the Economic and Social Council will prove worthy of our friendly consideration.

The Dumbarton Oaks draft is a vast improvement upon the past. We have been invited to San Francisco by the four powers in whose keeping the responsibility for future peace is concentrated.

I put the cause of Czechoslovakia and the promise of her full cooperation into their hands. Flanked as they are by the unanimous will for peace of all the United Nations who have the privilege of sharing this responsibility in a major or minor way, they can and must lead us toward a better tomorrow after an unspeakable, frightful yesterday.

I pray, I trust, I know, we shall succeed. We must succeed.

MR. SOONG: I shall now recognize His Excellency, the Minister of Foreign Affairs and Chairman of the Delegation of Egypt.

MR. BADAWI PASHA: Mr. Chairman, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen. On behalf of the Egyptian Delegation, may I on this memorable occasion pay a deep-felt tribute to the memory of Franklin Delano Roosevelt, the great leader, who after having brought the world to the threshhold of a new era of peace and world security, paved the way for this Conference. His disappearance from the international scene is most certainly a great loss, and our highest homage to his memory will be to make this Conference a success, to build a foundation for lasting world peace. This success can only be brought about by mutual confidence, tolerance, and negotiation.

Egypt is proud of the valuable contribution it has been able to give to the victory of the United Nations in the highly strategic Mediterranean area. In addition to the protection of the Suez Canal and other parts of the country so vital to the movement of Allied troops and supplies, she has given continuously since the outbreak of the present conflict her full support by all means within her power, all of which has been widely commended by the Allied High Command both on land and sea.

Egypt comes here with a background of law-abiding, democratic traditions, intent on cooperation to the fullest degree and hopeful that through the framework of the Charter to be set up may be brought together all the discordant interests and divergent tendencies of all nations, so that through lawful means and orderly procedure will come ultimate relief from the devastating scourge of war.

None of us surely need to be reminded that after the pains and sufferings of the last war great hopes were raised and high promises freely dispensed to the people of a bleeding world. Lofty phrases promised a new order and a better humanity but soon the hardships and sufferings were forgotten. Forgotten also were the promises, and shattered were the hopes. This time we owe it to our men, to our women, to our children, following that drastic lesson in which none was spared the horror and the atrocity of war, that what we build here and now should be so well conceived and so thoroughly planned that the promises and pledges that bring us here may find their full realization.

We of Egypt, conscious of our obligations and sincerely eager to place our shoulders to the wheel, feel it is our duty to state our point of view to the other members of the family of nations, in the belief that by such a frank exchange of views we may help to attain the precious objectives to which we dedicate ourselves.

First and foremost, it is our belief that the keystone of this arch of peace which we seek here to build should be the deep-rooted principles enunciated in the Atlantic Charter. That day in the Atlantic, in mid-August of 1941, when the Prime Minister of Great Britain and the President of the United States met and wrote down certain fundamental thoughts, they wrote a charter for all humanity. These fundamentals stirred every human heart. These fundamentals reached across the seven seas and brought hope to millions that the savage struggles of war were not to be in vain.

In these fundamental principles are compressed the hopes and aspirations of a troubled world. It is upon their fulfillment that the United Nations pledged themselves in their joint declaration of January 1st, 1942, and it is on the basis of that declaration that the present gathering takes place. How can we meet in this solemn conclave and overlook the message that these principles imply?

In fact, the Atlantic Charter was not only a blessing for humanity in its direct promises and prospects; it was equally so in its implications and its indirect commitments. In the message in which the late President Roosevelt made it known to the Congress, he heralded to the world the four freedoms: Freedom of speech, freedom of worship, freedom from fear, and freedom from want.

Beside the first two, for which the world has fought in past ages, and which may be considered as the richest world-wide achievements of constitutional progress, he gave to humanity the other two as most vital to the new conditions and trends of modern life.

The Dumbarton Oaks Proposals are mainly concerned with organizing the conditions of freedom from fear and the necessary establishment of agencies whose principal aim is to maintain peace and security by settling conflicts and enforcing justice in the international field, in other words, what I would term the negative side of the international problem. The positive side in my judgment consists in the development of international solidarity and cooperation, which, however, I feel has not been neglected.

Certainly, we must grant to the authors of these Dumbarton Oaks Proposals the glory that is theirs; the lessons of the war have not been lost upon them. The world has learned by painful experience that economic unrest and social troubles always are at the bottom of international disorders and that the best way to prevent war and maintain peace is to provide the world with a working system of cooperation.

It would be unjust not to recognize the achievement of the League of Nations in that field, but it would be equally unfair not to realize the broader vision which the Dumbarton Oaks Proposals show by comparison to the work of the League. The economic and social functions of the Assembly, and the institution of the Economic and Social Council are proof of a new conception of international affairs.

It is much less by settling conflicts and adjudicating disputes that peace and order can be maintained and human happiness secured. These ends can be more easily attained by promoting cooperation in cultural understanding, by setting a better pattern for international trade and monetary problems and other economic questions, by assigning to mankind a higher standard of living, based on the fact that the best condition for maintaining a high standard in a country is to secure the highest standard possible in the other countries.

We of Egypt hope that that part of the Dumbarton Oaks Proposals may receive the greatest care and attention and that the future Organization will be planned so as to make it most effective.

We plead for the continued earnest thought of all people for the development and clarification of international law. Several other governments have spoken out on this point, and we agree that if a new channel or agency is needed to accomplish it, either through the General Assembly or through the Economic and Social Council, it should be here provided.

The obvious weakness of international law was that, contrary to all other branches of law, its rules could not be enforced. Now, with military power being placed at the disposal of a world organization, it is logical that the rules of international law need to be determined, defined, and codified.

The rules now generally accepted as the law of nations, which are the outcome of the evolution of centuries of international practice, have often helped to avoid armed conflicts and to develop peaceful relations between different states. Better defined, it would help more.

Peut-etre cette grande assemblée me permettra-t-elle, comme représentant d'un pays dont les liens avec les Etats-Unis sont si étroits, de dire combien le Canada a ressenti et continuera de ressentir la perte d'un ami aussi cher et d'un voisin aussi excellent que le Président Roosevelt. A ceux, nombreux ici, qui ont joui de son amitié, sa mort a été un deuil profondément émouvant. Aux Etats-Unis et a l'occasion de ce deuil national, j'exprime une fois de plus la sympathie de toutes les Nations représentées ici.

Mais la mort de Franklin Roosevelt a été plus qu'une perte pour les pays voisins, elle a été une perte pour tous les hommes épris de liberté. Cette perte confère à chacun d'entre nous une responsabilité accrue. Si l'esprit de Franklin Roosevelt anime les délibérations de cette conférence, son succès est assuré. Le plus bel hommage que les représentants des Nations Unies peuvent rendre à sa mémoire consistera a édifier, en unissant leurs efforts, une organisation du monde qui traduira les buts et les idéals de sa vie, un système de coopération internationale qui bannira du globe la menace de guerre et la peur de la guerre.

Je ne saurais exprimer à ceux qui, partie d'autres pays, sont venus dans ce continent d'espoir plus fervent pour l'avenir de l'humanité qu'en disent que de l'instrument que nous façonnons aujourd'hui il sortira peut-être des relations entre toutes les nations semblables à celles qui depuis des générations, ont été le patrimoine commun du Canada et des Etats-Unis.

Je me permettrai encore une autre allusion d'ordre personnel. Tous les délégués ici présents s'associeront a l'espoir exprimé par M. Stettinius que M. Cordell Hull voie sa santé suffisamment rétablie pour prendre part à nos délibérations avant la clôture de la Conférence. Le nom de M. Hull sera toujours évoqué lorsqu'il sera question des origines de l'organisation le la sécurité mondiale. Les années qu'il a consacrées à la cause de la liberté mondiale, sa grande sagesse politique, le courage dont il a fait preuve lorsqu'il a entrepris, à son âge, le pénible voyage de Moscou en 1943, et la large part qu'il a prise dans l'élaboration des propositions soumises à notre examen lui ont acquis une place durable parmi les fondateurs des Nations Unies.

Les travaux de cette conférence ont été grandement facilités par les études préparatoires effectuées à Dumbarton Oaks et à Yalta par les Puissances invitantes. Nous pouvons tous nous réjouir de ce que les grandes puissances aient abouti à des propositions coordonées en vue d'une organisation mondiale de la sécurité. C'est là un grand pas en avant, une contribution considérable apportée d'ores et déjà à l'instauration et au maintien de la paix mondiale.

Le développement rapide de la situation sur les fronts de guerre ainsi que les lourdes exigences auxquelles doivent satisfaire tous ceux qui sont représentés à San Francisco, font qu'il est estrêmement souhaitable de s'atteler sans délai à l'examen détaillé des propositions soumises à la conférence.

Il n'entre pas dans les intentions de la Délégation canadienne de présenter, en session plénière, des amendements précis à ces propositions. Notre Délégation fera connaître son point de vue en temps et en lieu utiles lorsque seront abordés les divers points à l'ordre du jour. La seule préocccupation qui inspirera les amendements que nous pourrions proposer ou appuyer à un stade ultérieur sera d'aider à la création d'un organisation qui, au cours des années et des décennaires à venir, sera assez forte et assez souple pour résister à tous les efforts auxquelles elle pourra être soumise.

Nous ne serons pas guidés par des considérations d'orgueil ou de prestige national et ne rechercherons pas ces changements inspirés par de tels motifs. Nous reconnaissons que le principe et la responsabilité doivent aller de pair et que la sécurité internationale dépend en premier lieu du maintien, du côté de la paix, d'une prépondérance écrasante. Toutefois, la puissance n'est pas concentrée exclusivement dans les mains de quatre ou cinq Etats quels qu'ils soient, et la conférence ne doit pas agir comme si telle était sa pensée. Pareille position serait non seulement en contradiction avec les faits, tels qu'ils sont apparus au cours des cinq dernières années, elle serait encore néfaste à la cause de la sécurité elle-même. Elle stimulerait, en effet, dans nombre de petits pays, la formation d'un nouveau type d'isolationnisme - procédant du sentiment que la tâche de maintenir la paix peut être laissée aux seules grandes puissances. S'ils cédaient à cette idée, les petits pays auraient plus de peine à apporter leur contribution. Or, l'expérience a montré que la part des petits pays n'est pas négligeable, soit qu'il s'agisse de préserver la paix, soit qu'il s'agisse de la rétablir lorsqu'elle a été troublée.

Le peuple du Canada est fermement résolu à accomplir tout ce qui est en son pouvoir pour que le monde ne soit pas submergé une troisième fois par une marée de sauvagerie et de despotisme.

C'est la raison pour laquelle notre Parlement a approuvé à une majorité écrasante l'acceptation de l'invitation faite au Canada de participer à cette conférence. C'est la raison

have suffered at the hands of the Huns.

One of the good qualities of Czechoslovaks is that they know how to be grateful. We are deeply grateful indeed to the liberating Red Army, to Great Britain for giving us asylum and hospitality during the blackest days of our history, and to the United States for their generous help and understanding. One of the last telegrams President Roosevelt sent before he left us was to my chief, President Beneš, congratulating him on my Government's return to our liberated territory. He was like that.

After Dunkirk, Great Britain--and I was there at the time--stood alone and at that moment the voice of Winston Churchill was the voice of all decent people on earth. Some people say it was a miracle. I am not too good at believing in miracles, but I did not believe that Great Britain would be overwhelmed, and I said so at the time.

Then came the epic of Stalingrad. From Stalingrad the Red Army has marched to Berlin because, as Mr. Eden said, there was a job to be done, and what a job they did.

And then the invasions of Africa and the continent of Europe. Miracles? Perhaps, but very well prepared miracles.

I represent a small country in size, placed in the heart of Europe. My country signed a treaty with the Soviet Union a year and a half ago. We intend to cooperate with our great eastern ally loyally and whole-heartedly, at the same time keeping up our long and fruitful relations with the western democracies.

I was in London while the courageous inhabitants of that great metropolis, women and children, faced a continuous attack, almost as deadly as that on the battlefronts. Indeed, London was a battlefront. To have lived with the London folk during these continuous trials and dangers is a privilege I honor and cherish more than I can say. They were magnificent.

I have seen heroes from the underground of Warsaw, Belgrade, Brussels, Athens, Paris, and Prague, and in their presence I felt very humble indeed.

If I judge the spirit of this Conference correctly, I am addressing the representatives of the people who have fought a good fight to win this war. Who are they? They are the countless heroes of the United Nations, the Red Army, the G.I.'s, the British Tommies; they are the Chinese

We believe that a change in the presently contemplated veto provisions of the Dumbarton Oaks draft will serve to inspire greater confidence in the democratic aims of the new world order. Certainly we trust that the great powers, eager to follow the traditionally democratic procedures of law and government, will see their way clear to a revision of the veto plan as now proposed. Permitting any power great or small to sit both as judge and jury in its own case does not, in our opinion, contribute to build world-wide confidence so necessary to the success of a plan for world order. The purpose, as I have said, of these proposals to change the voting methods is to strengthen the primary foundations of the organization and bring to it the greatest possible measure of public esteem and confidence.

Without exhausting our observations on the proposals of Dumbarton Oaks we saw fit to dwell on these few thoughts with the knowledge that from this community of interests of all states--the large and the small, the powerful and the weak, the old and the young--will come a tested, strengthened, and revitalized vehicle for the maintenance of the international peace and security that we all cherish.

And Gentlemen, in closing, may I remind you that just two years ago, several statesmen gathered in my country to discuss the vexatious problems of war and the even more trying problems of the peace to come. These statesmen included the dynamic Churchill, the valiant Chiang Kai-shek, and the gallant leader, the late Franklin D. Roosevelt. Having just completed a conference with the indomitable Stalin, they met one autumn day in a spacious and beautiful garden not far from the great Pyramid of Egypt, built 5,000 years ago by the predecessors of our present Egyptian people. You can well picture the scene, as the circling sun threw the shadow of the giant pyramid across the garden setting, a shadow that has made its daily appearance, month by month, year by year, century by century, for the last 5,000 years. These early Egyptians built for permanence.

And in this solemn hour, may I express the hope that we may start here an enterprise for peace to satisfy the yearnings of the people of the world? May we hope that the edifice we build today will be so true, so fine, and so strong that in the months and years and centuries to come, the sun of another day may permanently, like the shadows of our great pyramids, cast its influence for good permanently upon the people of the earth.

MR. SOONG: I now recognize His Excellency, the Chairman of the Delegation of Honduras and Ambassador of Honduras to the United States.

MR. CÁCERES: Mr. Chairman, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: In April 1917 the United States of America declared war on imperialistic Germany. This war had been provoked by Germany in her violation of the freedom of the seas and her ruthless disregard of international treaties. At that time, the Republic of Honduras, loyal to the principles of freedom, adhered undeviatingly to the cause defended so earnestly by America in the battlefields of Europe.

Thus it was that the Republic of Honduras participated in the Versailles Conferences, which resulted, in part, in the creation of the League of Nations, the first international organization which had as its aim the guaranty of peace to the world. At the inauguration of the League on the 16th of January 1920, a new era for humanity began.

On the 7th of December 1941, Japan, which had belonged to the League but which preferred to abandon it so that she might set out on the road of aggression and conquest, attacked the United States of America at Pearl Harbor. The Republic of Honduras, in spontaneous action against the outrages of totalitarianism, hastened to declare war on the Japanese Empire and, soon after, on its companion in crime, Hitler's Germany.

The Government of Honduras was the first government in America to expel subversive agents of the Reich from its jurisdiction, even before the outbreak of war.

Honduras is a country of a small area, and, perforce, limited economy. However, Honduras has the moral integrity of nations which love law and peace. My country took its stand as a belligerent against the Axis powers long before the glow of victory was visible on the horizon. We were sure that the imponderable values of the spirit, even though they might suffer a temporary eclipse, would endure and be cherished in the hearts of all free men.

My country, Honduras, thus united its destiny with that of the nations facing the totalitarian aggressors, who in their wild schemes believed themselves to be masters of the entire world. So it was that Honduras signed the Joint Declaration by United Nations, freely offering her resources and her manpower in defense of freedom.

Honduras has not failed in the role allotted her by history, and, in recognition of her support in the war against the Axis powers, has come to the Conference on International Organization. Honduras does not have the mighty strength of the victorious great powers. But she does have the undeniable attribute of sovereign equality, enjoyed equally by all peace-loving nations.

The Government of Honduras in its full support of the principle of freedom did not hesitate to accept the invitation extended by the United States of America, by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, by the Union of Soviet Socialist Republics, and by the Republic of China, to be represented in this historical conference where the fundamental principles of law and justice and the broad doctrines of universal welfare must find expression in international policy.

Out of the blood, destruction, and death wrought by totalitarian aggression against free peoples, man's inherent dignity must lift him beyond the horrors of hatred. In this cosmopolitan and hospitable city of San Francisco are assembled together representatives of peoples and governments from all parts of the earth. All are guided by the light of the same ideals. They have gathered to create out of the enduring qualities of freedom, justice, and love, the world of tomorrow, which must be based on the peace and security of nations.

Honduras pays tribute to the historic achievement of the United States of America, of Russia, of England, and of China in establishing the Dumbarton Oaks plan as a basis for the study of the problem of peace and international security.

The political, economic, and social aims which form part of the International Organization constitute a great advance toward stable peace and prevention of war. Yet there remains the urgent necessity of creating a functional organism which will assure that peace.

Whether it be the United States of America, Russia, England, China, or France, whatever the powers which assume the responsibility for guaranteeing the peace, whatever the political realities so-called, we may well remember that in the last analysis human values must be the basis for united and enduring action against the depredations of brute force.

Above all, let us remember that 46 sovereign states which here will deliberate upon the stability of peace and the suppression of war, will make law the invariable guide of their decisions, with justice their driving force toward the realization of the common good.

Precisely by reason of their sovereignty the participating nations will, in their common cause and unity of effort, exalt their individual status by molding it to serve the good of all.

Whether nations be great or small, able to defend unaided or whether they be protected by only an inner moral strength, each is necessary to the other in the world of civilization and culture, in the fight for progress which, in the first place, is the realization of justice, and justice is what we have come here to look for. In this particular conception all the United Nations are entitled to participate in any branch of the international organization, no matter how poor or how rich they might be, no matter if they are weak or powerful, with or without human or economic resources. The armed forces of the United Nations, the armed forces which yesterday jointly embraced close to the hideous redoubt of Berlin, are not only fighting for their own defence or interest, they are indeed fighting for the dignity and welfare of mankind.

The men, peoples, and governments which have congregated here to deliberate and resolve in world peace and security, despite their divergency of geography, history, power, or political systems, have only one moral purpose, that of working together for the good of the international community. The Republic of Honduras is small in size. It has, nevertheless, sufficient moral space to make room for its responsibility, that responsibility which will bind her with regard to the obligations and rights derived from participation in this Conference because of its spontaneous contribution in the war effort. When Honduras threw its lot on the side of the United States of America, it did not do so to become a theoretical belligerent.

Honduras salutes the United Nations and expresses its hope and faith in the ideals of this "survival war" and in a better world to come.

MR. SOONG: The Chair now recognizes His Excellency, the Chairman of the Delegation of India.

SIR RAMASWAMI: Mr. President, Fellow Delegates, Sisters and Brothers of the United Nations: I stand here to represent the views of a people who have throughout their historic past been known as a peace-loving people. In all the long history of India, whatever internal commotions may have taken place, the historian does not record a single instance of the people of India being aggressive or wanting to dominate over any people beyond their borders. On the other hand, India has been the refuge of all the persecuted of other lands from the days when the White Jews left their territory and came to the western coast of India down to recent times when, only the other day, the refugees of that first invaded country, Poland, found sanctuary in my country.

I remember with pleasure an incident only about three years back, in the last month of 1942, when I and a colleague of mine were in England--the incident when General Sikorsky, on behalf of his people, came and thanked us for what we had done for the Polish refugees in our country. And, Sir, this habit of peace-loving is not due to any fact that we are not able to stand up against the invader, or that we have not played our part worthily in the military conquests that have been waged from time to time for the preservation of human liberties and the extension of human liberties.

I need hardly refer to the part that India played in the last great war when her military strength was utilized toward defeating the same aggressor 25 years ago. In the plains of Flanders, in the nooks and corners of Gallipoli, in the arid deserts of Mesopotamia, Indian blood has been shed for what is considered the liberty of the world. And it is a tragedy of the first magnitude, a tragedy to which the Mayor of this great city referred in his remarks the other day, that all that sacrifice has been in vain.

Twenty-five years later, when the call came that aggression should be put down, that the monster which had raised its head in Europe was likely, if unchecked, to dominate all the freedom-loving people of the world, the Indian people were ready to take their place among those who would fight for the preservation of the liberty of the human people.

And more, Mr. President, if I could vouch for the feelings of my people, it was not in 1939 alone but throughout that period that you referred to, when this war first began in 1931, when democratic countries were still hesitating about the attitude that they should take, when in conferences at Geneva and elsewhere the people of other countries were wondering whether they should take their part in putting down the aggression that then began, the Indian people at any rate had no hesitation in showing where their feelings and where their sympathy lay--with your great country, China. And they waited and watched, and they watched and waited, until at long last the opportunity came in 1939, when even the tired countries of the West could no longer suffer the onward march of the dictators and they decided to take their firm and their last stand against Germany, the greatest aggressor in Europe.

Sir, I have said that ours is not merely a peace-loving country in the sense that it could merely pray for peace and keep quiet with folded hands. In this war, in the north of Africa, at Dunkirk, in Italy and in Greece, in the Middle East countries, the armies of India have played their worthy part.

And it has been a matter of supreme satisfaction to us that our armies played the main part, if I may say so, at the Battle of Tehran and in liberating the country which was swallowed up by an aggressor country only recently, unaided, unsupported, almost uncared for--the great and ancient Kingdom of Ethiopia. I know that my people were pleased--more than pleased; grateful--more than grateful--that it had been given to them to free this ancient country, to their armies to be instrumental, in the main, in freeing this great and ancient country and relieving it from the thralldom of an aggressive power.

Mr. President, we are met here at the invitation of the four great powers. They have done their utmost; they are doing their utmost to contribute to the success of this war. In fact, one may say they have almost won the war--certainly in the West--and the decision is no longer in the balance; the decision is no longer in doubt as to their winning the war in the East also.

We talk of the great powers and of small powers; we talk of the special responsibility of great powers, and the special privilege of great powers also. I should like to put in its proper perspective what India has done in this war. Two and a half million of the sons of India, soldiers drawn from every part of the country, drawn on a voluntary basis, are today fighting in the different parts of the world against the common aggressor.

May I point out, Mr. President, that, next after the great countries--the four inviting powers--next in strength to the armies of these four great inviting powers, is the strength of the Army of India which is fighting the aggressor nations today. I speak not in boastfulness but in utter modesty, and I should like to remind myself and others at this Conference of one fact. I should like to be like the Laputan flapper speaking with bated breath and with whispering humbleness, to draw the attention of the great powers to the fact that, by themselves, none of them individually could have stood against the great tyrant and aggressor; that in unity with others they have been able to achieve the success that they have done, and that, moreover, smaller countries by their contribution also have helped to achieve the present result.

We talk of independence, we talk of sovereign rights--I am one of those that believe in sovereign rights--but I believe the world has come to a stage when the emphasis is not to be so much on independence as on interdependence.

None of us, not even the great powers, as I said, individually could foresee all the combinations or all the developments of even any single power, and be assured that by its own remorseless strength, its own vital powers, it could always be secure and maintain its sovereign status. At this United Nations Conference, while I recognize, and all of us who are called the smaller nations recognize, the essential features and basis of this Conference, while we realize that the main responsibility is on the great powers, I should like humbly to suggest to the great powers themselves that they also serve who only stand and wait; that the smaller nations who have contributed a little one way or the other may also at times of stress be not altogether a negligible factor in maintaining security.

Mr. President, there is one other aspect of the question that I should like to refer to. I was following the speeches of the four sponsoring governments, the speeches of the representatives of the four sponsoring governments, and I found that an aspect to which my country attaches the very greatest importance was touched upon by the Secretary of State for Foreign Affairs of the United Kingdom when he spoke of the constitution of the Economic and Social Council under the Dumbarton Oaks Proposals. It seems to me that enough attention has so far not been averted to this aspect of the question, that when we are all thinking of security, of armed forces which will prevent aggression, we are likely to forget the basic factor in all these considerations, the cause which leads to aggression.

It is economic injustice, and even more, social injustice, that has bred for all time in the past the great causes of war, and has led to these great Armageddons. Therefore in this hour, when nations are going through the rack of conquest and therefore have much more emphasis laid on security and armed strength to prevent aggression, let us not forget for a moment the vast emphasis that has to be laid on the causes that lead to war, economic and social injustice.

And beyond that, and more than that, there is one other factor which has to be realized. We are all asked to be realists, we are asked to recognize various factors in the world set up as it exists today. There is one great reality, one fundamental factor, one eternal verity which all religions teach, which must be remembered by all of us, the dignity of the common man, the fundamental human rights of all beings all over the world.

Those rights are incapable of segregation or of isolation. There is neither border nor breed nor color nor creed on which those rights can be separated as between beings and beings. And, speaking as an Asiatic, may I say that this is an aspect of the question which can never be forgotton, and if we are laying the foundations for peace we can only lay them truly and justly, to last for some time--for a couple of generations at least. Those fundamental human rights of all beings all over the world should be recognized, and men and women treated as equals in every sphere, so far as opportunities are concerned.

Mr. President, I do not want to detain this assembly very long. More speeches, and speeches of much greater value, are going to be delivered and I should like to listen to them. I do not therefore propose to go into the question of what amendments my Delegation are likely to submit. I have given a free indication, in the general observations that I have made, of the kind of amendments that India is likely to suggest for the consideration of this Conference.

There is one aspect of the question again with which we fully agree. The Secretary of State of this great country stated in his speech that we must lay the foundations and prepare the plan, but that it would be a mistake to expect that the full details would be worked out here, and that it is not right, not advisable, not safe, to put too many details in any plan that this Conference may devise. I entirely agree with him. I myself believe that if we can lay the foundation firmly, on the basis of justice, of equality, and of undamental human rights, having an eye to the causes that create war, having an eye to the measures and the mechanisms by which wars can be prevented, we should have done the right thing at this great Conference, and we should have done the right thing by these people who have sacrificed, and by those people who are today sacrificing their all in the cause of liberty.

Mr. President, among all the features that attracted my attention at the opening of this Conference the other day, was the line of young men and women who stood behind the President at that time--the young men and women whose future we are planning, the young men and women who will have to play their part, who have played their part at present, and who are asking what the aged people, who happen to be statesmen and administrators of various countries, are thinking about the future. They are not going to come back into that old rut of life, contented to pass smoothly under the dictation of what may be called the elderly advice, without questioning from the very beginning the wisdom of all the actions that we are likely to take at this Conference, and they will have a right to do so. The future world is theirs, the peace plan that we are planning is for them, not for us, and, in the days to come, it is to them that we shall be responsible if we do not achieve our purpose here and do not plan wisely.

I said that we agree entirely that it was not advisable to load too much work on this assembly, but that the main outlines, the fundamentals, should be agreed to in keeping with the ideals I have been developing during the last few minutes, and, if I might venture to quote a few lines, I agree with the spirit of the great Cardinal who said, "Lead, kindly Light, amid the encircling gloom; lead thou me on! The night is dark, and I am far from home; lead thou me on! . . . I do not ask to see the distant scene; one step enough for me." Thank you.

MR. SOONG: I next recognize His Excellency, the Chairman of the Delegation of Iran.

MR. MOSTAFA ADL (speaking in French; translation follows): Mr. Chairman, Delegates, Ladies and Gentlemen: The very noble intent that has presided at the organization of this Conference has been greatly appreciated by my country, and I welcome this opportunity, for which I thank you, Mr. Chairman, to express the gratitude of Iran for the great leader who took this initiative.

But let us now recall the memory of President Franklin Delano Roosevelt. All nations seeking peace, justice, and equity honor his memory, but Iran has an extra claim to this mission, for had it not the privilege, if only for a short while, to entertain the late President during the Conference at Tehran and this at a time when President Roosevelt was displaying his greatest activity in collaboration with Marshal Stalin and Mr. Churchill in order to elaborate plans for victory, which ever since has never failed to confound and seek out the common enemy.

It will never be superfluous to repeat that the present war, imposed on the United Nations by aggressors, has as a final aim the establishment of justice and the assurance of a permanent peace so that the sufferings borne by humanity today may not be repeated in the future.

This war has spared no country. In turn, mine experienced all it can bring in the way of grief and suffering. It has, however, the satisfaction to note that its great Allies have duly recognized its share of help to the common cause in the Declarations of Tehran.

The honorable delegates who have preceded me here explained with eloquence how necessary it is to put forth solid bases for an honorable peace and to establish among the nations a political understanding and an economic solidarity based on the principles of equality and justice. We are happy to note that the draft of Dumbarton Oaks has already laid the basis of this peace to which world democracy is so strongly attached. We feel, nevertheless, that certain points must be stressed more precisely so as to insure fully territorial integrity and political and economic independence to states, members of the future organization. The Iranian Delegation will not fail to present, at the proper time, its recommendations.

I would like to stress equally the importance of an intellectual and moral collaboration. If individuals are to live in peace, it is necessary that they should live in harmony, that they should understand one another. The same can be said of nations. The non-observance of this principle is, to my mind, the root of the misunderstandings which wreck the peace. The importance of intellectual cooperation in the new organization must be stressed. I believe that I am not only the mouthpiece of my country's feelings, but also that of the countries represented here, when I speak of the steady faith in the fulfillment of our duty and our unwavering aim. By this I mean that this Conference will not close before we have laid the foundation of an international structure, which must guard and insure the peace and security of the world.

We all of us have covered thousands of miles; from the far corners of the world we have come, bringing with us the wishes of millions of souls, different in race and creed, but together in their deep desire for peace, justice and freedom. They have placed their faith in us. We must not go back with empty hands; our peoples expect their delegates will bring back from San Francisco the signed Charter which will safeguard the welfare of humanity. Let us do our utmost not to deceive them.

secure situations do not spring from genuine justice and therefore are not worth maintaining.

Unless, then, the positive content of peace is determined on a foundation of real justice, there will be no real peace. Accordingly, the United Nations in this Conference must devote some time to the determination of a dynamic and positive conception of civilized existence which will justify the organization they mean to set up. The peace which man believes in and will spontaneously rise up to defend is only that which is grounded in his ultimate rights and freedoms and in the reality of justice There is a peace which only cloaks terrible inner conflict and there is a security which is utterly insecure.

The Proposals of Dumbarton Oaks envisaged political, military, judicial, economic, and social measures for the maintenance of international peace and security. There is, however, hardly any mention of matters of an intellectual, moral, and educational order except for the rather vague phrase "humanitarian problems" in Chapter I, article 3, and Chapter VIII sections A and C, which may imply such matters. But the promotion of understanding in respect to ideas and beliefs among the nations is no small matter in the securing of enduring peace.

Therefore, educational and intellectual cooperation among the nations is of the utmost importance. A free exchange of ideas will train the mind in the ways of peace and will bring the nations together. The United Nations can save themselves many wars if they attend properly to the liberal arts of peace.

To this end certain small nations, while they may not be in themselves of much consequence militarily and politically, may be of the greatest importance intellectually and educationally. The unobtrusive moral contribution to international peace and security is altogether out of proportion to the size or material importance. Nations such as Lebanon, by reason of their traditions, educational institutions, potentialities, and geographical position must be looked upon as peculiarly entitled to a dominant representation in the Economic and Social Council or in an educational commission under that Council.

The present war, Mr. Chairman, is drawing to a close. We here are interested in the organization of peace, but the important thing is not the war of arms nor therefore the peace, which merely means the absence of such war. The important thing is the war of ideas. The war of arms itself derives whatever importance it has from whether it decides rightly in the war of ideas. There is no doubt in our mind that the decision which is being enacted today in the various theaters of war is a right decision. But when we look ahead to the years of peace, we find that distressingly little is being contemplated to be done in this Conference in the realm of the mind and spirit. For the most part, we are dealing with means and instruments and machinery and mere framework and form, but certainly the fundamental thing is the spirit which fills and justifies that form.

It is to the spirit and mind of man, to his ideas and his attitudes that we must devote considerable attention if the peace is going to be truly won. Unless we secure the right conditions for spiritual and intellectual health and unless we determine the right positive ideas for which man should live, I am afraid all our work in this Conference may prove to have been in vain.

MR. SOONG: Ladies and Gentlemen, this session is now adjourned. The next session will be held in this same auditorium at 3:30 this afternoon.

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. 130 (ENGLISH)
P/7 (1)
May 8, 1945

PLENARY

CORRIGENDUM TO THE VERBATIM MINUTES OF THE THIRD PLENARY SESSION

Doc. 22 (ENGLISH), P/7, page 14, paragraph 3, line 3:

Substitute the words "Battle of Keren" for the words "Battle of Tehran".

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. No. 22(FRENCH)
P/7
28 April 1945

PLENARY

COMPTE RENDU DE LA TROISIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE TENUE LE 28 AVRIL 1945, A 11 HEURES DU MATIN

M. SOONG: Mes chers Collègues, Mesdames et Messieurs, je déclare ouverte la séance plénière de la Conférence pour l'Organisation Internationale. Au cours de cette séance, nous aurons l'honneur d'entendre la suite des déclarations des Chefs des Délégations.

Les Délégués qui ont exprimé le désir de se faire entendre au cours de la présente séance monteront à la tribune par ordre alphabétique.

Je donne la parole en premier lieu à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères, Président de la Délégation de Tchécoslovaquie. (Applaudissements).

M. MASARYK : Monsieur le Président, mes chers Collègues, Mesdames et Messieurs,

Les distingués orateurs qui m'ont précédé ont rendu d'éloquents hommages à Franklin Delano Roosevelt. Permettez-moi de m'associer à eux et de dire que dans le monde entier ceux qui souffrent, ceux qui sont dans la détresse, ceux qu'a frappés d'épouvante la succession d'horreurs que ce cataclysme nous a apportée, ont perdu avec lui un appui précieux, une source de courage, un ami cher, compréhensif et dévoué.

La très jolie ville de San Francisco est pour moi une

* [Corrigendum voir p. 279]

étape sur la route de Prague, belle capitale de la Tchécoslovaquie. Je suis venu de Londres en passant par Moscou où j'ai pu apprécier l'effort inouï du magnifique peuple de l'Union Soviétique conduit par le grand Maréchal Staline. Les journaux ont apporté à la Délégation tchécoslovaque une nouvelle qui a pu échapper à certains d'entre vous. Brno, capitale de notre province de Moravie, a été libérée par l'Armée Rouge (Applaudissements).

Notre joie n'est dépassée que par notre reconnaissance infinie à l'égard de nos frères slaves.

Hier, nous avons appris également que les forces américaines et britanniques ont pris contact sur le territoire allemand avec leurs alliés soviétiques afin d'étouffer à jamais ce qui reste de vie dans le Valhalla sans grandeur de Hitler (Applaudissements). Ce sont là de très bonnes nouvelles qu'accueillent avec joie tous ceux qui ont souffert sous la domination des Allemands. Une des qualités des Tchécoslovaques est qu'ils savent témoigner leur reconnaissance. Nous sommes profondément reconnaissants à l'Armée Rouge qui nous a libérés, à la Grande-Bretagne qui nous a assuré asile et hospitalité pendant les jours les plus sombres de notre histoire, et aux Etats-Unis qui nous ont donné leur aide généreuse et témoigné leur compréhension. Un des derniers télégrammes que le Président Roosevelt ait envoyé avant sa mort était adressé à mon Chef, le Président Benes pour le féliciter du retour de mon gouvernement sur notre territoire libéré. Tel était l'homme.

Après Dunkerque, la Grande Bretagne--j'étais à ce moment sur son territoire--demeura seule; à ce moment, la voix de Winston Churchill était la voix de tous les honnêtes gens du monde. Certains parlent d'un miracle; je ne crois pas beaucoup aux miracles mais je n'ai jamais pensé que la Grande Bretagne serait écrasée et je l'ai dit à cette époque.

Puis vint l'épopée de Stalingrad. De Stalingrad, l'Armée Rouge est allée à Berlin parce que, comme l'a dit M. Eden, il y avait une besogne à accomplir et quelle besogne elle a accomplie· (Applaudissements).

Les invasions de l'Afrique et du Continent européen sont-elles des miracles ? Peut-être, mais alors ce sont des miracles bien soigneusement préparés.

Je représente un pays petit par l'étendue de son territoire, et situé au coeur de l'Europe. Ce pays a signé, il y a un an et demi, avec l'Union Soviétique, un traité. Nous avons l'intention de collaborer avec notre grande alliée de l'Est loyalement et avec toute notre bonne volonté, tout en conservant les relations anciennes et fécondes que nous entretenons avec les démocraties occidentales.

Je me trouvais à Londres au cours de cette période pendant laquelle les courageux habitants de la grande capitale, y compris les femmes et les enfants, ont subi sans répit une attaque presque aussi meurtrière que celles des champs de bataille. En fait, Londres était bien en première ligne. Avoir partagé la vie des Londoniens au cours de ces épreuves et de ces dangers incessants est un privilège dont je m'honore et auquel je tiens plus que je ne saurais le dire. Ils ont été magnifiques (Applaudissements).

J'ai vu des héros de la résistance clandestine de Varsovie, Belgrade, Bruxelles, Athènes, Paris, et Prague, et en face d'eux je me suis senti bien humble.

Si je ne me méprends pas sur l'esprit de la Conférence, je parle aux représentants de ceux qui ont lutté pour gagner la guerre. Quels sont-ils ? Ce sont les innombrables héros des Nations Unies, l'Armée Rouge, les Sammies américains, les Tommies britanniques, les combattants chinois, les guerillas russes, polonais, yougoslaves, francais et tchèques, enfin, les malheureux habitants des camps de concentration et des ghettos. Mes chers collègues, mon pays tout entier a été un camp de concentration depuis 1939.

La présente Conférence a été convoquée pour que le monde devienne digne de tous leurs sacrifices et de toutes leurs souffrances, pour que nous restions fidèles à nos morts. Nous qui avons survécu dans une sécurité relative, nous portons une responsabilité qui est presque écrasante. Nous avons à accomplir une tâche collective d'ampleur considérable. Ou bien nous créerons une organisation efficace qui garantira, fut-ce par le recours à la force, une paix durable, ou bien nous descendrons vers cet abîme d'iniquité que j'ai appelé un Age de Pierre mécanisé.

Actuellement, les délégués de 46 nations qui, depuis 25 ans, souffrent profondément de l'absence d'un organisme international disposant de la force nécessaire sont réunies à San Francisco. Le principe de la Société des Nations était excellent, mais cette force brillait par son absence. Il ne peut s'agir de retomber dans les erreurs passées. Nous avons tous eu actuellement la possibilité d'étudier le plan de Dumbarton Oaks sous tous ses aspects. Il y a certains points qu'il y aura lieu probablement d'étudier en commun au moment voulu. Pour ma part, des questions comme celles de la mise en vigueur d'un droit international plus vivant, de l'observance des obligations contractuelles relatives à l'intégrité territoriale, de la définition de l'agression et, peut-être de l'organisation du conseil économique et social, me paraissent dignes d'un examen sympathique.

Le plan de Dumbarton Oaks constitue une amélioration considérable par rapport au passé. Nous avons été invités à San Francisco par les quatre Puissances qui portent la responsabilité du maintien de la paix dans l'avenir.

Je remets entre leurs mains la cause de la Tohécoclovaquie, et je leur promets sa collaboration la plus complète. Entourées ainsi qu'elles le sont de la volonté de paix unanime de toutes les Nations Unies qui ont le privilège de partager dans une mesure plus ou moins forte cette responsabilité, ces nations peuvent et doivent nous mener vers un avenir meilleur, succédant à un passé d'une horreur inexorimable.

Je souhaite, j'espère, je sais que nous réussirons. Il le faut (Applaudissements).

Dr. SOONG: Je donne la parole à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères, Président de la Délégation égyptienne (Applaudissements).

Dr. BADAWI PASHA: Monsieur le Président, mes chers Collègues, Mesdames et Messieurs, Au nom de la Délégation égyptienne, j'ai l'honneur, en cette circonstance mémorable, de rendre un hommage profondément sincère à la mémoire du grand Président Franklin, Delano Roosevelt, qui, ayant amené le monde jusqu'au seuil d'une nouvelle ère de paix et de sécurité internationale, a ouvert la voie à la présente Conférence. Sa disparition de la scène internationale représente certes une grande perte, et c'est en assurant la réussite de cette Conférence, en édifiant une paix durable, que nous rendrons à sa mémoire le plus digne hommage. Nous n'arriveons à ce résultat que par la confiance mutuelle, la tolérance, l'esprit de compromis.

L'Egypte est fière de la contribution importante qu'elle a pu apporter à la victoire des Nations Unies dans la zone de haut intérêt stratégique qu'est la Méditerranée. Elle a assuré la protection du Canal de Suez et d'autres régions essentielles aux transferts de troupes et d'approvisionnements alliés, et elle n'a cessé de donner, depuis les débuts du conflit actuel, son entier concours, par tous les moyens en son pouvoir et sa coopération a fait l'objet de chaleureux éloges de la part du haut commandement allié sur terre comme sur mer.

L'Egypte vient à cette Conférence imbue de traditions pacifiques et démocratiques et de l'esprit de coopération le plus large, animée de l'espoir que, grâce à la Charte que nous allons établir, tous les intérêts discordants et les tendances divergentes des nations seront aplanis et qu'ainsi, par des moyens légaux et grâce à une procédure méthodique, l'humanité se trouvera libérée du fléau dévastateur de la guerre.

Il n'est certainement aucun d'entre nous à qui il faille rappeler qu'après toutes les douleurs et les souffrances de la dernière guerre, on avait suscité de grands espoirs et fait briller de merveilleuses promesses aux yeux d'une humanité épuisée. En de nobles phrases, on lui avait promis l'établissement d'un order nouveau et la création d'une humanité meilleure; bientôt cependant, souffrances et douleurs furent oubliées; oubliées également, les promesses et détruits, les espoirs. Cette fois, nous devons à nos soldats, à nos femmes, à nos enfants, après cette tragique lecon au cours de laquelle aucun peuple n'a échappé aux horreurs et aux atrocités de la guerre, d'étudier et de mettre sur pied une organisation telle qu'elle permette de réaliser pleinement les promesses et les engagements qui nous ont amenés ici.

La Délégation egyptienne, pleinement consciente de ses obligations et sincèrement désireuse de collaborer à l'effort commun, croit devoir exposer son point de vue aux autres membres de la famille des nations, car elle est convaincue qu'un échange de vues loyal contribuera à atteindre les objectifs élevés que nous avons tous en vue.

En tout premier lieu, nous sommes convaincus que les principes fondamentaux énoncés dans la Charte de l'Atlantique doivent constituer la clé de voûte de cette Arche de Paix que nous cherchons à bâtir.

Le jour où, dans l'Atlantique, vers le milieu d'août 1941, le Premier Ministre de Grande-Bretagne et le Président des États-Unis se sont rencontrés pour fixer certains principes essentiels, ils ont rédigé une Charte pour toute l'humanité. Ces principes ont fait vibrer tous les coeurs; ils ont traversé les sept mers; ils ont fait espérer à des millions d'êtres que cette guerre cruelle n'aura pas été menée en vain.

Ces principes fondamentaux résument les espoirs et les aspirations d'un monde troublé. Les Nations Unies, dans leur déclaration commune du premier janvier 1942, se sont engagées à les appliquer; la présente Conférence est la suite de cette Déclaration. Ce conclave solennel peut-il ne pas tenir compte des principes qu'elle énonce ?

En fait, la Charte de l'Atlantique était un bienfait pour l'humanité non seulement par les promesses et les perspectives directes qu'elle laissait entrevoir, mais aussi par toutes les conséquences et les engagements qui en résultaient indirectement. Dans le message par lequel le Président

Roosevelt communiquait cette Déclaration au Congrès, il annonçait au monde l'avènement des quatre libertés essentielles: Liberté de parler, Liberté de croire, Liberté de vivre en paix, Liberté de vivre en sécurité.

Après les deux premières libertés, pour lesquelles le monde a combattu dans le passé et que l'on peut considérer comme la réalisation la plus féconde de l'évolution politique dans tous les Etats, il a été spécifié les deux autres comme étant les plus indispensables aux conditions et aux tendances de la vie moderne.

Les propositions de Dumbarton Oaks traitent essentiellement de l'établissement de conditions propres à assurer la liberté de vivre en paix; elles prévoient la création d'organismes dont le but principal sera d'assurer la paix et la sécurité en réglant les conflits et en faisant régner la justice dans les relations internationales; en d'autres termes, il s'agit ici de ce que j'appellerais le côté négatif du problème international; le côté positif, à mon avis, c'est le développement de la solidarité et de la coopération entre Etats et c'est un aspect qui n'a pas été négligé.

Nous devons certainement reconnaître aux auteurs des propositions de Dumbarton Oaks le mérite qui leur revient: les leçons de la guerre n'ont pas été perdues pour eux. Le monde a appris, à la suite d'une expérience douloureuse que, à la base des désordres internationaux, on trouve toujours des malaises et des troubles sociaux et que le meilleur moyen d'empêcher la guerre et de maintenir la paix est d'établir dans le monde un système effectif de coopération.

Il serait injuste de ne pas reconnaître ce qu'a accompli dans ce domaine la Société des Nations, mais il serait tout aussi injuste de ne pas admettre que les propositions de Dumbarton Oaks, par comparaison avec l'oeuvre de la Société des Nations, expriment une beaucoup plus grande largeur de vues.

Les attributions reconnues à l'Assemblée dans le domaine économique et social ainsi que la création d'un Conseil Economique et Social sont l'expression d'une conception nouvelle des affaires internationales.

Ce n'est pas seulement en réglant les conflits et les différends que l'on pourra maintenir la paix et assurer le bonheur de l'humanité; mais aussi et plus aisément par le développement de la coopération dans les relations culturelles, par l'amélioration des échanges internationaux et le règlement des problèmes monétaires et économiques, ainsi que par le relèvement du niveau de vie de l'humanité, étant entendu que le moyen le meilleur de maintenir un niveau élevé dans un pays est de relever le plus possible le niveau dans les autres pays.

La Délégation égyptienne espère que cette partie des propositions de Dumbarton Oaks fera l'objet de l'attention la plus vive et que les plans de l'organisation future seront prévus de manière à les mettre en oeuvre le plus efficacement possible.

Nous demandons instamment que l'on se préoccupe d'une manière continue et persévérante de développer et de préciser le Droit International. Un certain nombre de gouvernements ont déjà exprimé leur avis à cet égard; nous déclarons, pour notre part, que, s'il est nécessaire d'établir une procédure nouvelle ou un organisme nouveau pour atteindre ce but en en confiant la responsabilité soit à l'Assemblée Générale, soit au Conseil Economique et Social, il convient de prendre dès maintenant les dispositions nécessaires.

La loi internationale présentait une faiblesse évidente: elle était la seule, dans tous les domaines du Droit, à ne disposer d'aucun moyen de coercition. Aujourd'hui, étant donné que l'Organisation mondiale disposera d'une force militaire, il est nécessaire, en toute logique, que les règles du Droit International soient fixées et codifiées.

Les principes que l'on reconnaît généralement aujourd'hui comme constituant le Droit International et qui résultent de l'expérience de longs siècles de relations internationales, ont souvent contribué à éviter des conflits armés et à établir des relations pacifiques entre les différents peuples. Ces règles, mieux précisées, n'en seraient que plus efficaces.

A ce propos et en vue d'introduire plus d'harmonie dans les relations internationales, nous estimons que la Conférence devrait poser certains principes en vue de la révision des Traités devenus incompatibles avec les conceptions nouvelles de l'Organisation mondiale et de la Sécurité collective, et qui seraient, par conséquent, de nature à devenir des causes d'irritation et des sources éventuelles de conflit.

Les propositions de Dumbarton Oaks établissent une distinction entre les grandes Puissances, membres permanents du Conseil, et les autres Puissances appelées moyennes et petites. Nous estimons, pour des raisons pratiques, que les responsabilités plus grandes assumées par les grandes Puissances dans le maintien de la paix, justifient la situation privilégiée qui leur est reconnue; nous pensons toutefois qu'il est nécessaire d'établir un équilibre entre les grandes Puissances et les Puissances moyennes et petites et nous soumettrons à cet effet certains amendements.

L'expérience de la Société des Nations doit nous permettre d'éviter certaines erreurs commises dans le passé. Ces erreurs étaient dues peut-être à une fragmentation excessive des responsabilités; mais ne serait-ce pas également une erreur que d'aller à l'autre extrême et d'adopter un plan dans lequel l'ensemble des pouvoirs se trouverait concentré entre les mains d'un très petit nombre d'Etats.

Dans leur ensemble, le groupe des Puissances moyennes et petites représente un élément important dans l'Organisation de la paix mondiale étant donné qu'il comporte au moins 40 Etats dispersés sur tout le globe, dotés d'une vie nationale propre et jouissant d'une indépendance conquise à la suite d'années et parfois de siècles de peines et de luttes.

Leur adhésion à la nouvelle Organisation implique qu'elles vont abandonner, dans l'intérêt général, au Conseil de Sécurité, un certain nombre de leurs prérogatives essentielles. Elles pourront également être appelées à donner suite à des décisions du Conseil, soit en mettant des forces armées à sa disposition, soit en lui accordant certaines facilités sur leur territoire, soit encore en adoptant des mesures économiques qui entraîneront pour elles de lourds sacrifices.

Il est donc difficile de justifier un plan d'organisation dans lequel ces Puissances se trouveraient dans l'impossibilité d'exposer leur point de vue au sein du Conseil ou de participer à l'élaboration de décisions qu'elles auraient à appliquer, parfois au détriment même de leurs intérêts. L'appui donné à l'Organisation mondiale par un groupe quelconque de petites Puissances devrait donner à ce groupe le droit d'être largement représenté au Conseil. Il conviendrait de porter à 14 le nombre des membres du Conseil. Cette modification n'affecterait en rien les privilèges des membres permanents. En dépit de cette augmentation du nombre des membres, les décisions seraient prises à la majorité de huit voix d'États qualifiés ou non, selon l'affaire évoquée devant le Conseil.

De cette facon, l'augmentation du nombre des membres n'empêcherait pas le Conseil de Sécurité d'intervenir rapidement et les membres permanents ne perdraient rien de leur influence.

D'autre part, si la désignation des membres non permanents du Conseil n'a point pour base un critère positif, si l'on s'en remet au hasard ou à un vote, à des combinaisons temporaires, à certaines luttes d'influence, il peut se faire que, malgré l'augmentation du nombre des membres, la représentation de l'ensemble des petites Puissances reste tout à fait insuffisante.

Le principe le plus sûr et le plus objectif serait l'attribution aux principales régions du monde d'une représentation permanente au sein du Conseil.

Dans une Organisation dont les fonctions et les pouvoirs s'appliquent à toute la surface du globe, le choix des membres élus doit être fondé sur la représentation territoriale, afin qu'aucune grande région--en dehors des territoires des cinq grandes Puissances--ne se trouve empêchée de participer d'une manière effective à l'activité du Conseil.

La représentation des Etats devrait se faire sur la base de régions correspondant à des circonscriptions électorales, l'Assemblée Générale choisissant un représentant pour chaque région.

Le Conseil de sécurité dont les éléments déterminants reflètent l'opinion des Grandes Puissances doit avoir la possibilité d'agir de sa propre initiative, sans être obligé de consulter l'Assemblée. Il fonctionnerait ainsi comme un organe exécutif auquel un Parlement aurait accordé les pleins pouvoirs.

On pourrait prévoir que l'Assemblée ne pourrait modifier une décision du Conseil qu'à la suite d'un vote recueillant une majorité des trois quarts.

Partout où, dans des Gouvernements constitutionnels, fonctionne un système d'équilibre et de contrôle, la structure même de ces Gouvernements s'en est trouvée renforcée.

C'est un principe reconnu que l'organisme au sein duquel la masse est le plus largement représentée donne l'impression la plus exacte de la volonté populaire. Nous sommes donc convaincus que c'est l'Assemblée, du fait même qu'elle comprendra tous les pays membres de l'Organisation qui exprimera de la manière la plus large et la plus réelle l'opinion publique mondiale. Par conséquent, les décisions du Conseil qui seront soumises à son examen gagneront à cette épreuve de la force plutôt qu'elles n'en perdront.

Nous croyons qu'une modification des dispositions relatives au veto, telles qu'elles sont actuellement envisagées dans le projet de Dumbarton Oaks, contribuerait à inspirer une plus grande confiance dans les buts démocratiques de l'ordre mondial nouveau. Nous avons l'espoir que les grandes Puissances, dans leur désir d'appliquer les procédures démocratiques traditionnelles en matière juridique et gouverne-

---

la parole à Son Excellence le délégué du Liban, qui sera ler dernier orateur pour cette séance.

M. MALIK: Monsieur le Président, Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Le Liban désire exprimer sa reconnaissance aux Grandes Puissances qui, dans un esprit de justice, ont bien voulu l'inviter à la Conférence pour l'organisation internationale. Le Liban, l'une des Nations Unies, apprécie pleinement et approuve les motifs élevés qui ont déterminé ces Puissances à réunir la présente Conférence. Les nations pacifiques du monde entier se trouvent aujourd'hui devant une occasion historique et unique d'organiser la paix, une occasion que certainement personne ne peut se permettre de manquer ou de négliger si l'on pense à l'infinie variété des questions qui se posent.

Le Liban est entièrement prêt à jouer son modeste rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales sur la base des propositions de Dumbarton Oaks qui, selon nous, sont inspirées des principes de justice et d'égalité dans la souveraineté chers à tous les Etats pacifiques, grands ou petits.

Il est impossible, Monsieur le Président, d'être ici au sein de cette Assemblée et de ne point songer au Président Roosevelt. La présente Conférence n'aurait pas pu avoir lieu sans le dévouement qu'il n'a cessé de manifester à la cause de la justice et sans cette conception qu'il s'était faite d'une véritable unité parmi les nations. La nation libanaise a profondément ressenti sa perte. Nous avons appris à comprendre que lorsque la liberté et la justice étaient en cause, on pouvait être sûr qu'il se lèverait pour leur défense. On ne saurait rendre au Président Roosevelt un hommage plus beau et plus appropriée qu'en bandant toutes les énergies dans l'élaboration d'une charte mondiale où seraient sanctionnés les grands principes auxquels il était si attachés
En ce qui concerne les buts fondamentaux de l'Organisation envisagée qui grouperait les Nations Unies, le Liban désirerait que leur fût ajouté celui-ci: Créer un Comité de juristes permanent chargé de codifier ou de fixer périodiquement les principes du droit international de même que les modifications qu'il appelle de temps à autre. Il est évident qu'une formulation précise de la loi des nations constamment tenue à jour, au fur et à mesure que se développent la théorie et la pratique de cette loi, constituerait un instrument puissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

De cette façon, les aspects plus particulièrement politiques et militaires de l'organisation, sur lesquels les propositions de Dumbarton Oaks semblent mettre si judicieusement l'accent, seront contre-balancés et tempérés par les exigences non moins importantes de la justice internationale.

mentale, verront la possibilité de revenir sur le système de veto actuellement proposé. A nos yeux, permettre à une puissance, grande ou petite, d'être à la fois juge et juré dans sa propre cause, ce n'est pas contribuer à engendrer la confiance universelle qui est si nécessaire au succès d'un plan d'organisation mondiale. Comme je l'ai indiqué, ces propositions, qui tendent à modifier le système de vote, ont pour but de consolider les fondations essentielles de l'Organisation, et de lui assurer dans le monde le maximum de respect et de confiance.

Sans épuiser pour cela la série de nos observations sur les propositions de Dumbarton Oaks, nous avons cru devoir nous étendre davantage sur ces quelques idées, sachant que, de cette communauté d'intérêts de tous les Etats, grands et petits, puissants et faibles, anciens et nouveaux, sortira un instrument éprouvé, renforcé et revivifié, pour le maintien de la paix internationale et de la sécurité.

Messieurs, pour terminer, puis-je vous rappeler qu'il y a juste deux ans, plusieurs hommes d'Etat se réunirent dans mon pays pour discuter les questions délicates soulevées par la guerre et les problèmes plus difficiles encore à résoudre de la paix à venir. Parmi ces hommes d'Etat figuraient le dynamique Churchill, le vaillant Chiang Kai Chek et le courageux conducteur d'hommes qu'était Franklin D. Roosevelt. Aussitôt après une Conférence avec l'indomptable Staline, ils se rencontrèrent, un jour d'automne, dans un immense et magnifique jardin, non loin de la Grande Pyramide d'Egypte, construite il y a 5.000 ans par les ancêtres du peuple égyptien actuel. Vous pouvez vous représenter la scène et le soleil, dans sa course circulaire, projetait sur la toile de fond du jardin l'ombre de la Grande Pyramide, cette ombre qui, mois après mois, année après année, siècle après siècle, apparaît chaque jour depuis cinq mille ans. Les constructions des anciens Egyptiens étaient destinées à durer.

En cette heure solennelle, puis-je exprimer l'espoir que nous entreprenions ici une oeuvre de paix qui réponde aux aspirations de la population du monde entier? Souhaitons que l'édifice que nous allons construire aujourd'hui soit si bien équilibré, si noble et si solide, qu'au cours des mois, des années et des siècles à venir, de même que le soleil projette chaque jour l'ombre de nos grandes pyramides, son influence bienfaisante rayonne définitivement sur les peuples de la terre (Applaudissements).

Dr. SOONG : La parole est à Son Excellence le Président de la Délégation du Honduras, Ambassadeur du Honduras aux Etats-Unis. (Applaudissements).

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales constitue à coup sûr un but digne des Nations Unies. Aucun prix ne serait trop élevé pour y parvenir mais on notera que, par elles-mêmes, la paix et la sécurité sont des concepts de pure forme, négatifs et statiques. Il est manifeste que certaines situations apparemment pacifiques et sûres ne procèdent pas d'une justice véritable et ne méritent pas, par conséquent, d'être conservées car le contenu positif de la paix ne peut reposer que sur un fondement de justice réel: sans ce fondement il ne saurait y avoir de vraie paix. En conséquence, les Nations Unies participant à la présente Conférence doivent consacrer une partie de leur temps à l'élaboration d'une conception dynamique et positive de la vie civilisée où l'Organisation qu'elles entendent mettre sur pied trouverait sa justification. La paix dans laquelle l'homme a mis sa foi et qu'il se lèvera spontanément pour défendre ne saurait être que celle qui repose sur ses droits et ses libertés ultimes et sur la réalité de la justice.

Il existe une paix qui n'est que le voile recouvrant un terrible conflit intérieur et il existe une sécurité qui n'est sûre que de nom.

Les propositions de Dumbarton Oaks envisagent des mesures politiques, militaires, judiciaires, économiques et sociales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En revanche il y est à peine fait mention des questions d'ordre intellectuel, moral et éducatif, si l'on excepte cette expression plutôt vague de "problèmes humanitaires" (Chapitre 1, Article III et Chapitre 9, Section A et C) qui peut englober ce genre de questions. Cependant développer la compréhension des idées et des croyances entre les nations n'est pas une préoccupation de peu d'importance si l'on veut instaurer une paix durable. Il s'en suit que la coopération entre les nations dans le domaine éducatif et intellectuel présente un intérêt essentiel. Le libre échange des idées accoutumera l'esprit aux oeuvres de paix et rapprochera les nations. Les Nations Unies peuvent gagner de nombreuses années si elles s'adonnent convenablement aux arts libéraux de la paix. A cet effet certaines petites nations tout en ne représentant pas un gros potentiel militaire et politique peuvent avoir la plus grande importance au point de vue intellectuel et éducatif. La contribution morale et peu ostensible apportée à l'oeuvre de la paix et de la sécurité internationales n'a rien a voir avec les questions de volume et d'importance. Des nations telles que le Liban doivent, à raison de leurs traditions, de leurs institutions éducatives, de leurs possibilités et de leur position géographique, être considérées comme ayant un titre spécial à une représentation

Que ce soient les Etats-Unis d'Amérique, la Russie, l'Angleterre, la Chine ou la France, quelles que soient les Puissances qui assumeront la responsabilité de garantir la paix, quelles que soient ce qu'on est convenu d'appeler les réalités politiques, nous ne devons pas oublier qu'en dernière analyse, ce sont les valeurs humaines qui doivent former la base d'une action commune et durable contre les méfaits de la force brutale.

Surtout, n'oublions pas que les 46 Etats qui vont délibérer ici de la stabilité de la paix et de la suppression de la guerre formuleront invariablement leurs décisions d'après le droit, et chercheront à servir les intérêts communs en utilisant l'impulsion de la justice.

C'est précisément en raison de leur souveraineté que les Puissances participantes, dans leur action commune et dans l'unité de leurs efforts, ennobliront leur statut individuel en l'ajustant aux nécessités du bien général.

Que les nations soient grandes ou petites, qu'elles puissent se défendre par leurs propres moyens ou qu'elles ne soient protégées que par leur force morale intérieure, chacune d'elles est nécessaire à l'autre dans le monde de la civilisation et de la culture, dans la lutte pour le progrès qui est d'abord une réalisation de la justice - de la justice que nous venons chercher ici. Dans cette conception, toutes les Nations Unies ont le droit de participer à n'importe quelle section de l'organisation internationale, qu'elles soient riches ou pauvres, faibles ou puissantes, pourvues ou dépourvues de ressources humaines ou économiques. Les forces armées des Nations Unies, les forces armées qui, hier, se sont réunies non loin de l'horrible redoute de Berlin, ne luttent pas seulement pour leur propre défense et leurs propres intérêts: elles luttent, en vérité, pour la dignité et le salut de l'humanité.

Les hommes, les peuples et les gouvernements qui se sont réunis ici pour délibérer et prendre des décisions relativement à la paix et à la sécurité dans le monde, malgré leurs divergences résultant de la géographie, de l'histoire, de la puissance ou du régime politique, n'ont qu'un seul et unique but moral: travailler ensemble au bien de la communauté internationale. La République du Honduras est de faible étendue. Elle dispose cependant d'assez d'espace moral pour y loger sa responsabilité. C'est cette responsabilité qui la liera quant aux droits et obligations résultant de sa participation à cette Conférence, acquise par sa contribution spontanée à l'effort de guerre.

Lorsque le Honduras s'est rangé aux côtés des Etats-Unis d'Amérique, il ne l'a pas fait pour devenir un belligérant théorique.

Le Honduras salue les Nations Unies et exprime son espoir et sa foi envers les idéaux de cette "guerre pour l'existence" et en un meilleur monde à venir.

LE PRESIDENT: La parole est à Son Excellence le Président de la Délégation de l'Inde.

SIR A. RAMASWAMI MUDALIAR: Monsieur le Président, mes chers collègues, frères et soeurs des Nations Unies.

Je suis ici pour représenter les vues d'un peuple qui, à travers tout son passé historique, a été connu comme peuple pacifique. Au cours de la longue histoire de l'Inde, quelles que soient les convulsions intérieures qui ont pu se produire, en aucun cas l'histoire n'a enregistré une attitude agressive du peuple de l'Inde, ou, de sa part, un désir de dominer un peuple quelconque au-delà de ses frontières. Loin de là, l'Inde a été le refuge des persécutés de tous les pays, depuis l'époque où les juifs blancs quittèrent leur territoire pour venir s'installer sur la côte occidentale de l'Inde, jusqu'aux temps modernes où l'autre jour encore, les réfugiés du premier pays envahi, la Pologne, trouvèrent asile dans mon pays. Je me rappelle avec plaisir qu'il y a seulement trois ans, en décembre 1942, alors que j'étais en Angleterre avec un collègue, le Général Sikorsky vint nous remercier au nom de son peuple pour ce que nous avions fait dans notre pays en faveur des réfugiés polonais. Si nous sommes accoutumés d'aimer la paix, ce n'est pas que nous ne soyons pas capables de résister à l'envahisseur, ou que nous n'ayons pas dignement joué notre rôle dans les guerres qui, de temps à autre, ont eu lieu pour le maintien et le développement des libertés humaines.

J'ai à peine besoin de faire allusion au rôle joué par l'Inde dans la dernière grande guerre, au cours de laquelle, il y a 25 ans, on fit appel à sa force militaire pour vaincre le même agresseur qu'aujourd'hui.

Il est infiniment tragique - comme le signalait l'autre jour le Maire de cette vaste cité- d'avoir à constater que tous ces sacrifices ont été vains.

Vingt-cinq ans après, lorsque l'appel retentit à nouveau pour réprimer l'agression, pour lutter contre le monstre qui levait à nouveau la tête en Europe et qui, si on l'avait laissé faire, allait dominer tous les peuples
158

pacifiques du monde, le peuple indien a été prêt à reprendre sa place parmi ceux qui allaient combattre pour sauver la liberté de l'humanité.

Il y a plus, M. le Président; si je pouvais me porter garant des sentiments de mes compatriotes, ce n'est pas seulement en 1939, mais pendant toute la période à laquelle vous avez fait allusion, au moment ou la guerre a commencé, en 1931, à une époque où les Démocraties hésitaient encore sur l'attitude à adopter, à Genève ou ailleurs, et où les peuples des autres pays se demandaient s'ils devraient prendre parti contre l'agression naissante, c'est pendant toute cette période, dis-je, que le peuple de l'Inde, pour sa part, n'a pas hésité à découvrir ses sentiments et à exprimer sa sympathie pour votre grand pays, la Chine.

Cette politique d'expectative se prolongea jusqu'en 1939; alors, même les nations occidentales lassées ne purent tolérer plus longtemps la marche envahissante des dictateurs et décidèrent de s'unir afin de s'opposer énergiquement aux visées de l'Allemagne, le plus grand agresseur d'Europe.

J'ai dit, Monsieur le Président, que notre pays n'est pas simplement épris de paix, en ce sens qu'il ne se contente pas de prier pour la paix, les bras croisés. Durant cette guerre, que ce soit en Afrique du Nord, à Dunkerque, en Italie, en Grece ou dans les pays du Moyen-Orient, les armées de l'Inde ont fait valeureusement leur devoir.

Et ce fut notre suprême satisfaction de voir nos armées jouer un rôle primordial, si j'ose dire, dans la bataille de Téhéran comme dans la libération d'un pays tombé au pouvoir d'un agresseur et qui, récemment encore, était sans aide, sans appui et sans secours: le grand et ancien royaume d'Ethiopie.

Je sais que mes compatriotes ont été heureux, plus qu'heureux, reconnaissants et plus que reconnaissants, qu'il leur ait été donné d'affranchir ce pays, de voir leurs armées contribuer dans une mesure aussi importante a la libération de cette grande et vieille nation qu'un puissant agresseur faisait gémir sous son joug.

Nous sommes réunis ici, Monsieur le Président, à l'invitation des quatre grandes puissances. Elles ont fourni l'effort maximum, et le fournissent encore, pour remporter la victoire dans cette guerre. En fait, on peut dire qu'elles ont presque gagné la guerre, du moins en Occident, où les événements ne laissent plus de doute quant a la victoire, pas plus d'ailleurs qu'en Orient.

Il y a encore, Monsieur le Président, un autre aspect de la question auquel je désire faire allusion. J'ai suivi les discours des représentants des quatre gouvernements invitants, et particulierement l'intervention du Secrétaire aux Affaires Etrangères du Royaume Uni, au cours de laquelle il a abordé un sujet auquel mon pays attache une tres grande importance: la constitution d'un Conseil social et économique selon les propositions de Dumbarton Oaks. Il me semble que l'on n'a pas accordé jusqu'ici assez d'attention au fait que, lorsque nous parlons de sécurité, de forces armées qui repousseront les agresseurs, nous risquons de négliger le facteur essentiel de ces considérations, à savoir la cause efficiente des agressions.

Il s'agit de l'injustice en matière économique et, plus encore, en matière sociale. C'est elle qui a toujours engendré la guerre et qui a conduit ces grands Armageddons. Gardons-nous, à l'heure où les nations passent par les affres de l'envahissement et où, par conséquent, l'on se préoccupe de sécurité et forces armées propres a empecher l'agression, gardons-nous d'oublier que c'est sur ces causes de guerre, l'injustice sociale et l'injustice économique, qu'il faut mettre l'accent.

Un autre facteur existe encore, en plus et au-delà du précédent. On nous demande de faire preuve de réalisme, de tenir compte de certaines données du monde actuel. Il existe une réalité tangible, un facteur fondamental, une vérité éternelle enseignée par toutes les religions et dont nous devons tous nous souvenir: la dignité et les droits fondamentaux de tout être humain, sur tout le globe.

Ces droits ne peuvent être divisés ni isolés. Il ne saurait être question de troc ni d'éducation, de couleur ni de foi, aucun critère ne permet de discriminer entre les etres qui les possedent. Et, parlant comme Asiatique, j'estime qu'il est un aspect de la question qu'on ne saurait oublier, et, si nous entendons poser les fondations de la paix, nous ne pouvons le faire que dans la vérité et la justice. Bien que deux générations les aient perdus de vue au moins pour un temps, ces droits de tous les êtres humains sur tout le globe sont reconnus, et les hommes et les femmes sont égaux dans tous les domaines, devant les possibilités qui s'offrent.

Monsieur le Président, je ne veux pas retenir davantage l'attention de l'assemblée. D'autres discours, d'une valeur beaucoup plus grande, seront prononcés et je désire les entendre. Je ne m'étendrai donc pas sur la question des amendements que ma délégation pourrait soumettre. J'ai donné dans mon exposé général une indication de la nature des amendements que l'Inde proposera probablement a la conférence. Il y a un point sur lequel nous sommes entièrement d'accord. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a déclaré dans son discours que nous devons poser les fondations et préparer le plan, mais que ce serait une erreur de compter régler tous les détails ici, et qu'il ne serait ni bon, ni recommandable, ni même exempt de danger, d'incorporer trop de détails dans le plan que la Conférence établira. Je partage son avis. Je suis moi-même persuadé que si nous posons de solides fondations, s'inspirant de sentiments de justice, d'égalité et des droits fondamentaux de l'homme, sans perdre de vue ni les causes des guerres, ni les mesures susceptibles de les éviter, nous aurons accompli notre devoir au sein de cette grande conférence tant envers les peuples qui se sont sacrifiés que ceux qui, aujourd'hui encore, sacrifient tout au nom de la liberté.

M. le Président, ce qui a surtout attiré mon attention lors de l'ouverture de la conférence, ce fut le grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles qui se tenaient derriere le Président, ces jeunes dont nous esquissons l'avenir, qui ont un rôle à jouer, qui le jouent déjà et se demandent ce que des personnes âgées, qui se croient être des hommes d'état et président aux destinées des diverses nations pensent de l'avenir. Ils ne retourneront pas dans l'ornière en se contentant d'écouter les avis des anciens, sans mettre en question d'emblée, et ce sera leur droit, la sagesse des décisions que nous aurons prises à cette conférence. Le monde futur leur appartient; la paix que nous recherchons est leur paix, non pas la nôtre, et dans les jours a venir c'est a eux que nous devrons rendre des comptes si nous faisons faillite dans notre tache. J'ai dit que je considérais qu'il ne faudrait pas surcharger dette assemblée de travail, mais que les grandes lignes, les lignes essentielles, devraient etre en harmonie avec les ideaux que je viens d'exposer, et je m'associe aux paroles d'un grand Cardinal: "Conduis-moi, douce lumiere, parmi l'ombre qui m'environne, conduis-moi en avant. Un pas me suffirait. Je n'aspire pas a voir les régions éloignés. Conduis-moi en avant." Merci.

DR. SOONG: Je donne maintenant la parole à Son Excellence le Président de la Délégation de L'Iran.

société soient pleinement assurées. La Délégation Iranienne ne manquera pas de présenter, en temps opportun, ses propositions.

Je me permets d'insister également sur l'importance d'une collaboration intellectuelle et morale. Pour que les individus vivent en paix, il importe qu'ils s'entendent, qu'ils se comprennent. Il en est de même des nations. L'inobservance de ce principe est, à mon avis, l'une des causes profondes des malentendus qui troublent la paix. Dans la nouvelle organisation, la coopération intellectuelle devra donc occuper una place de choix.

Je crois être non seulement l'interprête des sentiments de mon pays mais aussi celui des sentiments des pays ici représentés en exprimant le ferme espoir que nous ne faillirons pas à notre devoir et que nous irons droit au but. J'entends par là que cette Conférence ne se clôturera pas avant d'avoir posé le fondement d'un organisme international, qui doit sauvegarder et assurer la paix et la sécurité du monde.

Nous avons tous parcouru des milliers de kilomètres; nous sommes venus des coins les plus éloignés du globe, escortés par les voeux des millions d'âmes de différentes races et de différentes religions, éprises de paix, de justice et de liberté. Elles ont placé leur foi en nous. Nous ne devons pas retourner les mains vides; nos peuples s'attendent à ce que leurs Délégués rapportent la charte signée à San Francisco, qui assurera le bien-être de l'humanité.

Faisons notre possible pour ne pas les décevoir.

Dr. SOONG: Je donne maintenant la parole à Son Excellénce Le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, Président de la Délégation Néerlandaise.

Dr. van KLEFFENS: M. le Président, Messieurs les délégués: Au nom de la délégation des Pays-Bas, je désire présenter quelques brèves observations dans cette discussion générale. Avant tout, je tiens à confirmer que le gouvernement que nous avons l'honneur de représenter est très sincèrement en faveur du plan qui, dans ses grandes lignes, est considéré comme acceptable par les Nations Unies en vue du maintien de la sécurité internationale.

En nous efforçant d'aider les autres à atteindre ce but, nous ne faisons que continuer une tradition.

Les Pays-Bas se sont toujours prononcés pour une meilleure organisation de la communauté internationale. Nous souhaitons voir l'anarchie internationale réduite dans toute la mesure du possible. Nous sommes prêts à accepter certaines restrictions de cette liberté d'action plus ou moins complète qui a caractérisée jusqu'ici les Etats souverains. Nous désirons que ces restrictions soient acceptées dans la même mesure par tous les Etats grands ou peitits; mais si l'on peut aboutir tout de suite à une telle solution et si, en compagnie des autres Etats petits ou moyens, nous devons donner l'exemple à cet égard, nous serons fiers de le faire.

Nous reconnaissons très volontiers qu'en dehors du principe juridique de l'égalité dans la souveraineté des Etats aimant la paix, il existe entre ces Etats dans le domaine des faits des inégalités dont il convient de tenir dûment compte.

Qu'il me soit permis cependant de faire remarquer que, dans le domaine des faits il existe, à d'autres égards, une égalité parfaite entre les grands et les petits Etats, dans la mesure où les idées justes et bonnes peuvent germer et germent en réalité dans l'une ou l'autre de ces catégories d'Etats, quelle que soit leur étendue ou leur puissance. Et je n'ai pas besoin de rappeler à personne que les idées justes et bonnes ont une très grande force intrinsèque.

Nous autres Hollandais avons appris par une bien amère expérience combien il est nécessaire de tendre tous les efforts pour faire de la guerre une éventualité improbable dans la mesure du possible. Nous avons combattu et souffert au cours du présent conflit et nous souffrons encore comme peu d'autres nations. Nos ennemis nous ont enlevé presque tout, sauf notre honneur et notre foi indéfectible. Mais le prix que nous payons est très élevé, non seulement en richesses proprement dites, mais surtout en vies humaines et en bonheur. Notre sol même a été en partie détruit. C'est pourquoi nous voudrions voir créer des conditions permettant d'écarter à tout jamais la possibilité ou, au moins, la probabilité pour un pays innocent d'être jeté dans un tel abîme de douleur, douleur qu'en vues humaines nous estimons imméritée. Le monde doit être mis en mesure de rétablir la civilisation à la place qu'elle mérite, en recherchant entre les droits de l'individu et ceux de la communauté, nationale ou internationale, cet équilibre qui est le but essentiel dans notre course au bonheur. Nous admettons que, pour atteindre ce but, avoir un bon plan est une condition indispensable; mais le meilleur plan n'est d'aucune utilité s'il n'est accompagné d'une résolution bien arrêtée d'observer dans les relations internationales ces règles morales simples que nos ennemis ont bafouées, pour leur éternelle honte. Je ne pense pas que nous puissions ajouter quelquechose à l'exposé que nous avons entendu de la part des orateurs précédents sur le noble idéal que nous devons nous efforcer d'atteindre. Permettez-nous d'insister plutôt sur la nécessité de transformer ces bonnes intentions en réalités pratiques. Nous avons tâché de préciser clairement notre point de vue avant l'ouverture de la Conférence. Nous avons également déposé au Bureau de la Conférence certains amendements qui, nous l'espérons, rencontreront l'approbation de tous; l'adoption de ces amendements ainsi que les suggestions présentées par d'autres, aurait pour effet de faciliter l'acceptation par toutes les Nations Unies des résultats des conversations de Dumbarton Oaks.

C'est avec l'esprit libre que nous nous préparons à cette grande tâche et nous sommes prêts à considérer avec attention et sympathie les opinions des autres. Abordons donc cette tâche d'une manière pratique. Nous désirons que les comités se mettent au travail le plus tôt possible, dans un esprit d'optimisme raisonné et avec l'humilité qui convient en face de la grandeur de notre tâche. Nous souhaitons contribuer de toutes nos forces au succès de la Conférence, car nous ne pouvons et ne voulons oublier la grande parole "Bénis soient les ouvriers de la Paix" et bénie soit la mémoire de ce grand Américain, Franklin Delano Roosevelt que nous avons perdu, à notre profonde consternation. C'est l'une des ironies du sort que cet ami et apôtre de la paix ait dû entreprendre une guerre pour obtenir cette paix. Nous autres hollandais, sommes fiers de penser que, par ses ancêtres il a appartenu à notre pays. Dans nos épreuves, il a été pour nous un ami solide, un sage conseiller, une véritable source d'énergie. Son départ laisse le monde appauvri. Inspirons-nous de sa mémoire.

DR. SOONG: Son Excellence le Président de la Délégation du Liban a désigné le Ministre plénipotentiaire du Liban aux Etats-Unis pour parler au nom de cette délégation. Je donne la parole à Son Excellence le délégué du Liban, qui sera ler dernier orateur pour cette séance.

M. MALIK: Monsieur le Président, Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Le Liban désire exprimer sa reconnaissance aux Grandes Puissances qui, dans un esprit de justice, ont bien voulu l'inviter à la Conférence pour l'organisation internationale. Le Liban, l'une des Nations Unies, apprécie pleinement et approuve les motifs élevés qui ont déterminé ces Puissances à réunir la présente Conférence. Les nations pacifiques du monde entier se trouvent aujourd'hui devant une occasion historique et unique d'organiser la paix, une occasion que certainement personne ne peut se permettre de manquer ou de négliger si l'on pense à l'infinie variété des questions qui se posent.

Le Liban est entièrement prêt à jouer son modeste rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales sur la base des propositions de Dumbarton Oaks qui, selon nous, sont inspirées des principes de justice et d'égalité dans la souveraineté chers à tous les États pacifiques, grands ou petits.

Il est impossible, Monsieur le Président, d'être ici au sein de cette Assemblée et de ne point songer au Président Roosevelt. La présente Conférence n'aurait pas pu avoir lieu sans le dévouement qu'il n'a cessé de manifester à la cause de la justice et sans cette conception qu'il s'était faite d'une véritable unité parmi les nations. La nation libanaise a profondément ressenti sa perte. Nous avons appris à comprendre que lorsque la liberté et la justice étaient en cause, on pouvait être sûr qu'il se lèverait pour leur défense. On ne saurait rendre au Président Roosevelt un hommage plus beau et plus appropriée qu'en bandant toutes les énergies dans l'élaboration d'une charte mondiale où seraient sanctionnés les grands principes auxquels il était si attachés En ce qui concerne les buts fondamentaux de l'Organisation envisagée qui grouperait les Nations Unies, le Liban désirerait que leur fût ajouté celui-ci: Créer un Comité de juristes permanent chargé de codifier ou de fixer périodiquement les principes du droit international de même que les modifications qu'il appelle de temps à autre. Il est évident qu'une formulation précise de la loi des nations constamment tenue à jour, au fur et à mesure que se développment la théorie et la pratique de cette loi, constituerait un instrument puissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

De cette façon, les aspects plus particulièrement politiques et militaires de l'organisation, sur lesquels les propositions de Dumbarton Oaks semblent mettre si judicieusement l'accent, seront contre-balancés et tempérés par les exigences non moins importantes de la justice internationales.

dominante au sein du Conseil Economique et Social ou dans une Commission éducative dépendant de ce Conseil.

La guerre actuelle, M. le Président, touche à sa fin. Nous nous intéressons ici à l'organisation de la paix, mais la chose importante n'est pas la guerre des armes ni, par voie de conséquence, la paix, qui signifie seulement l'absence de ladite guerre. La chose importante est la guerre des idées. La guerre des armes tire toute l'importance qu'elle peut avoir de la solution just qu'elle peut donner à la guerre des idées. Il ne saurait y avoir de doute que la solution en cours d'élaboration dans les divers théâtres de guerre est une solution juste. Mais lorsque nous envisageons les futures années de paix nous constatons que la présente Conférence ne songe qu'à faire bien peu de chose dans le domaine de l'âme et de l'esprit. Nous nous attachons surtout à des moyens, à des instruments, à des constructions, à ce qui n'est que cadre et à ce qui n'est que forme alors que la chose fondamentale est l'esprit qui remplit et justifie cette forme. C'est à l'âme et à l'esprit de l'homme, à ses idées et à son comportement que nous devons consacrer beaucoup d'attention si nous voulons vraiment gagner la paix. A moins que nous ne réalisions les conditions véritables d'une hygiène spirituelle, et à moins que nous ne déterminions les véritables idées positives pour lesquelles l'homme devrait vivre, je crains que tout notre travail au sein de cette Conférence ne reste vain.

Mr. SOONG:

Mesdames et Messieurs.

La séance est levée. La prochaine séance aura lieu dans ce même auditorium à 15 h.30.

Nous parlons des grandes et de petites puissances, des responsabilités et des privilèges spéciaux des grandes puissances. Je voudrais placer dans sa perspective exacte l'effort accompli par l'Inde au cours de cette guerre. Deux millions et demi de fils de l'Inde, soldats venus de chaque partie de notre pays, tous volontaires, combattent aujourd'hui l'ennemi commun sur tous les fronts du monde.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'observer que, immédiatement apres les quatre grandes puissances invitantes, immédiatement apres leurs armées, ce sont les armées de l'Inde qui opposent aujourd'hui les effectifs les plus nombreux aux forces des pays agresseurs.

Je ne parlerai pas avec vatardise, mais bien avec la plus grande modestie et je voudrais rappeler un fait, aussi bien a moi-même qu'a la présente Conférence.

Je voudrais être comme la jeune fille qu'on présente a la Cour, qui parle en retenant son souffle,et chuchoter humblement à l'oreille des grandes nations qu'aucune d'entre elles n'aurait pu faire face toute seule au grand tyran et agresseur, et que c'est en s'unissant aux autres qu'elles ont remporté la victoire, que, de plus, les petites nations les ont aidées par la contribution qu'elles ont approtée a atteindre ce résultat. Nous parlons d'indépendance, de droits souverains--et je suis de ceux qui croient aux droits souverains--mais je crois que le monde en est arrivé à un point où l'on doit insister sur l'interdépendance plus que sur l'indépendance.

Nulle nation, pas même une grande puissance, ne saurait prévoir toutes les combinaisons ni toutes les vicissitudes dans lesquelles une puissance, fût-elle toute seule, peut être entraînée et rester assurée que sa propre puissance, si implacable soit-elle, sa propre vitalité, pourra garantir sa sécurité et protéger sa souveraineté. À cette conférence de Dumbarton Oaks, bien que,comme tous ceux qui appartiennent à ce qu'on appelle "les petites nations", j'admette les principes essentiels et la base de la présente conférence, et bien que nous sachions que le poids des plus lourdes responsabilités repose sur les grandes nations, je mepermets de demander humblement aux grandes puissances elles-mêmes d'aider aussi ceux qui simplement regardent et attendent. Car les petits pays qui ont fourni leur modeste appui, d'une façon ou d'une autre, aux moments critiques, ne sont pas un facteur négligeable du maintien de la sécurité.

Monsieur MOSTAFA ADL. - (Iran)

Monsieur le Président, Messieurs,

Mesdames et Messieurs,

La très noble intention qui a présidé à l'organisation de cette Conférence a été grandement appréciée par mon pays et je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte -- et j'en remercie M. le Président -- pour exprimer l'admiration et la gratitude de l'Iran a l'égard des grands hommes qui ont pris cette initiative.

Comment donc ne pas évoquer, tout de suite, le souvenir du Président Franklin Delano Roosevelt? Tous les pays épris de paix, de justice et d'équité rendent hommage à sa mémoire. L'Iran a une raison de plus pour accomplir cette mission puisqu'il a eu le privilège de le recevoir, ne fût-ce que pour quelques jours, dans sa capitale, lors de la Conférence de Téhéran; et ce lorsque le Président Roosevelt déployait toute son activité en collaboration avec le Maréchal Staline et M. Churchill pour élaborer les plans de la victoire qui, depuis cette époque, n'a pas cessé de confondre et de traquer l'ennemi commun.

Il ne sera jamais superflu de répéter que la guerre actuelle, imposée par les agresseurs aux Nations Unies, a pour but final d'établir le règne de la justice et d'assurer une paix durable afin que les malheurs dont souffre, à l'heure actuelle, l'humanité ne se répètent plus à l'avenir.

Cette guerre n'a épargné aucun pays. Le mien a ressenti à son tour ce qu'elle peut apporter de malheurs et de souffrances. Il a cependant la consolation de constater que ses grands Alliés ont reconnu solennellement dans la déclaration de Téhéran l'aide apportée par lui a la cause commune.

Les honorables Délégués qui m'ont précédé ici ont expliqué avec éloquence combien il est nécessaire de jeter les bases solides d'une paix durable et d'établir entre les pays une entente politique et une solidarité économique basées sur les principes d'égalité et de justice. Nous sommes heureux de constater que le projet de Dumbarton Oaks a déjà posé les bases de cette paix à laquelle la démocratie du monde est si fermement attachée. Nous estimons cependant qu'il faut préciser davantage certains points afin que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique et économique des Etats membres de la future

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. 130 (FRENCH)
P/7 (1)
May 8, 1945

PLENARY

CORRIGENDUM AU PROCES-VERBAL DE LA TROISIEME SEANCE PLENIERE

Doc. 22 (FRENCH), P/7, Page 15, Paragraphe 5, Ligne 3:

> Remplacer l'expression "Bataille de Téhéran" par les mots "Bataille de Kéren", en ajoutant la phrase "si je puis dire".

280

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 19 (English)
P/5
April 28, 1945

PLENARY

AGENDA FOR THE FOURTH PLENARY SESSION

April 28, 1945, 3:30 p.m.

(1) Report of the Credentials Committee

(2) Further statements by the chairmen of delegations who desire to speak. 126

THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON INTERNATIONAL ORGANIZATION

Doc. 19 (French)
P/5
April 28, 1945

PLENARY

ORDRE DU JOUR DE LA QUATRIEME SEANCE PLENIERE

qui se tiendra le 28 avril 1945 à 15h30

1. Rapport du Comité de Vérification des Pouvoirs.

a. Suite de la discussion générale.

127

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. 24 (ENGLISH)
P/8
April 29, 1945

PLENARY

VERBATIM MINUTES OF THE FOURTH PLENARY SESSION

Opera House, April 28, 1945, 3:50 p. m.

Mr. Molotov presiding

MR. MOLOTOV (translation): Fellow Delegates: First let me express my thanks to you for electing me, the Soviet representative, as one of the four Presidents of the Conference. Assuming the discharge of my duties, I express great satisfaction that Russian speech will be heard from this high international rostrum.

Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: The Fourth Plenary Session of the United Nations Conference on International Organization is hereby convened. We now have the pleasure of hearing from other chairmen of delegations who have indicated their desire to address the Conference. I now recognize the Chairman of the Delegation of El Salvador.

MR. CASTRO: Mr. Chairman, Delegates, Ladies and Gentlemen: I express on this occasion the deep gratitude of my Government for the cordial welcome that the Delegation of El Salvador to this important Conference of the United Nations has received in San Francisco.

The members of the Salvadoran Delegation are constantly receiving the earnest cooperation of the Secretariat, for which my Government, and the Delegation, are also very grateful.

We are very happy to be here and we feel optimistic in regard to the results of our labors.

Almost at the very time when we were able to assemble here, the sad news of the death of His Excellency Franklin Delano Roosevelt, President of the United States of America, became known to the whole world. My Government and my people

associated themselves most sincerely with the Government and the people of the United States of America, and with the governments and the peoples of all the United Nations in their sentiments of great grief and sorrow. President Roosevelt played a very important part in making this Conference possible, and he was very hopeful of its results. His memory will be a great inspiration to all of us.

All members of the Salvadoran Delegation are fully aware of the heavy responsibilities which are placed upon the shoulders of all delegates to this Conference, in our common task of organizing the future peace. The Conference itself is the focus where the eyes of the whole world are centered in these eventful days. The hopes of humanity are also centered here. We must be successful. We cannot afford to disappoint our peoples. We must relieve their anxieties and fear.

I cannot but recall vividly some of the words of His Excellency Harry S. Truman, President of the United States of America, which were transmitted to us by radio at the Opening Session of this Conference. I quote:

> "You members of this Conference are to be architects of a better world. In your hands rests our future. By your labors at this Conference, we shall know if suffering humanity is to achieve a just and lasting peace."

We certainly have a tremendous task to perform; and we must be successful. Our agenda includes the Dumbarton Oaks Proposals which contemplate as the principal organs of the United Nations for the maintenance of peace, the following: A General Assembly; a Security Council; an International Court of Justice; and a Secretariat.

I naturally regard the General Assembly as the most representative body of the United Nations because of its two following characteristics: First, every one of the United Nations is to be represented there; and, second, all such nations will have an equal vote.

The Security Council, as contemplated in the Dumbarton Oaks Proposals, should consist of five permanent members, namely, the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Union of Soviet Socialist Republics, the Republic of China, and France, and also of six non-permanent members which should be elected for a term of two years, three retiring each year.

"Section C" was incorporated in the Dumbarton Oaks Proposals as the result of the Crimea Conference. It comprises, among others, the following provisions:

> "Section C. Voting. 1- Each member of the Security Council should have one vote.
>
> "2- Decisions of the Security Council on procedural matters should be made by an affirmative vote of seven members.
>
> "3- Decisions of the Security Council on all other matters should be made by an affirmative vote of seven members including the concurring votes of the permanent members; provided that, in decisions under Chapter VIII, Section A, and under the second sentence of Paragraph 1 of Chapter VIII, Section C, a party to a dispute should abstain from voting."

It is only natural for us to expect that the proper amplification of the Dumbarton Oaks Proposals by this Conference will answer many important questions relative to the Security Council.

The fact that the great majority of the United Nations will not be represented in the Council by their own representatives at any given time, makes the proper functioning of the Council their special concern.

I am sure that we all agree in regard to the desirability of having the Security Council fully united in its vital mission of adopting measures to preserve the peace of the world. We cannot but be deeply concerned by the possibility of any deadlock that may impair the work of the Council. I have at least one instance in mind, which is suggested by the very text of section C, as already quoted.

If any nation which has a permanent seat in the Security Council is a party to an international dispute submitted to the decision of the Council, the representative of such a nation will have to refrain from voting, and a deadlock will ensue because the issue cannot be decided unless the necessary majority vote includes the concurring votes of all permanent members. I feel sure that this matter has been subject to discussion at the Crimea Conference; but it is very likely that a solution has not yet been found. To end a deadlock of this nature, and to do so in a way that may fully agree with the democratic ideals of all of our nations, would certainly require reference of the dispute to the General Assembly, which is, as I repeat, the most representative body in the proposed machinery of peace of the United Nations.

I do not know if such an important step is likely to be taken at this time by the Conference. My real purpose is only to point out the need of dealing properly with possible deadlocks in the Council, because if they really happen, and if they, as a result, paralyze the activities of the Council, the whole world will be utterly discouraged.

In regard to the Permanent Court of International Justice, the Delegation of El Salvador hopes that the jurisdiction of the Court may be made compulsory for all the United Nations. It is clear to the Delegation that most of the nations of the world are willing to accept the compulsory jurisdiction of the Court. The smaller nations, in particular, cannot but feel that the future Permanent Court of International Justice is their greatest asset in the whole machinery of peace. But this agency will certainly be deprived of a great part of its importance if the larger nations do not all accept the compulsory jurisdiction of the Court, at least for those disputes which are regarded as justiciable.

The Salvadoran Delegation remembers with pride the fact that the first permanent court of international justice which has ever existed in the world was the Central American Court of Justice, which was organized by El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and Costa Rica.

The Court existed from 1907 to 1917 and it had compulsory jurisdiction over all international controversies between the republics of Central America.

The members of the Delegation of El Salvador place their full confidence in the divine guidance of God in our deliberations. We, therefore, rely fully on the satisfactory results of this Conference. We do not aim at complete perfection of our common work, but we have a definite share in the hopes of all mankind that the machinery of peace which we have the responsibility to produce here may answer effectively the expectations of the whole world.

I thank you, Ladies and Gentlemen.

MR. MOLOTOV (translation): I now recognize the Minister of Foreign Affairs and Chairman of the Delegation of Greece.

MR. SOFIANOPOULOS: Mr. Chairman, Fellow Delegates: The Greek Delegation desire in the first instance to place on record their sense of deep sorrow at the tragic loss of President Roosevelt, the great man whose constant efforts were directed toward fulfillment of the ideal of general security. Assuredly, his absence is for us all a most grievous blow.

We were privileged to listen at the opening session to the encouraging words of President Truman as he assured the Conference of his support, and to receive a no less heartening assurance from Mr. Stettinius.

It was with satisfaction that the Greek Government took cognizance of the Dumbarton Oaks Proposals, as completed at Yalta.

They welcomed with deep gratification the gesture of the sponsoring powers in convoking a conference of the United Nations in this city, and they accepted the invitation to the Conference in a spirit of confidence and of high hope.

No one, I venture to think, will be surprised at their readiness to participate in these deliberations and to contribute their every thought to the creation of a better world order, in which aggression, and the ways leading to aggression, shall be given no encouragement and shall have no possibility of success.

The attitude of the Greek Government is not due solely to the unprecedented trials--moral and physical--endured by the Greek people during the long dark years of enemy occupation; nor again is it dictated solely by the strong impulse which an age-long tradition, originating in the amphictyonic councils of classical Greece, has implanted in the consciousness of the Greek people.

There is a more immediate and less emotional motive: the unequivocal devotion of the Greek Government and Greek people to the ideal of international collaboration and their belief in the possibility and the necessity of creating a genuine international community governed by a set of rules of international conduct.

That we do not intend merely to pay lip-service to this ideal is amply proved by Greece's long record of faithful observance of, and respect for, the criteria of contemporary international law. We venture indeed to assert that during the past quarter of a century Greece more than any other nation abode by the principle of resorting to the political, economic~~, and~~ judicial machinery created after the last war for the settlement of international disputes. Every dispute, of whatever nature, was submitted by the Government of our country to the arbitrament of law and justice.

In spite of our law-abiding attitude, we were invaded by the Axis and their satellites, we suffered unjustly, and we lost everything except our honor and our faith in the possibility of setting up a world order immune from violence, from fear, and from want.

In this hope we have come to the beautiful city of San Francisco--fulfilling an act of faith in the wisdom and earnestness of the inviting powers, and of all the United Nations here assembled--for the purpose of recreating the criteria of ethics, justice, and law that have been shattered by the aggressors.

It is incumbent upon us in the first place to express our gratitude to the United States Government and to the State of California for their generous hospitality and for all the facilities so kindly afforded for the success of our mission. I should also take this opportunity of extending our thanks to Mr. Lapham, Mayor of San Francisco, for the many tokens of hospitality showered on the delegations to the Conference. Peoples of diverse origin, race, language, and religion have come to this land and not only created a great nation but also discovered the secret of working together for a great cause, the cause of democracy. They have done so with outstanding success because they have had the wisdom to sink their differences and discard their prejudices, and because they have accepted as their sole guide the higher interests of the community. We are proud to find among them hundreds of thousands of Americans of Greek descent who are repaying in grateful loyalty the opportunities granted to them by their country of adoption.

Inspired by the example of the American people, we will soon begin to build up our new Charter of international security on the basis of the drafts worked out at Dumbarton Oaks and Yalta by the great powers, to whom the gratitude of this Conference is most surely due.

The Greek Government commit themselves to the adoption of these drafts as a basis of discussion, and venture to make some observations in regard to their provisions.

During the initial phase, post-war security should be pursued as a projection of the solidarity maintained by the United Nations in the prosecution of the war. The United Nations owe it to their peoples and to their dead to safeguard a peace that has been won at so great a price. It is understandable that the great Allies on whom fell the main burden of responsibility for smashing the Axis aggressors should also assume the main responsibility for directing the first steps of the new Organization. Their continued unity of purpose and collaboration are the principal prerequisites of peace.

Does this mean that the small powers should resign themselves to complete self-effacement? We do not think so. On the contrary there is ample scope for their activities. The gods will help only those who help themselves, and during this war we have seen a few so-called small countries who made no mean contribution to our common victory. At a time when Britain was resisting alone the fury of the German assaults, the Greek people did not flinch from facing the treacherous Fascist attack, and for six long months victoriously withstood and overcame their onslaught, thereby provoking Hitler's wrath and calling down upon the Greek people the fury of his vengeance.

Along with the other United Nations, Greece has undertaken a historic responsibility, and one that she is determined to discharge resolutely and sincerely. Her past record is an earnest of what she may justifiably be expected to do in defense of general security and, in fairness, entitles her to an active and responsible part in our new Organization.

The Charter that we are about to draft should not create a false sense of security and complacency. We should take care that it does not lead to an individual sense of irresponsibility by promoting a confused feeling that the maintenance of peace is the anonymous concern of everybody in general, and of nobody in particular, for thus a convenient alibi would be provided for governments reluctant to shoulder courageously their share of responsibility. The undoing of the League of Nations was due also to this cause and not to constitutional shortcomings.

While reserving to itself the right of making specific amendments with the competent organs of the Conference, the Greek Delegation takes this opportunity of submitting, for the consideration of the other United Nations of the Conference, the following general observations on the principles and procedures embodied in the Dunbarton Oaks and the Yalta

Proposals. The maintenance of peace and security, the development of friendly relations, and international cooperation for the solution of international problems, should be linked with the generally accepted precepts of justice, morality, and international law. The decisions of the Security Council should be governed by the criteria of law and justice.

In the opinion of the Greek Delegation the role assigned to the General Assembly should be a more active one. In particular it should be stipulated that it shall be open to the Assembly to make recommendations on any question that is under consideration or has already been treated by the Security Council.

In view of the compromise adopted in Yalta on the question of voting, it is now open to any country to bring to the attention of the Security Council any dispute or situation likely to endanger peace by requesting that it should be placed on the agenda of the Security Council. It is not open to any one of the permanent members of the Council to veto such a step so long as seven of the eleven members of the Council vote in favor of such a procedure.

Moreover, in cases concerning the pacific settlement of disputes and situations likely to lead to international friction, the Yalta Proposals mitigate the rigidity of the power of veto of the permanent members since, when any of them is a party to a dispute, it is debarred from voting.

If, however, no settlement is reached through the procedures referred to in section A, i.e., by negotiation, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement, or any other peaceful means which may be open to the parties, or through the recommendation of appropriate measures of adjustment made to the parties by the Security Council itself, and if such failure is considered by the Council as constituting a threat to peace and security, section B, chapter VIII comes into play, and the following important steps are then contemplated:

First, the Council should determine the existence of any threat to the peace, or any breach of the peace, or of any act of aggression and should make recommendations or decide on the measures to be taken for the maintenance or the restoration of peace and security.

Second, the Council should be empowered to determine what measures could be employed to give effect to its decisions. Those measures could range from the interruption of means of communication or the mere severance of diplomatic relations to the application of sanctions by armed force.

There would be nothing to object to in the above two steps if they were not marred by the possibility of the use of the right of veto by any one of the permanent members. This right of veto appears to create a feeling of uneasiness in certain quarters. The small countries are not unaware of the necessity or unmindful of the importance of maintaining the solidarity of the "Big Three" powers, which is in the last resort the greatest guaranty of peace.

It is in that spirit that they will no doubt sacrifice their legal scruples in respect of the application of sanctions to the superior interests of peace, and will be prepared in that connection to be resigned to--if not applaud--the exercise of the right of veto by the permanent members.

It will be more difficult for the small countries to acquiesce in the use of the veto by any one of the permanent members in respect of the determination of the existence of a threat to the peace, or of any act of aggression.

This is a point on which the small countries will feel very strongly for reasons connected with the principles of international justice and morality.

They would bear with greater fortitude their disappointments and tribulations resulting from the non-application of sanctions in consequence of the use of the right of veto, if at least the Security Council could determine the existence of aggression and, implicitly, of the aggressor.

Is it not too much to ask a small country, victim of aggression, to forego the moral and legal satisfaction of knowing what is right and what is wrong, and who is the wrongdoer and who is the victim?

Let no one think the small countries' earnest desire in this connection is an unprofitable and purposeless claim. There is a very great deal in it which is of interest also to the great powers and would ultimately serve the best interests of peace. In this connection, less confusion and greater clarity are necessary, and they would have a restraining effect on the potential aggressor.

We venture to suggest a few alternative remedies to these drawbacks. The best course to take would be that the permanent members should, of their own accord, relinquish their right of veto in the determination of the existence of a breach of peace or of an act of aggression. This would make it possible for the Council "de dire le droit", a fundamental element of any charter of security worthy of that name.

Failing this, it is suggested that the permanent members should relinquish their right of veto in the determination of the existence of a breach of peace or of an act of aggression, when two or more countries, other than permanent members of the Security Council, are concerned. It is further suggested that at least a recommendation should be obtainable from the Security Council without the use by the permanent members of the right of veto.

The Greek Delegation welcomes the provisions concerning an International Court of Justice as the judiciary of the new Organization. It would also welcome the extension of the compulsory jurisdiction of the Court in the settlement of legal points.

In connection with the section concerning the pacific settlement of disputes it is suggested that it should be left to the Court to decide whether or not a given situation or dispute arises out of matters that under international law fall within the domestic jurisdiction of the state concerned.

The Greek Government welcome whole-heartedly the provisions contained in chapter IX of the Proposals, which provide for the creation of a special council to deal with economic, social, and other humanitarian problems.

The great sufferings and sacrifices sustained by millions of people will have been made in vain unless the nations that have fought side by side in this terrible war shall have learned at last the supreme lesson that there cannot and will not be peace and political security in the world if we are unable to bring about a satisfactory degree of international economic stability and prosperity, and to assure to the peoples of all nations the conditions of health, social security, well-being, and education to which they have an imperative claim.

In particular, those people who have sacrificed all their material wealth in fighting and resisting the enemy have the right to expect that the economic solidarity and interdependence of all nations will be recognized as a fundamental principle which not only emanates from the conception of international justice and morality but is dictated by the common interest of all nations that are members of the same international society.

These are in brief the general observations of the Greek Government on the essential features of the Dumbarton Oaks Proposals as completed by the texts adopted at Yalta, and it is the earnest desire and wish of the Greek people, as indeed

of the peoples of the United Nations, tha
may respond to their expectations and to t
is made to the statesmanship of the emine
assembled here. May we not fail them!

Before closing I desire, in the name
to express our fervent wishes for the succ
ence!

MR. MOLOTOV (translation): I now rec
Commissioner of the Philippines to the Uni
man of the Delegation of the Philippine Co

t this Conference
the challenge which
nt representatives

of my Government,
cess of this Confer-

cognize the Resident
ited States and Chair-
nmonwealth.

GENERAL ROMULO: Mr. Chairman, Fellow Delegates, Ladies and Gentlemen: Let us make this floor the last battlefield.

We are here to determine whether the human race is going to exist or whether it is to be wiped out in another world holocaust. Those among us who have watched the death agony of great cities, those among us who come from the foxholes of battlefronts, have no illusions as to what another war will do to all men. This may be our last opportunity to achieve peace. We are here to fight for our lives.

As one from the troubled Pacific, let me impress upon you that unless all men of good-will act now and together--unless we are determined in this Conference to achieve our goal--we are but preparing the setting for another world cataclysm. If we fail, we may find ourselves in another global war, with the Pacific as its maelstrom. Peace to be an actuality must be based on the recognition of the problems that affect human dignity. We have seen the ultimate achievement of aggression in the human bonfires of Manila and Essen. These living torches lighted the road back to savagery--no, beyond a savagery we never dreamed human beings could be capable of reaching. It is impossible for minds to grasp the monstrous agony of these things. The charred bones of men, women, and children that are now being shoveled under German and Philippine earth--they are war. They are what would be in these very streets if the advantage of Pearl Harbor had been pressed, and the Rising Sun flew today over this building and this city.

We know how much is being unleashed against us who are seeking to achieve a decent medium of world existence without war. We are all aware that Japan and Germany are joined in their fears and their hopes for our failure, and that their skulking protagonists elsewhere are aiding their fears and their hopes that we may not succeed. They are the haters and the degraders, and they are willing us to fail. But why should we fail? Why should peace be impractical? Why should humanity again betray itself?

Words and ideas are more powerful than guns in the defense of human dignity. Treaties are stronger than armamented boundaries. The only impregnable line is that of human understanding.

We are well aware that international understanding must rest on practical security, and that the economic structure of the world must determine the balance between nations. But of more lasting importance is the spiritual structure.

Technicalities can be ironed out. The wise and the shrewd of all lands can come to an understanding. Business and commerce can agree, or let us say that they can be made to agree, but the human pattern cannot be forced, and its settlement cannot be delayed. For it must be determined or another war will wipe us and our bickerings and our misunderstandings from the face of the earth. Unless we can agree, we will return to the dust, for we have failed as men.

In every human being is the craving and the right for recognition. In every normal human is the longing for peace. One of the oldest prayers in the human heart is this: "Let us have peace." The mountain of man's progress is great and terrible, and they who climb must adjust their pace to the weakest or the entire chain of climbers will go down. Until the weakest link in our human chain is made safe, not one of us is safe. We must determine here and now this basic pattern of understanding that will insure world security.

We have seen in this war how effectively boundaries and nationalities and racial division have been forgotten while achieving a common stand against a common enemy. In the ultimate effort to save our lives, it is the shared understanding that matters, and not the heritage of blood or country.

Today, one billion Oriental faces are turned pleadingly toward us for recognition of their human rights. It is their hope and their prayer that the peace which this Conference is seeking to secure is one that will not neglect the uplift and development of all socially and economically depressed areas and peoples, but one that will help raise them to a plane of living where they can become not merely bystanders but effective collaborators in the promotion of human welfare and advancement. Theirs is the plea, my Fellow Delegates, that such a peace may not be appropriated for the purpose of freezing the political, economic, and social order of that part of the world.

May I pause here to pay tribute to the memory of Franklin Delano Roosevelt, the staunch defender of the human rights of these millions--a man who died an American, but whose grave is the world--the peerless leader who gave new meaning to our lives in the Far East because he was the champion not only of the forgotten man of his own nation, but of the forgotten man everywhere in the world. We turn our reverential thoughts to him today with a very deep sense of loss, because to us of the United Nations he is the symbol of all the ideals for which we are fighting in this war; and his passing away at this time deprives us of his guidance and inspiration. We find consolation and strength in the assurance that in Harry S. Truman, his worthy successor, his spirit marches on.

Paramount in Asia today is the remembrance of past hopelessness. Sections of our world are festering with resentments that will obstruct the way to peace unless they are brought out into the open and cleared away. We must give ourselves tolerance. We must ask what gave birth to these resentments and hatreds. We must ask why they are there. And we must answer these questions frankly before we can wipe away these erosions of distrust.

This can be and must be done. True, this is not a conference to frame a peace treaty. But our words and actions here can outline a future pattern that can serve for all the small nations of the world--a pattern that can be the working basis for world communal living--a pattern that will set the peace. In this plan, the terms under which the individual nations have set their manner of living must adjust themselves to the needs of the peace; power must become pliable. Each nation must be prepared to contribute its share of effort and its share of yielding. In this civilized family first one member and then another gives in or yields a little and by these small submissions they gain everything in pride and protection.

In this past war, heroic efforts have been spent in a nobility and sacrifice we pray may never be required again. Men of all nations have shown their ability to sacrifice and to die. Now--now--is the time to show our ability to sacrifice and to live. For without mutual sacrifice now, we will only live to die.

There is a pattern to study and dissect. It is one of the spirit, of what we must call the human soul. In our hands is the tremendous responsibility to preserve the human race, or to condemn it to certain doom. Here--here--on this testing ground, cannot the victorious say: "Let us come out of our strength and our power. Let us yield to these others; let us be prepared to share our power and our opinion that victory may be sure. Our aim must be tolerance, for victory can be preserved only with tolerance. We will sign here our death warrant for the future unless we show our willingness for giving and not for grasping, a capacity for understanding and not of clinging to the set determination that has undone the past, and the ability for meeting on the common earth of understanding, the littlest nation and the littlest man."

This war has given us a new yardstick by which to judge the stature of nations. Nations are no longer judged by their size or by their wealth or by their population. In the darkest hour for civilization in Europe--in the darkest hour for civilization in Europe--8,000,000 Greeks, in number insifnificant, their country in size inconsequential; and yet because they refused to give in, because as worthy descendants of the heroes of Thermopolae they stood their ground and refused to surrender their principles and ideals, the Mediterranean Sea was not made into a German sea.

We were able through our forces to invade North Africa from where German bombers could have been based to attack the Atlantic seaboard; but the Greeks resisted and because they resisted they saved civilization in its darkest hour in Europe, for you as well as for me. But that was in Europe.

In the Pacific, let us review the events of the recent past. Let us recall how nations in that section of the globe collapsed one after another before the Japanese onslaught. And it was dark indeed for civilization in the Pacific. But 9,000 American soldiers--9,000 American soldiers--and 75,000 loyal Filipino troops stood their ground in Bataan. They held at bay 300,000 Japanese troops and 500 Japanese planes that at that time could have been used for an outright invasion of Australia. They resisted. They held. They fought, and behind them 18,000,000 loyal Filipinos. And in the words of Chief of Staff George C. Marshall, of the United States Army, later confirmed and substantiated by that great Australian leader, Prime Minister Curtin, those four months that we resisted the Japanese in Bataan and Corregidor gave the United Nations time to prepare in Australia. So that in the darkest hour for civilization in the Pacific, 18,000,000 Filipinos, insignificant in number, their country a mere dot on the map, helped to save civilization, for you as well as for me.

In Athens, the ancient Greeks sculptured the goddess who brought them victory as an angel with clipped wings (Nike Apteros) because they did not want her to fly away. They wanted to keep her safe with them with her feet on the ground. To them as to us, victory represented power, but they were willing to curtail that strength for they did not want to lose all that they had won. We can find no wiser formula for the lasting victory which will be the lasting peace. By yielding to the common good, by a civilized recognition of the mutual advantages that will be given to us all, by trimming the wings of power, we can hold to our victory, with her head so proudly among the stars, and her feet set firmly on our earth!

MR. MOLOTOV (translation): I now recognize the Minister of Foreign Affairs and the Chairman of the Delegation of Uruguay.

296

MR. SERRATO (translation): Mr. President, Delegates: I have the honor to address my first words at this meeting place in a tribute to the memory of Franklin Delano Roosevelt, the great democrat and citizen of the world, whose death is lamented by all men and all peoples of the earth, both free and oppressed. His name will have a prominent place in the history of humanity because of his self-immolation in the service of mankind without limitations, without rest, fear, or suspicion, and with noble and lofty inspiration in their legitimate and mutual aspirations for freedom and welfare.

I also wish to render homage to the heroism and the glory of the great fighting peoples--the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Union of Soviet Socialist Republics, and China--to whose victorious efforts we owe the defeat of the forces of the Axis powers and the calling together of all peace-loving nations in order to organize international society and create the system of world security to protect and guarantee the legitimate rights of all peoples.

The courage, daring, and spiritual greatness of these peoples merit the gratitude of civilized humanity and they shall always be remembered by history. Their blood, sweat, tears--to recall the memorable words of Winston Churchill--have brought to the world, after noble sacrifices, this birth of justice.

But I also wish, in the name of the Government and of the people of Uruguay, to pay tribute to all countries--of any status or power--which have accompanied in their heroic crusade the United States, Great Britain, the Union of Soviet Socialist Republics, China, and Brazil; have taken risks through the conflict; and have sacrificed the lives of their sons, whose fighting and suffering have known no limit and no truce, in order to assure and establish the triumph of civilization. This tribute is also extended to the French people, which arose in the fight against Nazi-Fascism despite the faint-hearted surrender of their leaders in 1940, and whose Committee of Liberation the Uruguayan Government was the first to recognize.

Uruguay, in the most bitter hours of the conflict, had the honor to be faithful to the call of a civilization in danger. Without hesitation or fear of the power of the Axis, disregarding risks and reprisals, its people enlisted in the fight against agression from its very beginning. It

164

prevented within its territory treason against the fighting nations; it vigorously suppressed the Fifth Column; it granted the status of non-belligerency to the countries fighting for liberty; it opened its ports and bases to the ships and airplanes of the Allies; it placed its raw materials at the disposal of the peoples at war against the Axis; it broke diplomatic and commercial relations with the members of the Tripartite Pact; it promptly declared a state of belligerency with Germany and Japan; and it did not officially send its troops to the theaters of war because they were not requested, but its volunteers--an unforgettable group of earnest young men--left their sacred remains in the battlefields of Africa and Europe.

America feels honored by tho fact that the peoples of the Western Hemisphere did not hold back, nor did they hesitate. They contributed with measures of political defense, non-belligerency procedures, democratic loyalty, raw materials, broken relations, and declarations of war, to the struggle and triumph against the Axis powers. And at the bitter moment of the treacherous attack on Pearl Harbor on December 7, 1941, they tightened their bonds and intensified their efforts to express, materialize, and maintain, without defection or hesitation or fear, their fullest active solidarity toward the United States, the great and heroic nation of the continent, which was attacked in an unpardonable act of treachery. Another sister republic, Brazil, has sent forward its courageous expeditionary Army to the Italian front, where it is cooperating honorably in the Allied triumph.

Thus, the American peoples have been loyal collaborators in the struggle against aggression and conquest; and just as they have rendered an efficient and undeniable support throughout the struggle, within their means and resources, they also wish to cooperate, living up to the high ideals of their history and international conduct, in the tasks of organizing the world and consolidating the peace and welfare of mankind.

The so-called Latin American countries cannot rival the Great Powers in population or military and economic might; but, on the other hand, they possess an unfailing and precious moral strength derived from adherence to law, love of freedom, and respect for democratic ideals, a strength which cannot be ignored or set aside without injury to the human destiny.

The small countries lacking in military power constitute at all times a power for the good of peace and international justice, because they depend entirely on law and must inevitably abolish aggression, threats of aggression, and violence. The sword of the conqueror and the ax of the executioner are banished by them. Consequently, in the future organization of the world these peoples without vanity and without aims of conquest can and must be considered as a great new power at the service of peaceful living among the nations, the rule of international law, and the ethical and juridical principles of civilization. Between the just and the unjust, they have always declared themselves for justice; between the lawful and the illegal, they have always decided in favor of law; between violence and security, they have always struggled for the maintenance and strengthening of the realm of peace. To assure the participation in international society of countries small in size and military strength, the enforcement of their rights, and the natural sway because of their large proportion in the earth's population, their spirit, their moral orientation, their wealth, and possibilities in international trade, would be equivalent to establish and consolidate an effective and unshakeable guarantee for the fulfillment of the essential and supreme purposes of the organization for solidarity and peace which is to arise out of the historic deliberations in San Francisco.

The Latin American countries constitute an eloquent proof of all that I have said. They had not been attacked directly in the First World War, nor in the present war; they had no territorial problems or boundary disputes with the aggressor countries; they did not entertain plans for expansion nor did they covet territories; but in both cases they did not hesitate in deciding in favor of liberty against oppression, of justice against iniquity, siding strongly with the nations which defended in the world what Woodrow Wilson aptly called "the treasures of law"

Uruguay, in whose name I speak, has kept and still keeps unswerving fidelity to that spirit. It has not come to San Francisco to defend private or selfish interests, nor to discuss preeminences or win honors, nor to hinder with trivial obstacles the fundamental agreements on which will rest the solemn and greater function of the maintenance of peace after the approaching final victory. Uruguay has come to San Francisco to collaborate loyally in the organization of the world and of international security with constructive aims, without prejudices or illusions contrary to reality, but with the desire and hope that the world of the future will respond to and satisfy the ideal of justice which inspires the nations and men of all continents.

Victory is not a desideratum if it is not used for the benefit of humanity; and the cruel effort of years of struggle would be of little avail if the United Nations did not demonstrate that they are capable of winning the peace as well as the war, by their acts, by incarnating into living reality, and perfecting whenever possible, every day and every hour, the spirit of universal cooperation and concord which inspired the Dumbarton Oaks agreements and proposals.

Uruguay accepts those proposals and agreements, convinced that the essential and first thing to do is to create in the world an organization and a system of security which will suppress international banditry and prevent a return to the law of the jungle; but, together with its brothers of America--in accordance with what was agreed upon at the Inter-American Conference on Problems of War and Peace, recently held in Mexico City--it wishes the future world organization to gain the maximum efficiency and not to suffer from omissions or cleavages, but to prefect its structure to the greatest possible extent.

Uruguay is pleased by the creation of a world Organization in which the participating nations are recognized as being juridically the equal of one another, and the purpose of which is to guarantee international security; but it also desires that, among their more definite and precise aims, they may have those of permanently realizing the ideals for which free nations have fought and suffered in this war: the supremacy of law, the triumph of liberty, respect for the dignity of the human being, the outlawing of violence in any of its forms as an instrument for the settlement of disputes, and repudiation of doctrines of racial division and discrimination.

To this aspiration it adds the hope that the world Organization will expressly and categorically adopt the principle of the inviolability of the independence, territorial integrity, frontiers, and rights of nations, and that it will create adequate machinery for preventing or repressing acts of aggression.

For Uruguay, the country which attacks any member of the peaceful community of nations must be considered an aggressor by all of them collectively, and all of them, in turn, must act to find a juridical settlement of the dispute and, in lieu thereof, to defend the State attacked, with arms if necessary.

The Act of Chapultepec, approved by the American nations at the Mexico City Conference, has adopted this principle and organized procedures for the prevention and sanction of threats of aggression, at the suggestion of Uruguay, Brazil, and Colombia. My country fervently hopes that that memorable international instrument will be integrated with the world Organization and will lay the necessary foundation for studying a way to see that defense, both material and in respect to acts involving the independent personality of the countries and the quarantine and punishment of acts of aggression, will be effected by regional organizations, with the support of all the members of the International Organization.

Continental regionalism must be connected with the world Organization and should mobilize forces only upon the acquiescence of the latter. We shall thus avoid creating new forms of conflict later.

Security must be collective, universal, and coercive. (The proceedings of the Conference were interrupted when a paper bearing the headlines "Nazis Quit" was brought into the room and shown to the Conference. Mr. Molotov, being informed that the report of Nazi surrender was without official confirmation, shortly directed the translator to proceed.)

With respect to the framework itself of the Organization to be established, Uruguay accepts the Dumbarton Oaks agreements as a system imposed by the needs and contingencies of the state of war and of what will follow in the immediate future, in the character of a first imperfect stage, but one that can be perfected in the future, transitory and provisional in nature, and lasting only until the final consequences of the conflict are liquidated and it is possible therefore to restore a statute of international society without the deficiencies which appear in those agreements.

It is not the peace of force that we desire, but that of harmony, justice, and the general welfare.

The contention for organized coercive action--the only effective form in its case--against the aggressor who resorts to force in seeking aims which justice denied him and which he could not attain by regular peaceful juridical means, is a reality which we must also contemplate.

The order that is to be established for regulating institutional life will not be perfect, but it must indeed be effective.

Only through collaboration of all large and small nations, weak or strong in military might, whatever their creed, race, or political organization, will it be possible to build a secure system of peace in the world. For this, it is indispensable, before all and above all--and I expressly emphasize it--to fulfil loyally and correctly what is agreed upon.

Uruguay accepts the organization of an Assembly as a body that is fully representative of the nations, in the understanding that all of them will act therein under the same juridical category and on a level of perfect equality--that is to say, that there will be no superior states and inferior states, nor states with privileges and states without them, nor states which have a form of hierarchy and quality and states which appear in a rank and file line of countries with lesser rights. In this same concept, it deems it advisable that the powers of the Assembly be strengthened in order to promote and facilitate solutions tending to consolidate the peace and stimulate international cooperation.

With respect to the projected Security Council, my country affirms that, in keeping with its old traditions, it sustains the hope that the Council will be formed by procedures of democratic origin, it being necessary that it be directed by members chosen by the Assembly without distinction as to prerogatives or rights.

In the present circumstance, however, Uruguay accepts, as a transitory situation, that the four Great Powers--the United States of America, the United Kingdom, the Union of Socialist Soviet Republics, and China--which have borne the heaviest load of the war, have contributed most decisively to victory and will have the most serious duties and responsibilities for the maintenance of the future peace, should be assured seats on the Council, but not indefinitely and only for a period which may be judged advisable, say eight or ten years, for example.

But, as it already maintained in a statement of September 28, 1944, it desires that France be included in the category of big members of the Council not subject to election by the Assembly, as a tribute to her role as champion of liberty, to her moral significance, to her sorrow and sacrifices in the trials of war and to her permanent collaboration in the processes and destinies of universal culture.

It is also of the opinion that the Latin American nations should be considered for membership in the Council in view of their proven ideals of international peace and harmony.

With respect to the constitution of the International Court of Justice, Uruguay believes that all differences and controversies between countries which cannot be settled by friendly means or arbitral procedures; should without any exception be submitted to its jurisdiction and decision. It maintains this, because it has the conviction that all international conflicts are susceptible of solution by law; and because it entertains the fear that, if distinctions are made between political and juridical disputes, and if the former should be eliminated from the scope of the International Court of Justice, the situation might tend to strengthen the intervention of force in disputes or controversies between states.

In its opinion, the Court should be universal and the only one, as is due the very attributes of justice, precluding, consequently, courts of special jurisdiction or for specific zones of the world.

Uruguay also favors the establishment of the Economic and Social Council directly elected by the Assembly, which would be free, in social and economic matters, to make recommendations to its member states.

In this Organization and in its wise future action, my country has great interests and hopes, since it previously had the honor of declaring that "peace should not be considered an end in itself but rather a starting point, a means and an instrument to effect the improvement of economic and spiritual living conditions of peoples."

It would not be possible to attain the international peace longed for by all, if social peace is not attained. For this purpose, it is indispensable that the economic life of the world be laid on more equitable foundations, that cooperation between countries respond to active principles and be affected with equity and amplitude; and that the popular masses do not have the dangerous dissatisfaction in their living standard which produces social conflicts, rebellions, and wars. The greatest wealth is man himself, and, consequently, the people without dividing lines--in one word, humanity--composed of persons under all flags. Hence, to promote the economic welfare and development of the human species is to combat war and to base lasting peace on harmony of interests and the extension of justice.

Uruguay has endeavored to preserve, defend, and guard this fundamental and precious wealth by providing under a decree of July 26, 1944, that its delegates to conferences and congresses of the post-war express the need of combating the disturbing practice of "dumping" in international trade. To this end it has proposed: that governments and peoples give preference in commercial interchange to the merchandise and products of countries in which there prevail effectively the juridical and ethical principles of protection of workers against exploitation by the state or by individuals; to reject the merchandise and products of countries which obtain a lower cost for them at the expense of the rights, health, and freedom of the working masses; and to refrain from entering into commercial agreements with nations which maintain labor organizations oppressive to human beings.

This principle, in the opinion of Uruguay, should guide the activities and work of the Economic and Social Council.

If there is to be an organization entrusted with security, another with justice, and another for the economic and social planning of the world, there should also be an organization entrusted with culture.

My country feels that it is desirable to organize a council charged with promoting, encouraging, and initiating the relations of cultural interchange between the nations, for the same reason that it believes in the spirit, in the moral forces, and in the factors of intelligence which have definitely served as decisive motives for taking up arms and stimulating the conscience in the struggle against the Axis powers.

There will not be peace in the world if there is no peace in the spirit.

It is necessary to reach it for the rebirth of the ideals at the end of the painful crisis of the world,

304
the knowledge and the interchange of the values of culture, the dissemination of noble ideas which will pacify the soul and will unite mankind, the propagation of the pacific spirit and the development of the movement called "moral disarmament", which fosters respect and love for law, and ethics, which recommends the correction of history and geography text books which prevent understanding and agreement, and unites nations, classes, and individuals in the collective duties and sentiments of civilization.

If poisoned words and dishonest teachers have been able to prepare the war, generous words and truthful teachers must maintain peace.

But a stable and sane peace cannot be attained if nothing is done for the democratization of the world and the rule of freedom. For Uruguay, peace and democracy constitute complimentary objectives, each of which is a guarantee and a motive for the other. This is its thesis of law.

In this regard it feels that in the proposed International Organization there should not be admitted nations professing doctrines of aggression and war, which are inclined to undermine or destroy the order of juridical peace in the world.

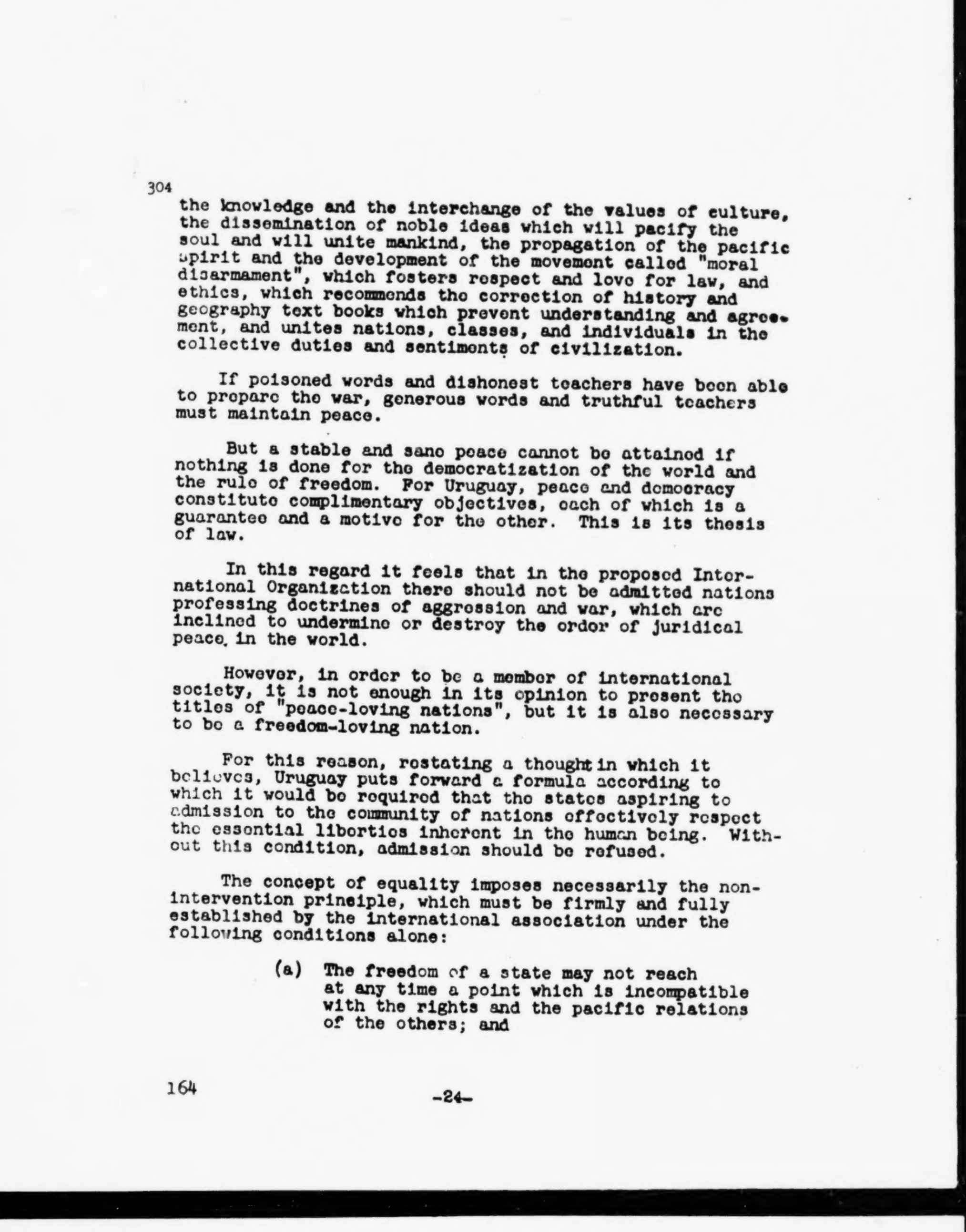
However, in order to be a member of international society, it is not enough in its opinion to present the titles of "peace-loving nations", but it is also necessary to be a freedom-loving nation.

For this reason, restating a thought in which it believes, Uruguay puts forward a formula according to which it would be required that the states aspiring to admission to the community of nations effectively respect the essential liberties inherent in the human being. Without this condition, admission should be refused.

The concept of equality imposes necessarily the non-intervention principle, which must be firmly and fully established by the international association under the following conditions alone:

(a) The freedom of a state may not reach at any time a point which is incompatible with the rights and the pacific relations of the others; and

164



the knowledge and the interchange of the values of culture, the dissemination of noble ideas which will pacify the soul and will unite mankind, the propagation of the pacific spirit and the development of the movement called "moral disarmament", which fosters respect and love for law, and ethics, which recommends the correction of history and geography text books which prevent understanding and agreement, and unites nations, classes, and individuals in the collective duties and sentiments of civilization.

If poisoned words and dishonest teachers have been able to prepare the war, generous words and truthful teachers must maintain peace.

But a stable and sane peace cannot be attained if nothing is done for the democratization of the world and the rule of freedom. For Uruguay, peace and democracy constitute complimentary objectives, each of which is a guarantee and a motive for the other. This is its thesis of law.

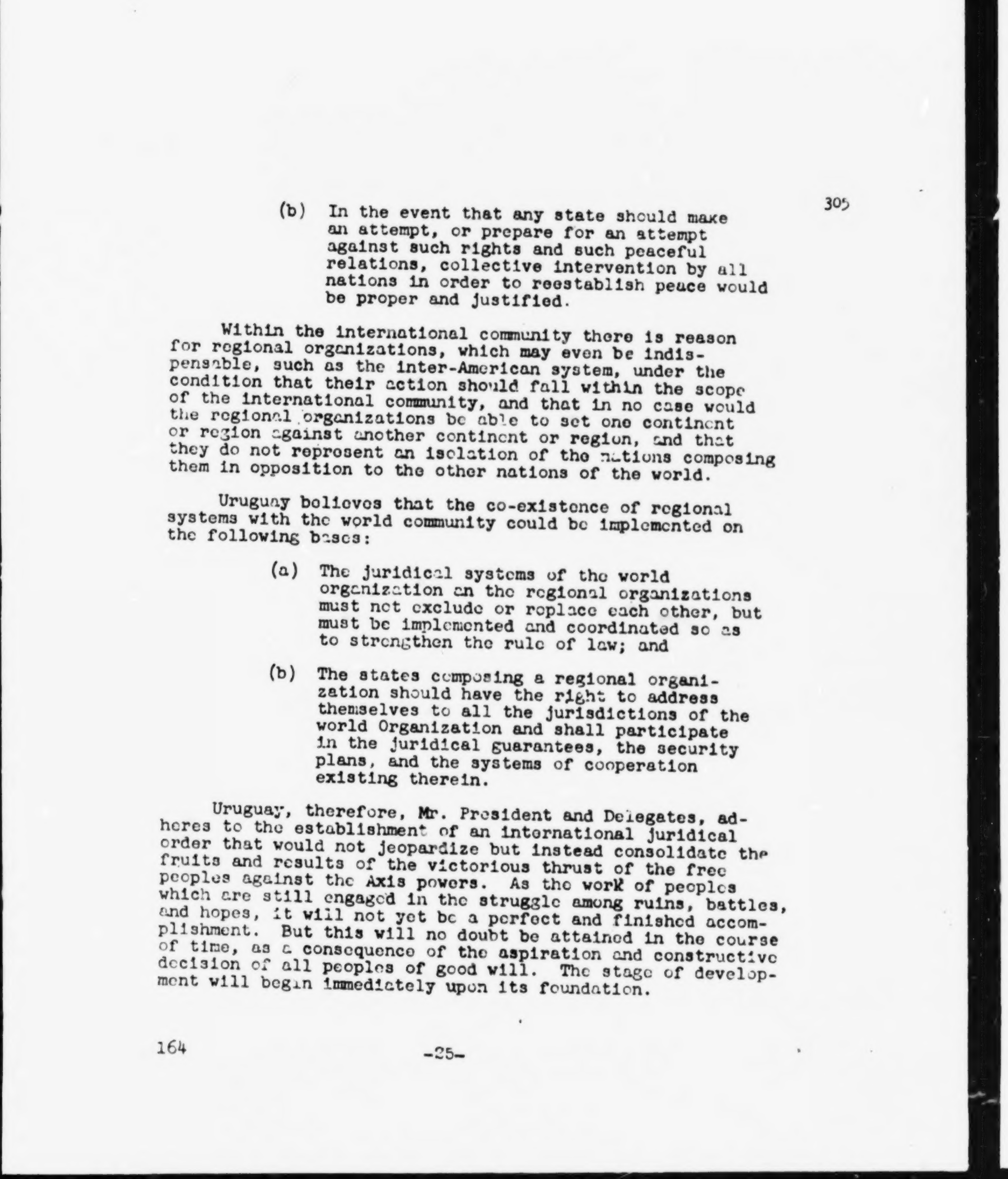
In this regard it feels that in the proposed International Organization there should not be admitted nations professing doctrines of aggression and war, which are inclined to undermine or destroy the order of juridical peace in the world.

However, in order to be a member of international society, it is not enough in its opinion to present the titles of "peace-loving nations", but it is also necessary to be a freedom-loving nation.

For this reason, restating a thought in which it believes, Uruguay puts forward a formula according to which it would be required that the states aspiring to admission to the community of nations effectively respect the essential liberties inherent in the human being. Without this condition, admission should be refused.

The concept of equality imposes necessarily the non-intervention principle, which must be firmly and fully established by the international association under the following conditions alone:

(a) The freedom of a state may not reach at any time a point which is incompatible with the rights and the pacific relations of the others; and



(b) In the event that any state should make an attempt, or prepare for an attempt against such rights and such peaceful relations, collective intervention by all nations in order to reestablish peace would be proper and justified.

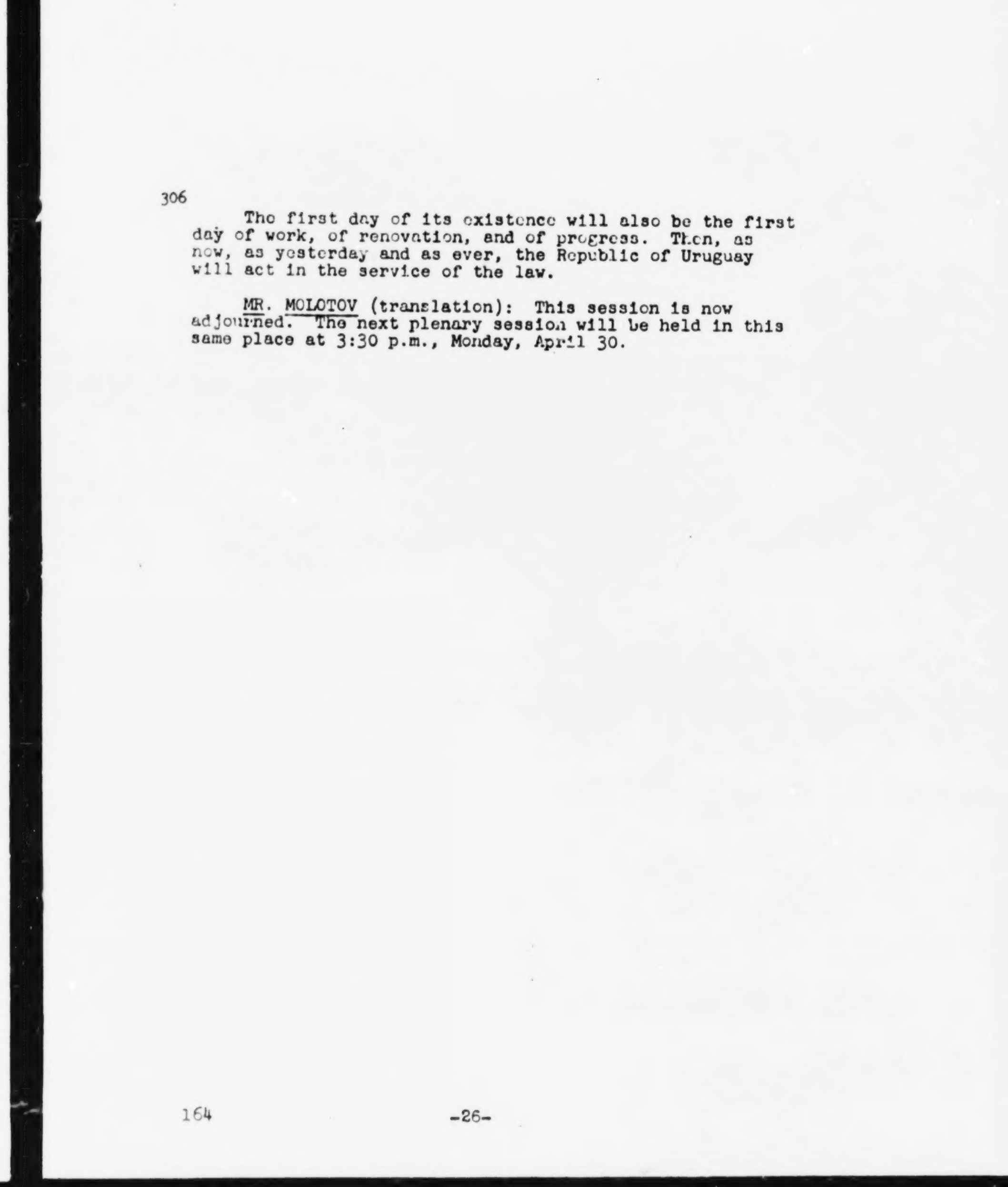
Within the international community there is reason for regional organizations, which may even be indispensable, such as the inter-American system, under the condition that their action should fall within the scope of the international community, and that in no case would the regional organizations be able to set one continent or region against another continent or region, and that they do not represent an isolation of the nations composing them in opposition to the other nations of the world.

Uruguay believes that the co-existence of regional systems with the world community could be implemented on the following bases:

(a) The juridical systems of the world organization an the regional organizations must not exclude or replace each other, but must be implemented and coordinated so as to strengthen the rule of law; and

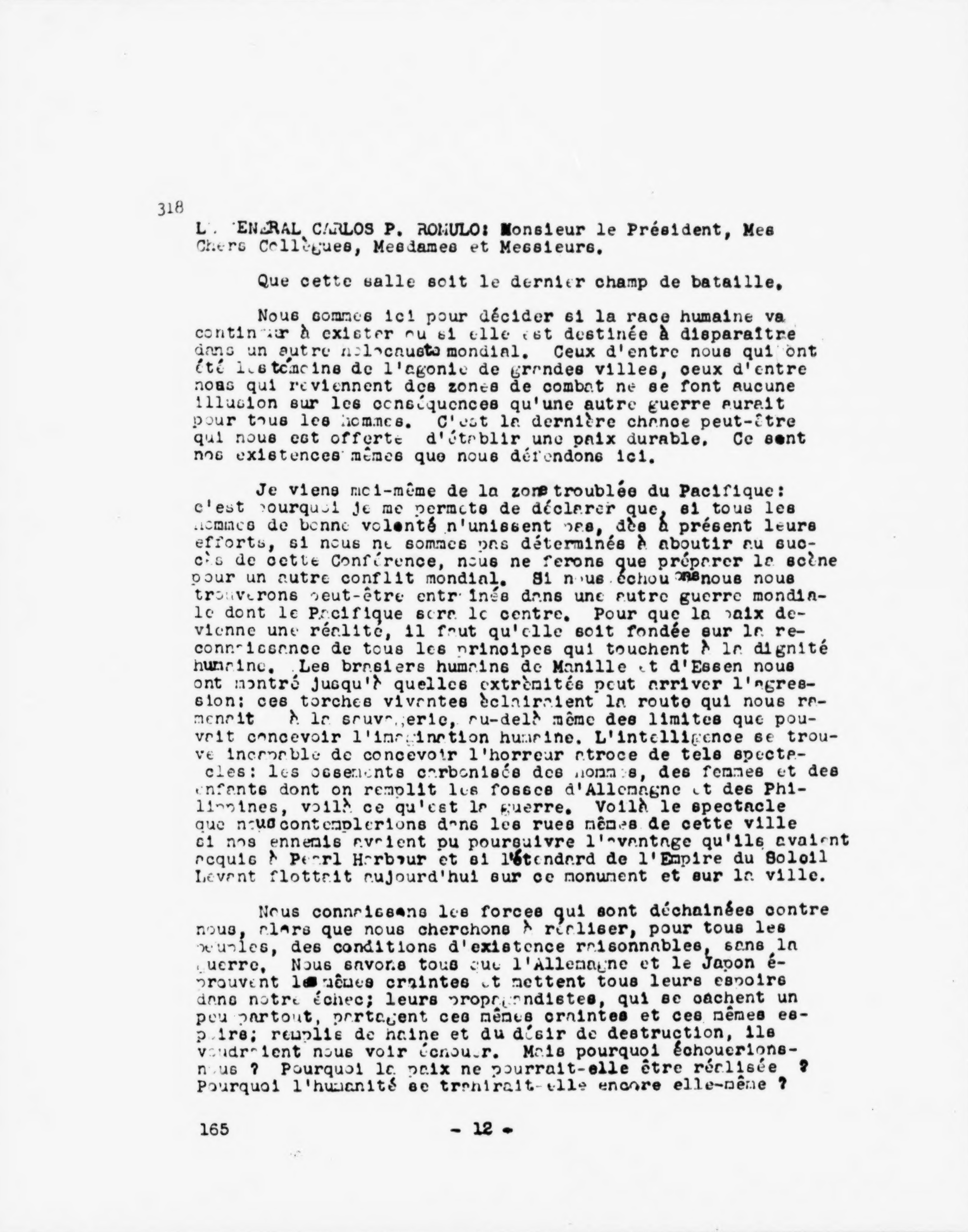
(b) The states composing a regional organization should have the right to address themselves to all the jurisdictions of the world Organization and shall participate in the juridical guarantees, the security plans, and the systems of cooperation existing therein.

Uruguay, therefore, Mr. President and Delegates, adheres to the establishment of an international juridical order that would not jeopardize but instead consolidate the fruits and results of the victorious thrust of the free peoples against the Axis powers. As the work of peoples which are still engaged in the struggle among ruins, battles, and hopes, it will not yet be a perfect and finished accomplishment. But this will no doubt be attained in the course of time, as a consequence of the aspiration and constructive decision of all peoples of good will. The stage of development will begin immediately upon its foundation.



The first day of its existence will also be the first day of work, of renovation, and of progress. Then, as now, as yesterday and as ever, the Republic of Uruguay will act in the service of the law.

MR. MOLOTOV (translation): This session is now adjourned. The next plenary session will be held in this same place at 3:30 p.m., Monday, April 30.



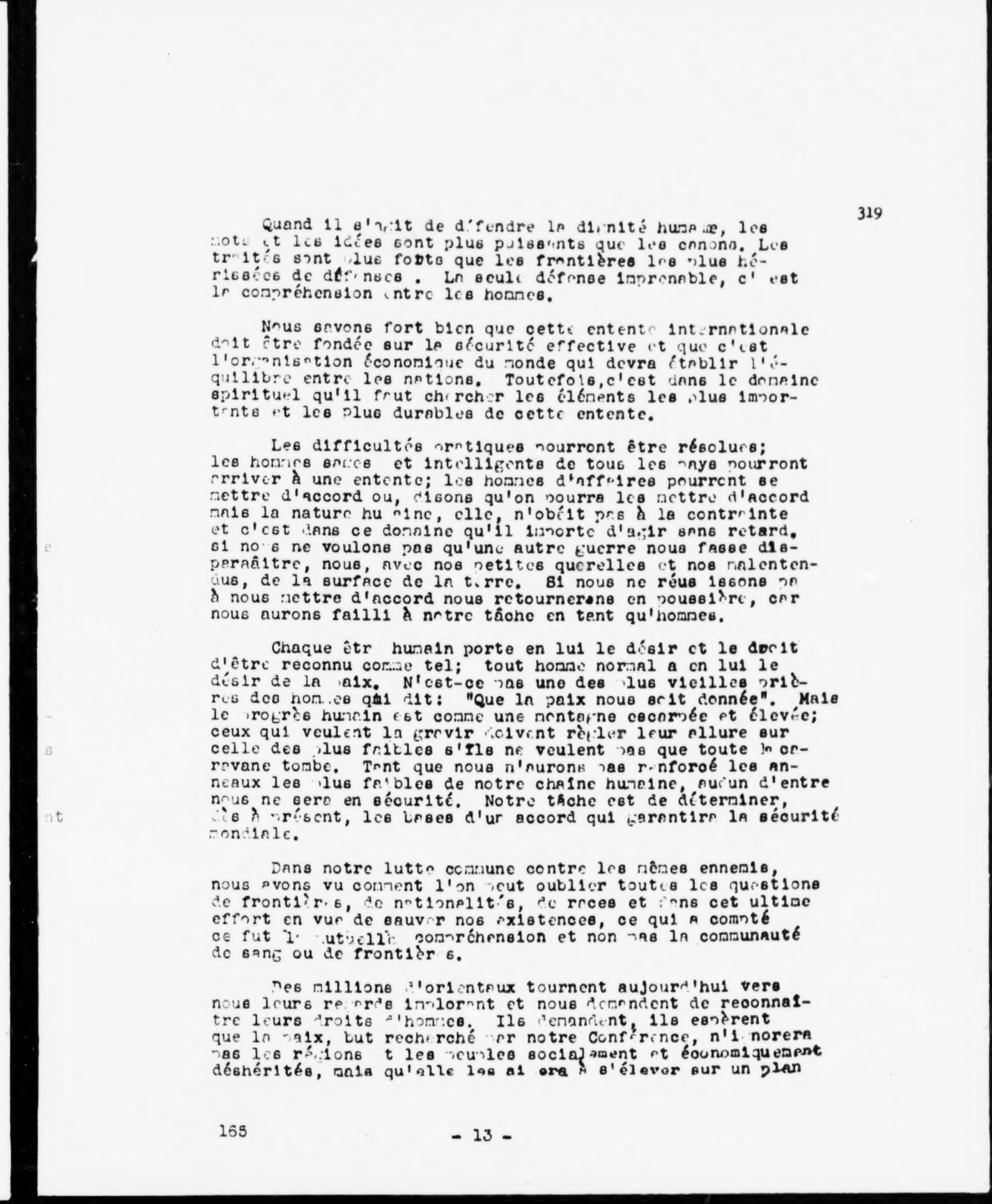
LE GENERAL CARLOS P. ROMULO: Monsieur le Président, Mes Chers Collègues, Mesdames et Messieurs.

Que cette salle soit le dernier champ de bataille.

Nous sommes ici pour décider si la race humaine va continuer à exister ou si elle est destinée à disparaître dans un autre holocauste mondial. Ceux d'entre nous qui ont été les témoins de l'agonie de grandes villes, ceux d'entre nous qui reviennent des zones de combat ne se font aucune illusion sur les conséquences qu'une autre guerre aurait pour tous les hommes. C'est la dernière chance peut-être qui nous est offerte d'établir une paix durable. Ce sont nos existences mêmes que nous défendons ici.

Je viens moi-même de la zone troublée du Pacifique: c'est pourquoi je me permets de déclarer que, si tous les hommes de bonne volonté n'unissent pas, dès à présent leurs efforts, si nous ne sommes pas déterminés à aboutir au succès de cette Conférence, nous ne ferons que préparer la scène pour un autre conflit mondial. Si nous échouons nous nous trouverons peut-être entraînés dans une autre guerre mondiale dont le Pacifique sera le centre. Pour que la paix devienne une réalité, il faut qu'elle soit fondée sur la reconnaissance de tous les principes qui touchent à la dignité humaine. Les brasiers humains de Manille et d'Essen nous ont montré jusqu'à quelles extrémités peut arriver l'agression: ces torches vivantes éclairaient la route qui nous ramenait à la sauvagerie, au-delà même des limites que pouvait concevoir l'imagination humaine. L'intelligence se trouve incapable de concevoir l'horreur atroce de tels spectacles: les ossements carbonisés des hommes, des femmes et des enfants dont on remplit les fosses d'Allemagne et des Philippines, voilà ce qu'est la guerre. Voilà le spectacle que nous contemplerions dans les rues mêmes de cette ville si nos ennemis avaient pu poursuivre l'avantage qu'ils avaient acquis à Pearl Harbour et si l'étendard de l'Empire du Soleil Levant flottait aujourd'hui sur ce monument et sur la ville.

Nous connaissons les forces qui sont déchainées contre nous, alors que nous cherchons à réaliser, pour tous les peuples, des conditions d'existence raisonnables, sans la guerre. Nous savons tous que l'Allemagne et le Japon éprouvent les mêmes craintes et mettent tous leurs espoirs dans notre échec; leurs propagandistes, qui se cachent un peu partout, partagent ces mêmes craintes et ces mêmes espoirs; remplis de haine et du désir de destruction, ils voudraient nous voir échouer. Mais pourquoi échouerions-nous ? Pourquoi la paix ne pourrait-elle être réalisée ? Pourquoi l'humanité se trahirait-elle encore elle-même ?



Quand il s'agit de défendre la dignité humaine, les mots et les idées sont plus puissants que les canons. Les traités sont plus forts que les frontières les plus hérissées de défenses. La seule défense imprenable, c'est la compréhension entre les hommes.

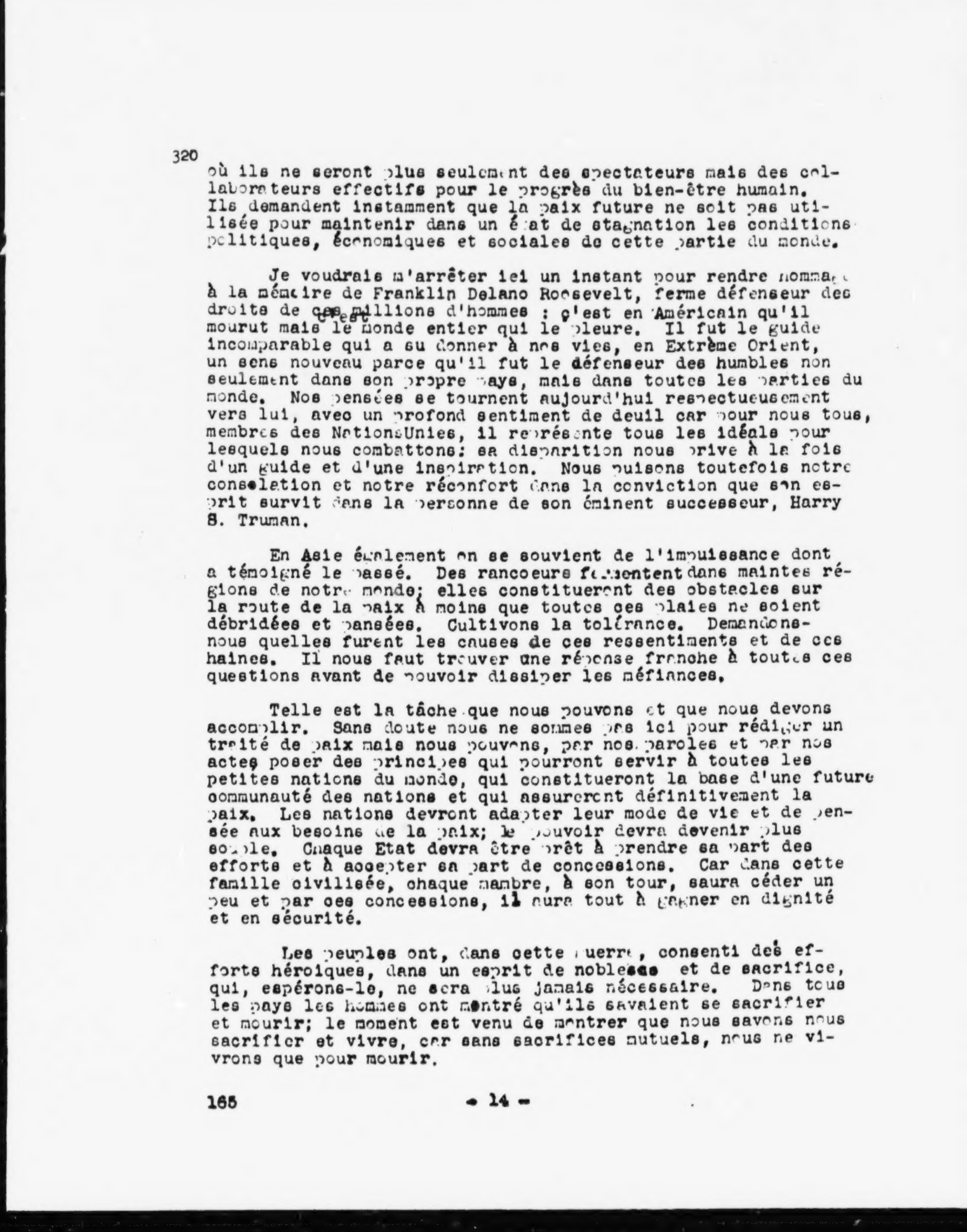
Nous savons fort bien que cette entente internationale doit être fondée sur la sécurité effective et que c'est l'organisation économique du monde qui devra établir l'équilibre entre les nations. Toutefois, c'est dans le domaine spirituel qu'il faut chercher les éléments les plus importants et les plus durables de cette entente.

Les difficultés pratiques pourront être résolues; les hommes sages et intelligents de tous les pays pourront arriver à une entente; les hommes d'affaires pourront se mettre d'accord ou, disons qu'on pourra les mettre d'accord mais la nature humaine, elle, n'obéit pas à la contrainte et c'est dans ce domaine qu'il importe d'agir sans retard, si nous ne voulons pas qu'une autre guerre nous fasse disparaâitre, nous, avec nos petites querelles et nos malentendus, de la surface de la terre. Si nous ne réussissons pas à nous mettre d'accord nous retournerons en poussière, car nous aurons failli à notre tâche en tant qu'hommes.

Chaque être humain porte en lui le désir et le droit d'être reconnu comme tel; tout homme normal a en lui le désir de la paix. N'est-ce pas une des plus vieilles prières des hommes qui dit: "Que la paix nous soit donnée". Mais le progrès humain est comme une montagne escarpée et élevée; ceux qui veulent la gravir doivent régler leur allure sur celle des plus faibles s'ils ne veulent pas que toute la caravane tombe. Tant que nous n'aurons pas renforcé les anneaux les plus faibles de notre chaîne humaine, aucun d'entre nous ne sera en sécurité. Notre tâche est de déterminer, dès à présent, les bases d'un accord qui garantira la sécurité mondiale.

Dans notre lutte commune contre les mêmes ennemis, nous avons vu comment l'on peut oublier toutes les questions de frontières, de nationalités, de races et dans cet ultime effort en vue de sauver nos existences, ce qui a compté ce fut la mutuelle compréhension et non pas la communauté de sang ou de frontières.

Des millions d'orientaux tournent aujourd'hui vers nous leurs regards implorant et nous demandent de reconnaître leurs droits d'hommes. Ils demandent, ils espèrent que la paix, but recherché par notre Conférence, n'ignorera pas les régions et les peuples socialement et économiquement déshérités, mais qu'elle les aidera à s'élever sur un plan



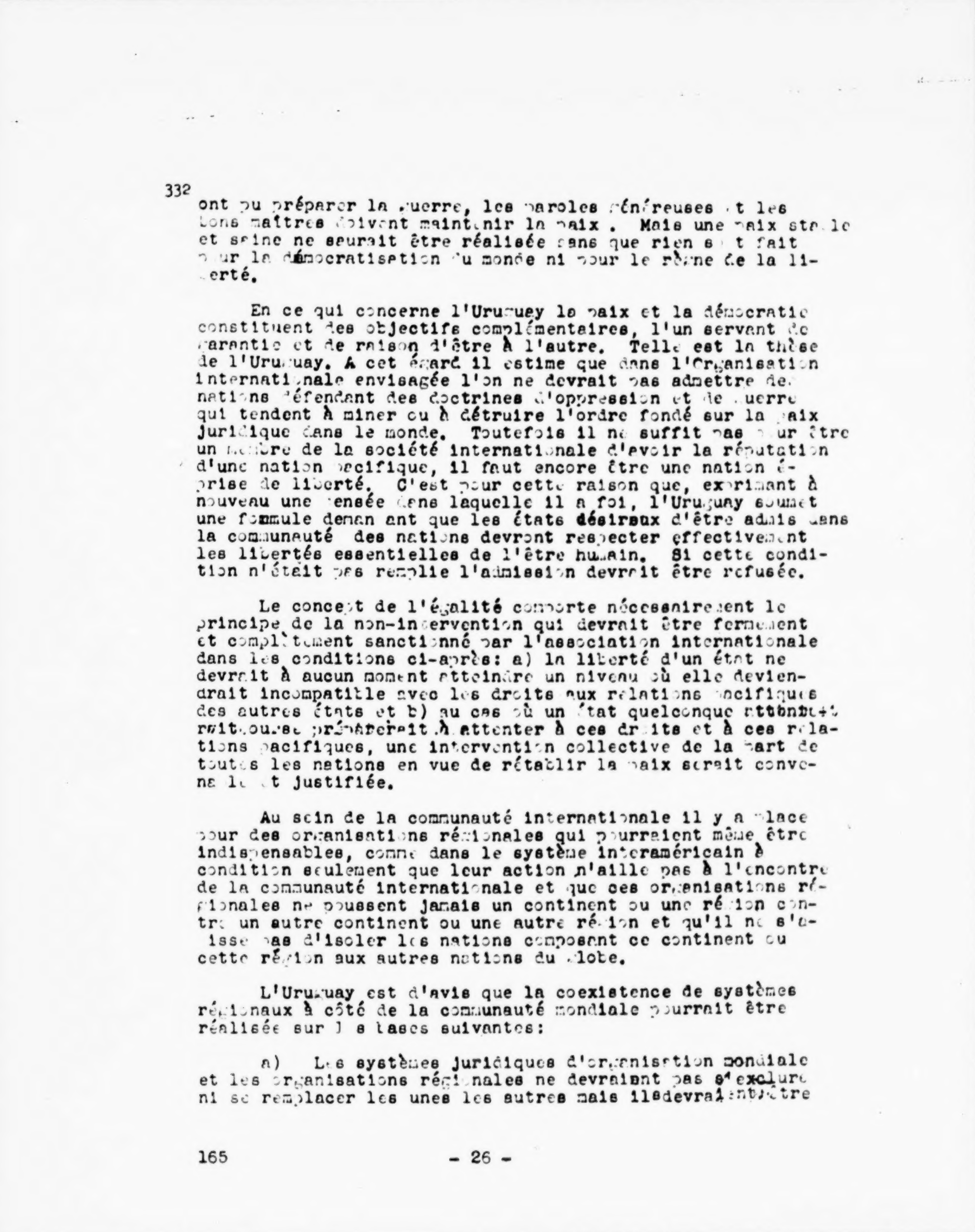
où ils ne seront plus seulement des spectateurs mais des collaborateurs effectifs pour le progrès du bien-être humain. Ils demandent instamment que la paix future ne soit pas utilisée pour maintenir dans un état de stagnation les conditions politiques, économiques et sociales de cette partie du monde.

Je voudrais m'arrêter ici un instant pour rendre hommage à la mémoire de Franklin Delano Roosevelt, ferme défenseur des droits de ces millions d'hommes : c'est en Américain qu'il mourut mais le monde entier qui le pleure. Il fut le guide incomparable qui a su donner à nos vies, en Extrême Orient, un sens nouveau parce qu'il fut le défenseur des humbles non seulement dans son propre pays, mais dans toutes les parties du monde. Nos pensées se tournent aujourd'hui respectueusement vers lui, avec un profond sentiment de deuil car pour nous tous, membres des Nations Unies, il représente tous les idéals pour lesquels nous combattons: sa disparition nous prive à la fois d'un guide et d'une inspiration. Nous puisons toutefois notre consolation et notre réconfort dans la conviction que son esprit survit dans la personne de son éminent successeur, Harry S. Truman.

En Asie également on se souvient de l'impuissance dont a témoigné le passé. Des rancoeurs fermentent dans maintes régions de notre monde; elles constitueront des obstacles sur la route de la paix à moins que toutes ces plaies ne soient débridées et pansées. Cultivons la tolérance. Demandons-nous quelles furent les causes de ces ressentiments et de ces haines. Il nous faut trouver une réponse franche à toutes ces questions avant de pouvoir dissiper les méfiances.

Telle est la tâche que nous pouvons et que nous devons accomplir. Sans doute nous ne sommes pas ici pour rédiger un traité de paix mais nous pouvons, par nos paroles et par nos actes poser des principes qui pourront servir à toutes les petites nations du monde, qui constitueront la base d'une future communauté des nations et qui assureront définitivement la paix. Les nations devront adapter leur mode de vie et de pensée aux besoins de la paix; le pouvoir devra devenir plus souple. Chaque Etat devra être prêt à prendre sa part des efforts et à accepter sa part de concessions. Car dans cette famille civilisée, chaque membre, à son tour, saura céder un peu et par ces concessions, il aura tout à gagner en dignité et en sécurité.

Les peuples ont, dans cette guerre, consenti des efforts héroiques, dans un esprit de noblesse et de sacrifice, qui, espérons-le, ne sera plus jamais nécessaire. Dans tous les pays les hommes ont montré qu'ils savaient se sacrifier et mourir; le moment est venu de montrer que nous savons nous sacrifier et vivre, car sans sacrifices mutuels, nous ne vivrons que pour mourir.



ont pu préparer la guerre, les paroles généreuses et les bons maîtres doivent maintenir la paix. Mais une paix stable et saine ne saurait être réalisée sans que rien soit fait pour la démocratisation du monde ni pour le règne de la liberté.

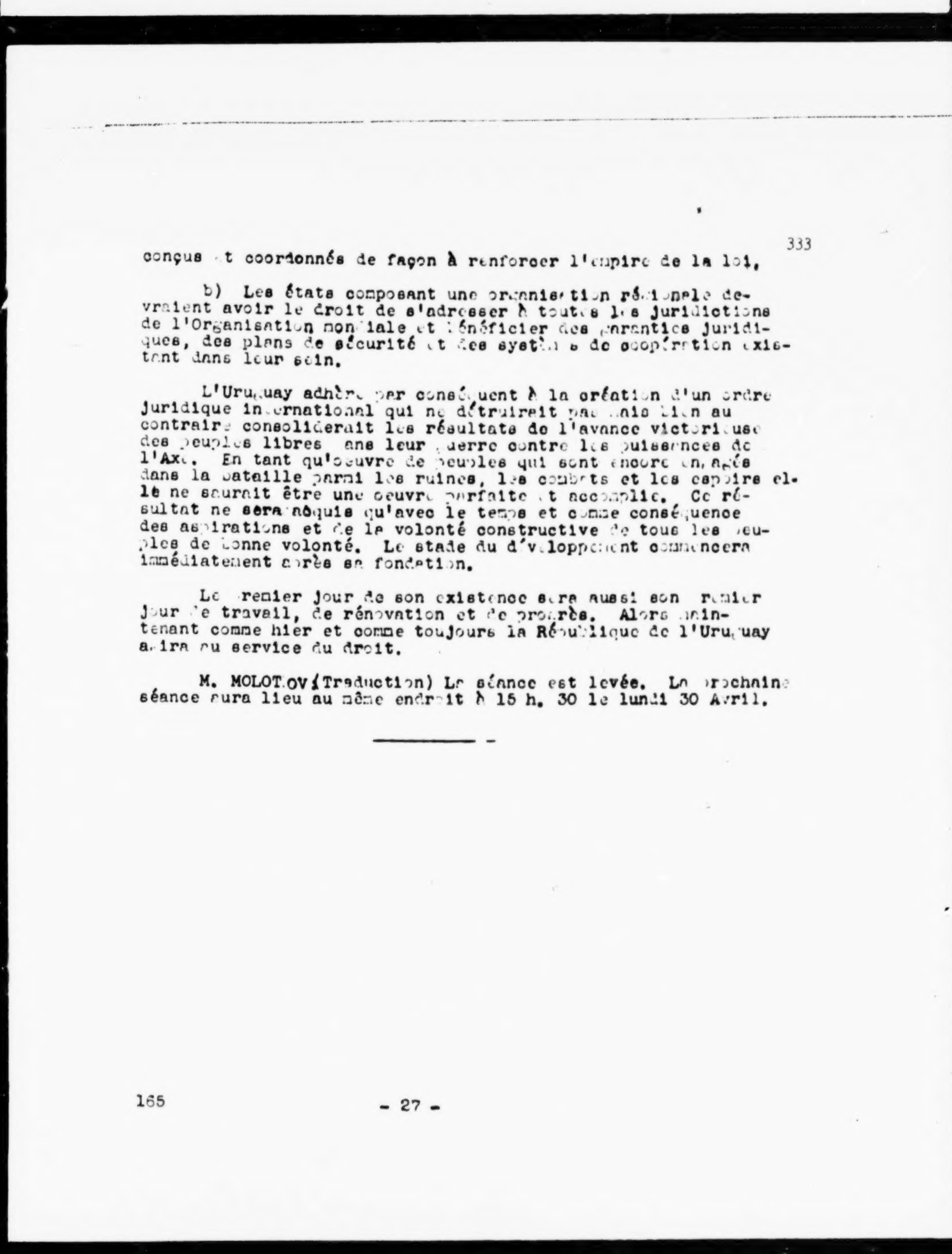
En ce qui concerne l'Uruguay la paix et la démocratie constituent des objectifs complémentaires, l'un servant de garantie et de raison d'être à l'autre. Telle est la thèse de l'Uruguay. A cet égard il estime que dans l'Organisation internationale envisagée l'on ne devrait pas admettre des nations défendant des doctrines d'oppression et de guerre qui tendent à miner ou à détruire l'ordre fondé sur la paix juridique dans le monde. Toutefois il ne suffit pas pour être un membre de la société internationale d'avoir la réputation d'une nation pacifique, il faut encore être une nation éprise de liberté. C'est pour cette raison que, exprimant à nouveau une pensée dans laquelle il a foi, l'Uruguay soumet une formule demandant que les états désireux d'être admis dans la communauté des nations devront respecter effectivement les libertés essentielles de l'être humain. Si cette condition n'était pas remplie l'admission devrait être refusée.

Le concept de l'égalité comporte nécessairement le principe de la non-intervention qui devrait être fermement et complètement sanctionné par l'association internationale dans les conditions ci-après: a) la liberté d'un état ne devrait à aucun moment atteindre un niveau où elle deviendrait incompatible avec les droits aux relations pacifiques des autres états et b) au cas où un état quelconque attenterait ou se préparerait à attenter à ces droits et à ces relations pacifiques, une intervention collective de la part de toutes les nations en vue de rétablir la paix serait convenable et justifiée.

Au sein de la communauté internationale il y a place pour des organisations régionales qui pourraient même être indispensables, comme dans le système interaméricain à condition seulement que leur action n'aille pas à l'encontre de la communauté internationale et que ces organisations régionales ne poussent jamais un continent ou une région contre un autre continent ou une autre région et qu'il ne s'agisse pas d'isoler les nations composant ce continent ou cette région aux autres nations du globe.

L'Uruguay est d'avis que la coexistence de systèmes régionaux à côté de la communauté mondiale pourrait être réalisée sur les bases suivantes:

a) Les systèmes juridiques d'organisation mondiale et les organisations régionales ne devraient pas s'exclure ni se remplacer les unes les autres mais ils devraient être



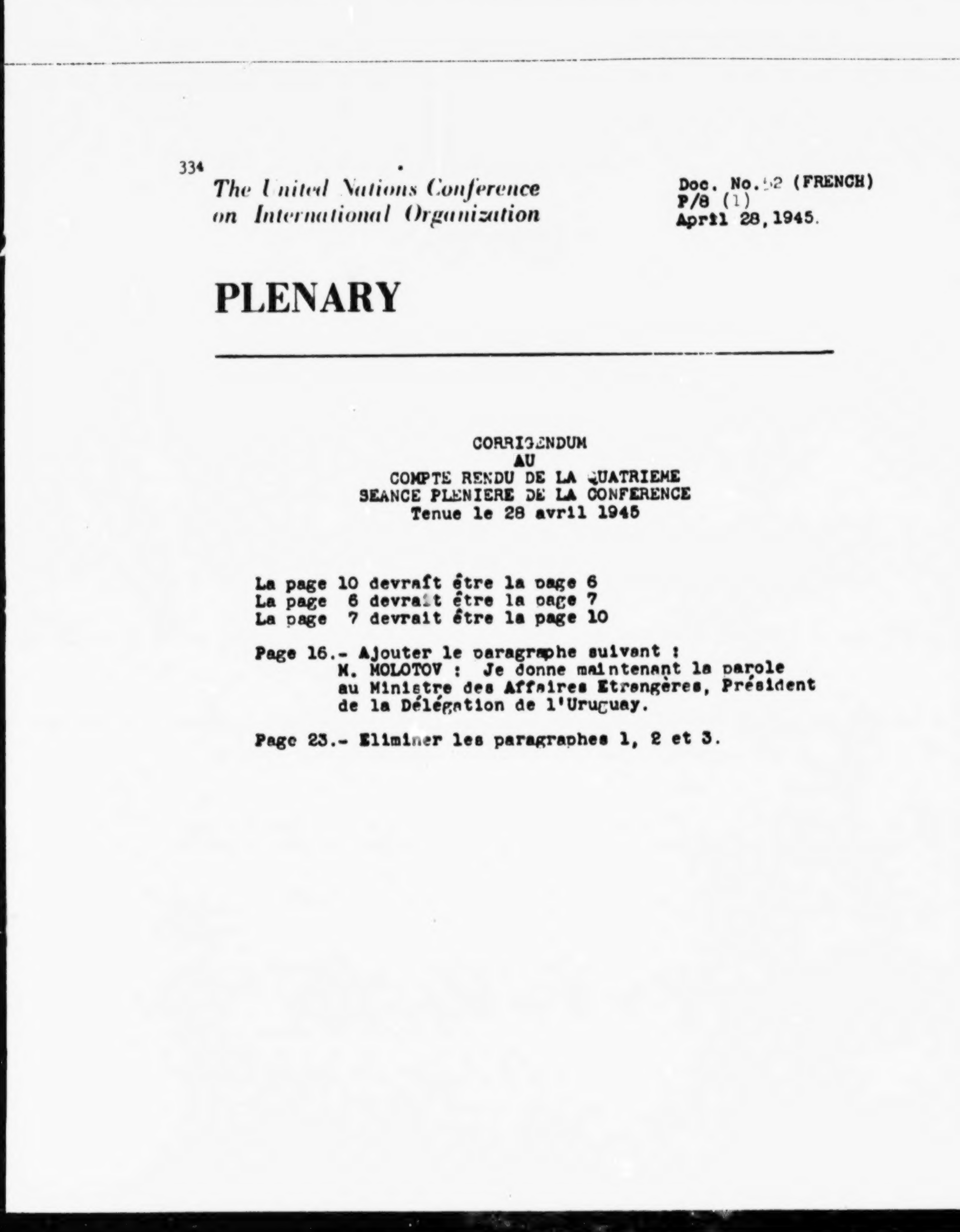
conçus et coordonnés de façon à renforcer l'empire de la loi,

b) Les états composant une organisation régionale devraient avoir le droit de s'adresser à toutes les juridictions de l'Organisation mondiale et bénéficier des garanties juridiques, des plans de sécurité et des systèmes de coopération existant dans leur sein.

L'Uruguay adhère par conséquent à la création d'un ordre juridique international qui ne détruirait pas mais bien au contraire consoliderait les résultats de l'avance victorieuse des peuples libres dans leur guerre contre les puissances de l'Axe. En tant qu'oeuvre de peuples qui sont encore engagés dans la bataille parmi les ruines, les combats et les espoirs elle ne saurait être une oeuvre parfaite et accomplie. Ce résultat ne sera acquis qu'avec le temps et comme conséquence des aspirations et de la volonté constructive de tous les peuples de bonne volonté. Le stade du développement commencera immédiatement après sa fondation.

Le premier jour de son existence sera aussi son premier jour de travail, de rénovation et de progrès. Alors maintenant comme hier et comme toujours la République de l'Uruguay agira au service du droit.

M. MOLOTOV (Traduction) La séance est levée. La prochaine séance aura lieu au même endroit à 15 h. 30 le lundi 30 Avril.



The United Nations Conference
on International Organization

Doc. No. 52 (FRENCH)
P/8 (1)
April 28, 1945.

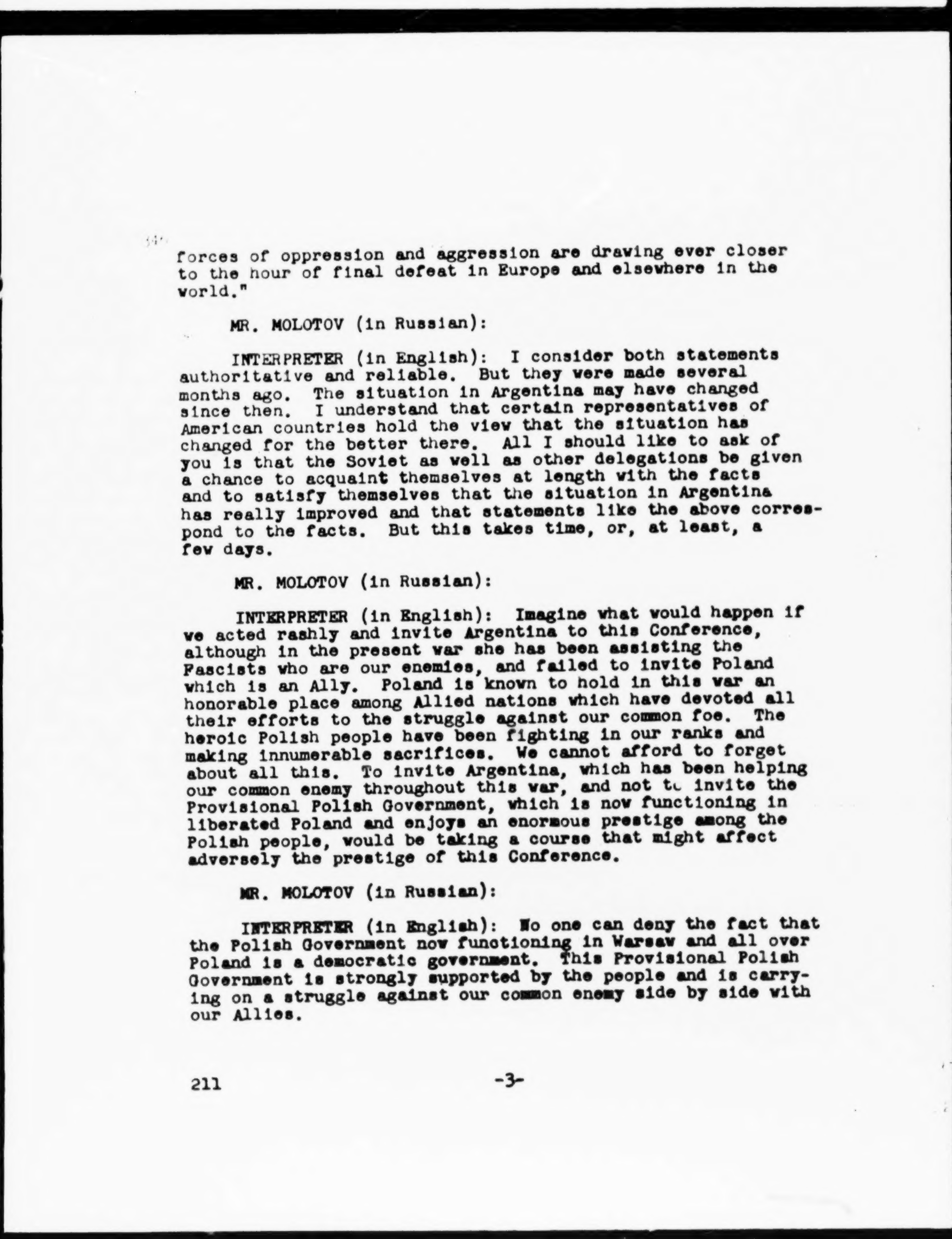
PLENARY

CORRIGENDUM
AU
COMPTE RENDU DE LA QUATRIEME
SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE
Tenue le 28 avril 1945

La page 10 devrait être la page 6
La page 6 devrait être la page 7
La page 7 devrait être la page 10

Page 16.- Ajouter le paragraphe suivant :
M. MOLOTOV : Je donne maintenant la parole au Ministre des Affaires Etrangères, Président de la Délégation de l'Uruguay.

Page 23.- Eliminer les paragraphes 1, 2 et 3.



forces of oppression and aggression are drawing ever closer to the hour of final defeat in Europe and elsewhere in the world."

MR. MOLOTOV (in Russian):

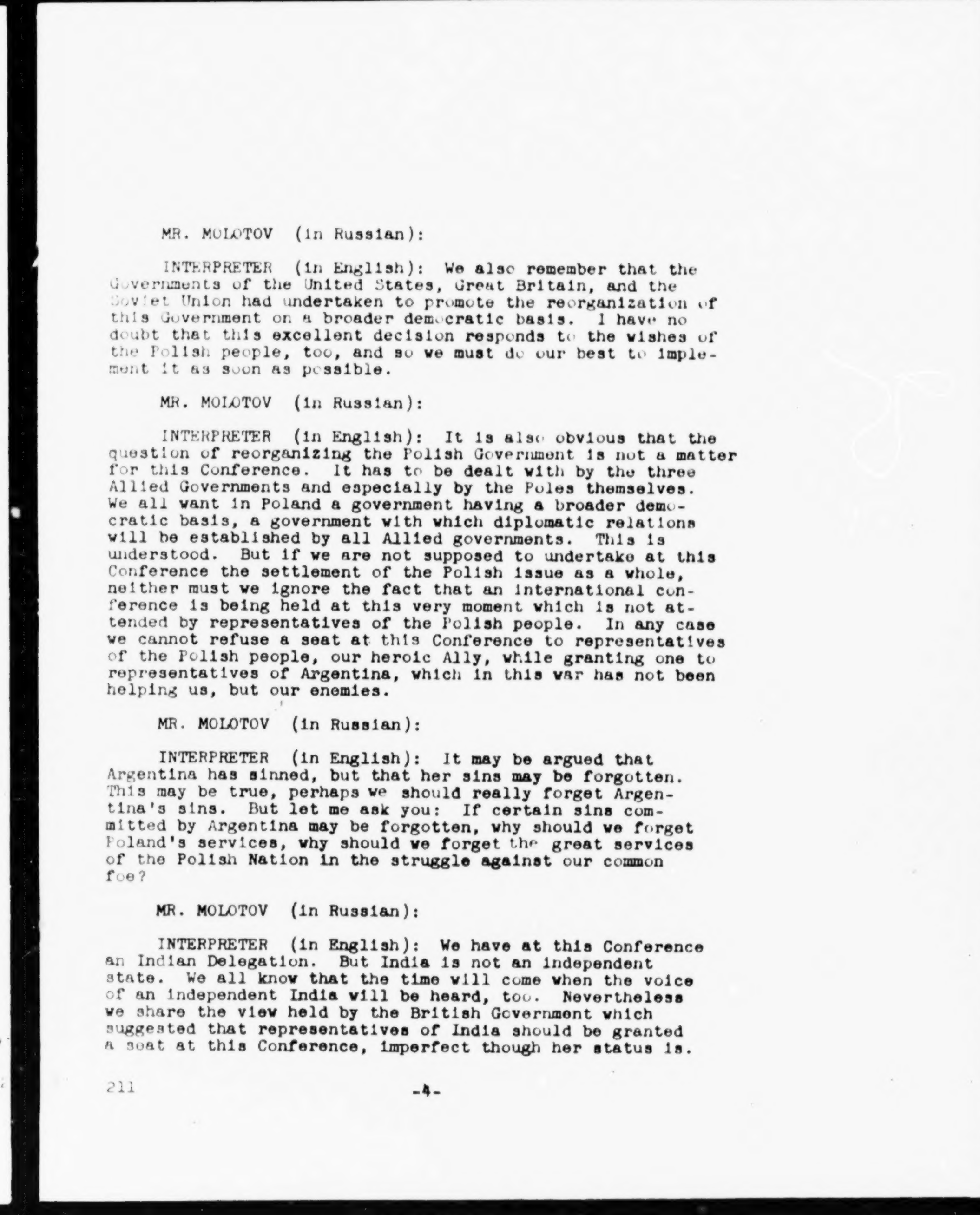
INTERPRETER (in English): I consider both statements authoritative and reliable. But they were made several months ago. The situation in Argentina may have changed since then. I understand that certain representatives of American countries hold the view that the situation has changed for the better there. All I should like to ask of you is that the Soviet as well as other delegations be given a chance to acquaint themselves at length with the facts and to satisfy themselves that the situation in Argentina has really improved and that statements like the above correspond to the facts. But this takes time, or, at least, a few days.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): Imagine what would happen if we acted rashly and invite Argentina to this Conference, although in the present war she has been assisting the Fascists who are our enemies, and failed to invite Poland which is an Ally. Poland is known to hold in this war an honorable place among Allied nations which have devoted all their efforts to the struggle against our common foe. The heroic Polish people have been fighting in our ranks and making innumerable sacrifices. We cannot afford to forget about all this. To invite Argentina, which has been helping our common enemy throughout this war, and not to invite the Provisional Polish Government, which is now functioning in liberated Poland and enjoys an enormous prestige among the Polish people, would be taking a course that might affect adversely the prestige of this Conference.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): No one can deny the fact that the Polish Government now functioning in Warsaw and all over Poland is a democratic government. This Provisional Polish Government is strongly supported by the people and is carrying on a struggle against our common enemy side by side with our Allies.



MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): We also remember that the Governments of the United States, Great Britain, and the Soviet Union had undertaken to promote the reorganization of this Government on a broader democratic basis. I have no doubt that this excellent decision responds to the wishes of the Polish people, too, and so we must do our best to implement it as soon as possible.

MR. MOLOTOV (in Russian):

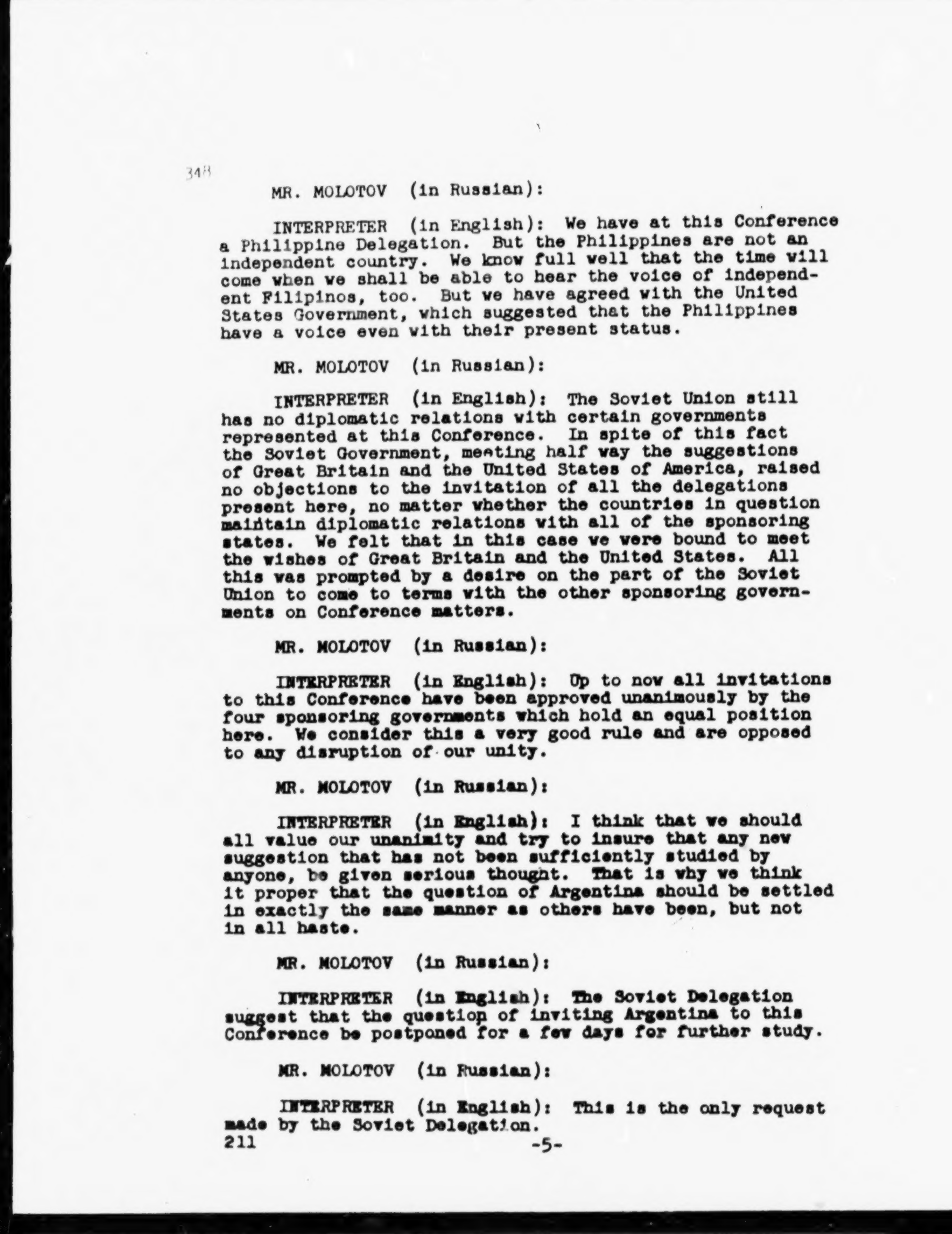
INTERPRETER (in English): It is also obvious that the question of reorganizing the Polish Government is not a matter for this Conference. It has to be dealt with by the three Allied Governments and especially by the Poles themselves. We all want in Poland a government having a broader democratic basis, a government with which diplomatic relations will be established by all Allied governments. This is understood. But if we are not supposed to undertake at this Conference the settlement of the Polish issue as a whole, neither must we ignore the fact that an international conference is being held at this very moment which is not attended by representatives of the Polish people. In any case we cannot refuse a seat at this Conference to representatives of the Polish people, our heroic Ally, while granting one to representatives of Argentina, which in this war has not been helping us, but our enemies.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): It may be argued that Argentina has sinned, but that her sins may be forgotten. This may be true, perhaps we should really forget Argentina's sins. But let me ask you: If certain sins committed by Argentina may be forgotten, why should we forget Poland's services, why should we forget the great services of the Polish Nation in the struggle against our common foe?

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): We have at this Conference an Indian Delegation. But India is not an independent state. We all know that the time will come when the voice of an independent India will be heard, too. Nevertheless we share the view held by the British Government which suggested that representatives of India should be granted a seat at this Conference, imperfect though her status is.



MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): We have at this Conference a Philippine Delegation. But the Philippines are not an independent country. We know full well that the time will come when we shall be able to hear the voice of independent Filipinos, too. But we have agreed with the United States Government, which suggested that the Philippines have a voice even with their present status.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): The Soviet Union still has no diplomatic relations with certain governments represented at this Conference. In spite of this fact the Soviet Government, meeting half way the suggestions of Great Britain and the United States of America, raised no objections to the invitation of all the delegations present here, no matter whether the countries in question maintain diplomatic relations with all of the sponsoring states. We felt that in this case we were bound to meet the wishes of Great Britain and the United States. All this was prompted by a desire on the part of the Soviet Union to come to terms with the other sponsoring governments on Conference matters.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): Up to now all invitations to this Conference have been approved unanimously by the four sponsoring governments which hold an equal position here. We consider this a very good rule and are opposed to any disruption of our unity.

MR. MOLOTOV (in Russian):

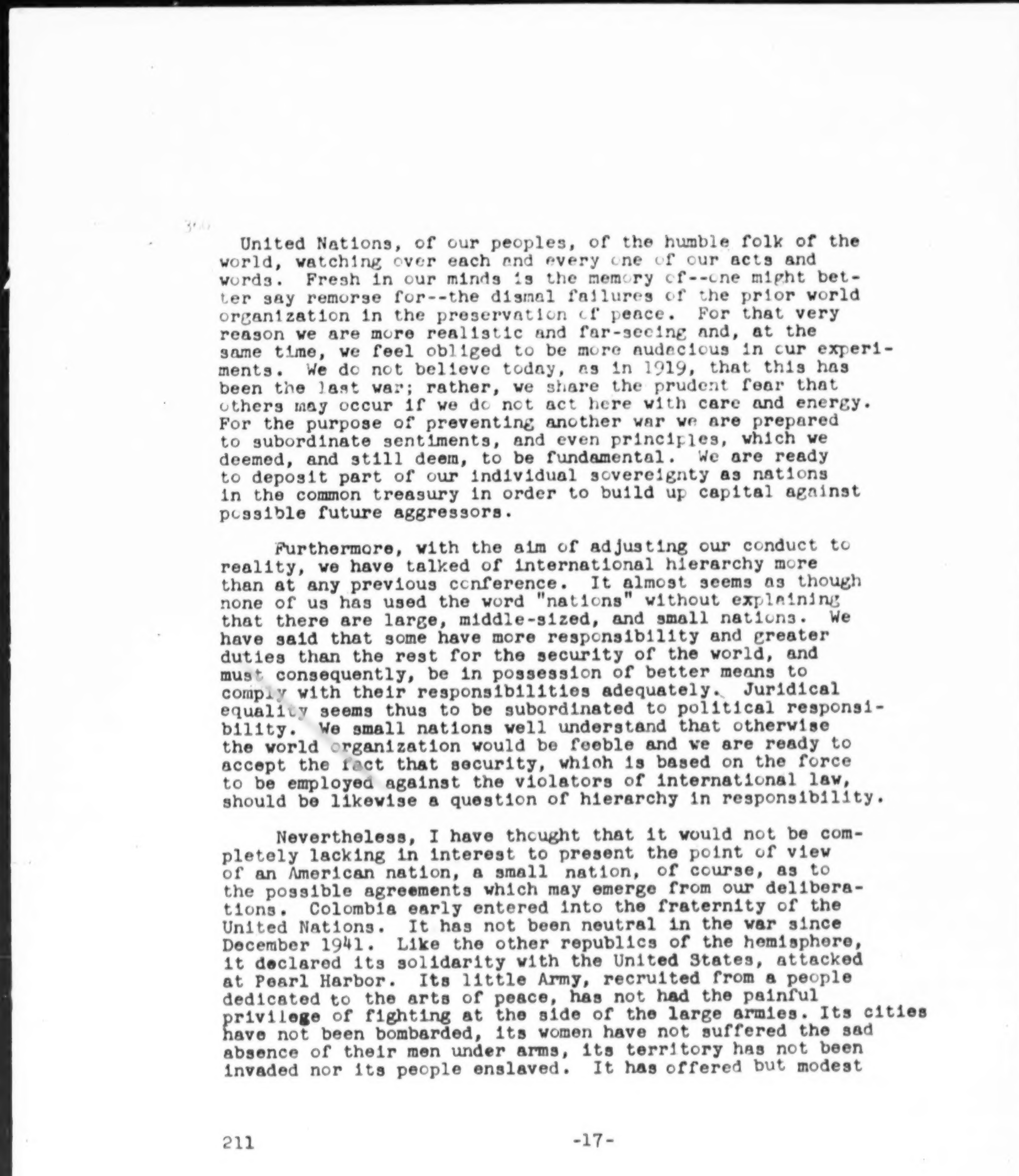
INTERPRETER (in English): I think that we should all value our unanimity and try to insure that any new suggestion that has not been sufficiently studied by anyone, be given serious thought. That is why we think it proper that the question of Argentina should be settled in exactly the same manner as others have been, but not in all haste.

MR. MOLOTOV (in Russian):

INTERPRETER (in English): The Soviet Delegation suggest that the question of inviting Argentina to this Conference be postponed for a few days for further study.

MR. MOLOTOV (in Russian):

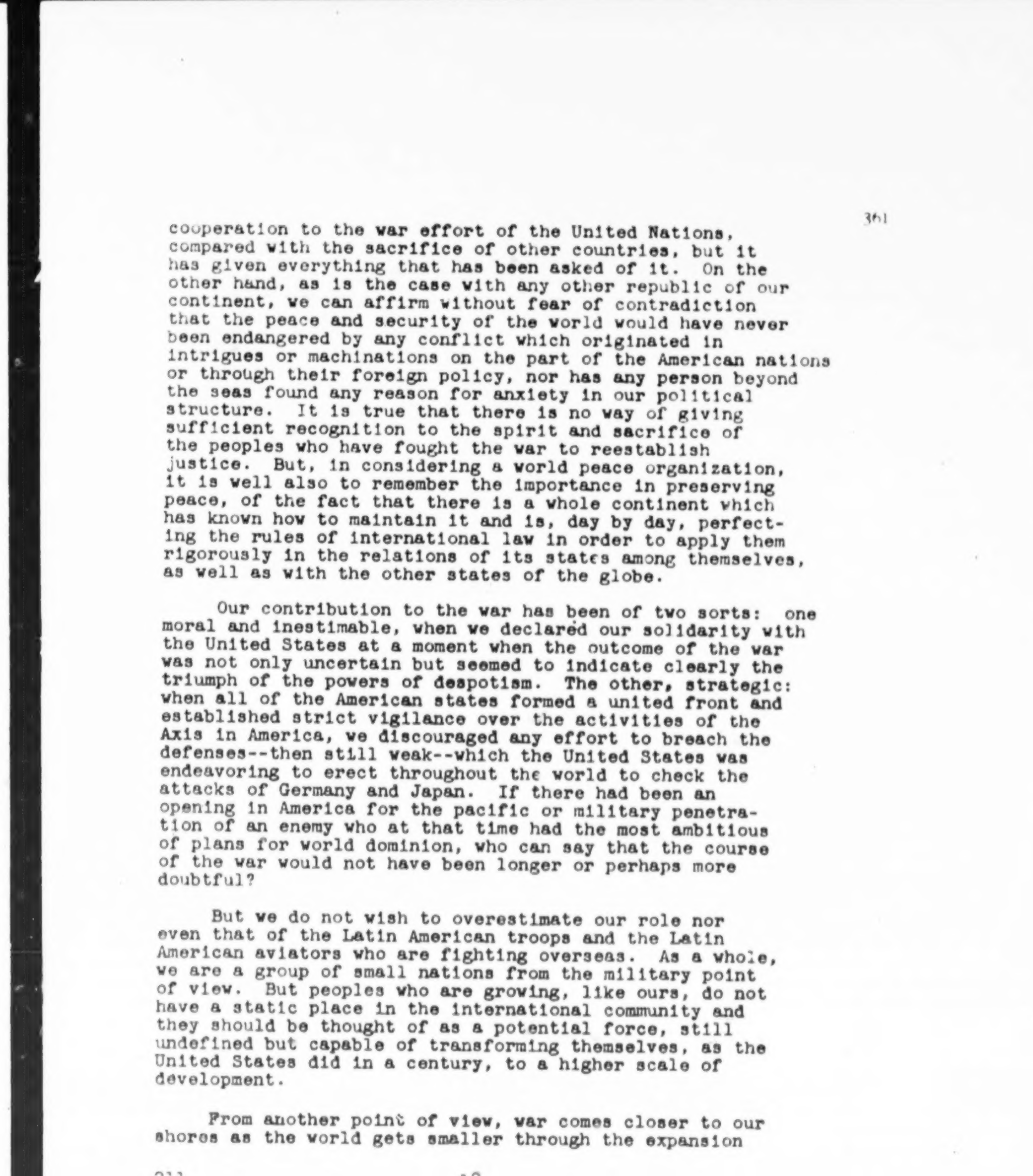
INTERPRETER (in English): This is the only request made by the Soviet Delegation.



United Nations, of our peoples, of the humble folk of the world, watching over each and every one of our acts and words. Fresh in our minds is the memory of--one might better say remorse for--the dismal failures of the prior world organization in the preservation of peace. For that very reason we are more realistic and far-seeing and, at the same time, we feel obliged to be more audacious in our experiments. We do not believe today, as in 1919, that this has been the last war; rather, we share the prudent fear that others may occur if we do not act here with care and energy. For the purpose of preventing another war we are prepared to subordinate sentiments, and even principles, which we deemed, and still deem, to be fundamental. We are ready to deposit part of our individual sovereignty as nations in the common treasury in order to build up capital against possible future aggressors.

Furthermore, with the aim of adjusting our conduct to reality, we have talked of international hierarchy more than at any previous conference. It almost seems as though none of us has used the word "nations" without explaining that there are large, middle-sized, and small nations. We have said that some have more responsibility and greater duties than the rest for the security of the world, and must consequently, be in possession of better means to comply with their responsibilities adequately. Juridical equality seems thus to be subordinated to political responsibility. We small nations well understand that otherwise the world organization would be feeble and we are ready to accept the fact that security, which is based on the force to be employed against the violators of international law, should be likewise a question of hierarchy in responsibility.

Nevertheless, I have thought that it would not be completely lacking in interest to present the point of view of an American nation, a small nation, of course, as to the possible agreements which may emerge from our deliberations. Colombia early entered into the fraternity of the United Nations. It has not been neutral in the war since December 1941. Like the other republics of the hemisphere, it declared its solidarity with the United States, attacked at Pearl Harbor. Its little Army, recruited from a people dedicated to the arts of peace, has not had the painful privilege of fighting at the side of the large armies. Its cities have not been bombarded, its women have not suffered the sad absence of their men under arms, its territory has not been invaded nor its people enslaved. It has offered but modest

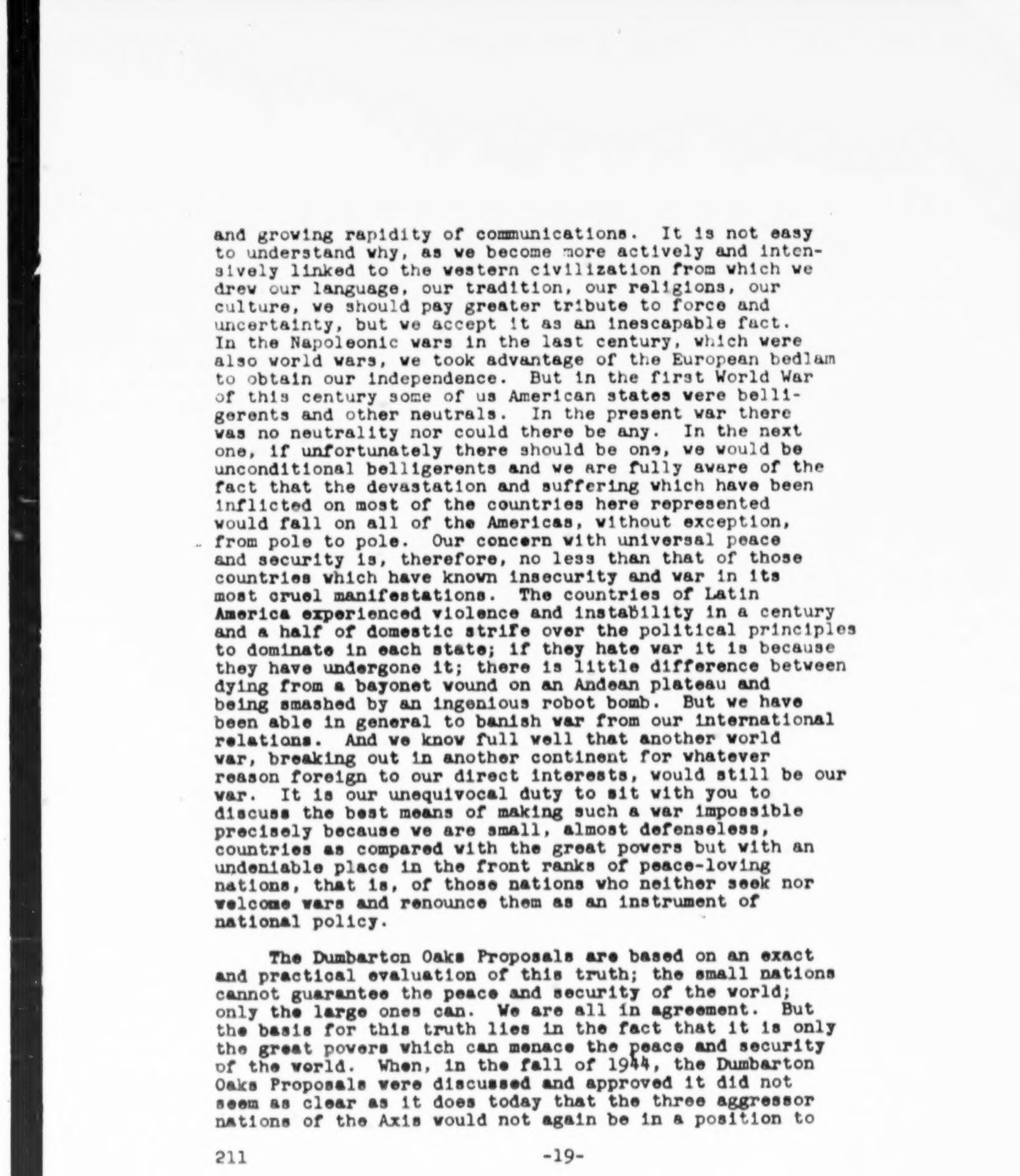


cooperation to the war effort of the United Nations, compared with the sacrifice of other countries, but it has given everything that has been asked of it. On the other hand, as is the case with any other republic of our continent, we can affirm without fear of contradiction that the peace and security of the world would have never been endangered by any conflict which originated in intrigues or machinations on the part of the American nations or through their foreign policy, nor has any person beyond the seas found any reason for anxiety in our political structure. It is true that there is no way of giving sufficient recognition to the spirit and sacrifice of the peoples who have fought the war to reestablish justice. But, in considering a world peace organization, it is well also to remember the importance in preserving peace, of the fact that there is a whole continent which has known how to maintain it and is, day by day, perfecting the rules of international law in order to apply them rigorously in the relations of its states among themselves, as well as with the other states of the globe.

Our contribution to the war has been of two sorts: one moral and inestimable, when we declared our solidarity with the United States at a moment when the outcome of the war was not only uncertain but seemed to indicate clearly the triumph of the powers of despotism. The other, strategic: when all of the American states formed a united front and established strict vigilance over the activities of the Axis in America, we discouraged any effort to breach the defenses--then still weak--which the United States was endeavoring to erect throughout the world to check the attacks of Germany and Japan. If there had been an opening in America for the pacific or military penetration of an enemy who at that time had the most ambitious of plans for world dominion, who can say that the course of the war would not have been longer or perhaps more doubtful?

But we do not wish to overestimate our role nor even that of the Latin American troops and the Latin American aviators who are fighting overseas. As a whole, we are a group of small nations from the military point of view. But peoples who are growing, like ours, do not have a static place in the international community and they should be thought of as a potential force, still undefined but capable of transforming themselves, as the United States did in a century, to a higher scale of development.

From another point of view, war comes closer to our shores as the world gets smaller through the expansion



and growing rapidity of communications. It is not easy to understand why, as we become more actively and intensively linked to the western civilization from which we drew our language, our tradition, our religions, our culture, we should pay greater tribute to force and uncertainty, but we accept it as an inescapable fact. In the Napoleonic wars in the last century, which were also world wars, we took advantage of the European bedlam to obtain our independence. But in the first World War of this century some of us American states were belligerents and other neutrals. In the present war there was no neutrality nor could there be any. In the next one, if unfortunately there should be one, we would be unconditional belligerents and we are fully aware of the fact that the devastation and suffering which have been inflicted on most of the countries here represented would fall on all of the Americas, without exception, from pole to pole. Our concern with universal peace and security is, therefore, no less than that of those countries which have known insecurity and war in its most cruel manifestations. The countries of Latin America experienced violence and instability in a century and a half of domestic strife over the political principles to dominate in each state; if they hate war it is because they have undergone it; there is little difference between dying from a bayonet wound on an Andean plateau and being smashed by an ingenious robot bomb. But we have been able in general to banish war from our international relations. And we know full well that another world war, breaking out in another continent for whatever reason foreign to our direct interests, would still be our war. It is our unequivocal duty to sit with you to discuss the best means of making such a war impossible precisely because we are small, almost defenseless, countries as compared with the great powers but with an undeniable place in the front ranks of peace-loving nations, that is, of those nations who neither seek nor welcome wars and renounce them as an instrument of national policy.

The Dumbarton Oaks Proposals are based on an exact and practical evaluation of this truth; the small nations cannot guarantee the peace and security of the world; only the large ones can. We are all in agreement. But the basis for this truth lies in the fact that it is only the great powers which can menace the peace and security of the world. When, in the fall of 1944, the Dumbarton Oaks Proposals were discussed and approved it did not seem as clear as it does today that the three aggressor nations of the Axis would not again be in a position to

The United Nations Conference
on International Organization

Doc. No. 24 (FRENCH)*
P/8
28 avril, 1945

PLENARY

COMPTE-RENDU DE LA QUATRIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE TENUE LE 28 AVRIL 1945 A 15 h. 30.

M. MOLOTOV (TRADUCTION): Mes chers collègues, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir désigné, moi, le représentant soviétique, comme l'un des quatre Présidents de la Conférence. En entrant en fonctions, je tiens à vous dire combien je suis heureux que la langue russe se fasse entendre de cette éminente tribune internationale.

Mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, la quatrième Séance Plénière de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale est ouverte. Nous avons maintenant le plaisir d'écouter les opinions d'autres présidents de délégations qui ont manifesté leur désir de s'adresser à la Conférence. Je donne maintenant la parole au Président de la Délégation du Salvador.

M. CASTRO: M. le Président, Délégué, Mesdames et Messieurs, je tiens à exprimer la profonde reconnaissance de mon Gouvernement pour l'accueil cordial offert par la ville de San Francisco à la Délégation du Salvador à l'importante Conférence des Nations Unies. Les membres de cette Délégation et le Gouvernement du Salvador sont aussi reconnaissants au Secrétariat du concours toujours empressé qu'il leur a prêté.

Nous sommes très heureux de nous trouver ici et nous sommes portés à l'optimisme au sujet du résultat de nos travaux.

La triste nouvelle du décès de Son Excellence Franklin Delano Roosevelt, Président des Etats-Unis, a été connue du monde entier presque au moment même où nous nous préparions à nous assembler ici. Mon Gouvernement et mes compatriotes

---

*[Corrigendum voir p. 334. Erratum voir p. 335]

308

se sont joints au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis ainsi qu'à ceux de toutes les Nations Unies pour partager leur grande douleur. Le Président Roosevelt avait joué un très grand rôle dans la préparation de cette Conférence et il espérait qu'elle réussirait. Sa mémoire sera pour nous tous une grande inspiration.

Tous les membres de la Délégation du Salvador se rendent compte des lourdes responsabilités placées sur les épaules de tous les délégués à cette Conférence lorsqu'il s'agira d'organiser la paix future. La Conférence est le point de mire des yeux du monde entier pendant ces jours mémorables. Tous les espoirs du genre humain se sont réunis ici. Il faut que nos efforts soient couronnés de succès. Nous ne pouvons pas décevoir les peuples. Nous devons soulager leurs inquiétudes et leurs craintes.

Je ne peux m'empêcher de me rappeler avec précision ces quelques paroles de Son Excellence Harry S. Truman, Président des Etats-Unis d'Amérique, qui nous furent transmises par radio à la première séance de cette Conférence. Je cite:

> "Vous, les membres de cette Conférence, serez les architectes d'un monde meilleur. L'avenir repose entre vos mains. Par vos travaux à cette Conférence nous saurons si l'humanité souffrante aboutira à une paix juste et durable".

Nous avons certes un travail herculéen à accomplir et nous devrons réussir. Notre Ordre du Jour comprend les Propositions de Dumbarton Oaks qui prévoient comme organes principaux des Nations Unies pour le maintien de la paix: une Assemblée Générale, un Conseil de Sécurité, une Cour Internationale de Justice et un Secrétariat.

L'Assemblée Générale est, à mon avis, l'organe le plus représentatif des Nations Unies pour les deux raisons suivantes: en premier lieu, chacune des Nations Unies y sera représentée; deuxièmement, toutes ces nations auront un droit de vote égal.

Le Conseil de Sécurité, envisagé dans les Propositions de Dumbarton Oaks, devrait se composer de cinq membres permanents: les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République de Chine et la France, ainsi que de six membres non permanents qui seraient élus pour une durée de deux ans. trois d'entre eux se retirant à la fin de chaque année.

"La Section C" fut incorporée aux Propositions de Dumbarton Oaks après la Conférence de Crimée. Elle comprend, parmi d'autres, les clauses suivantes:

165